El-Djazaïr.com

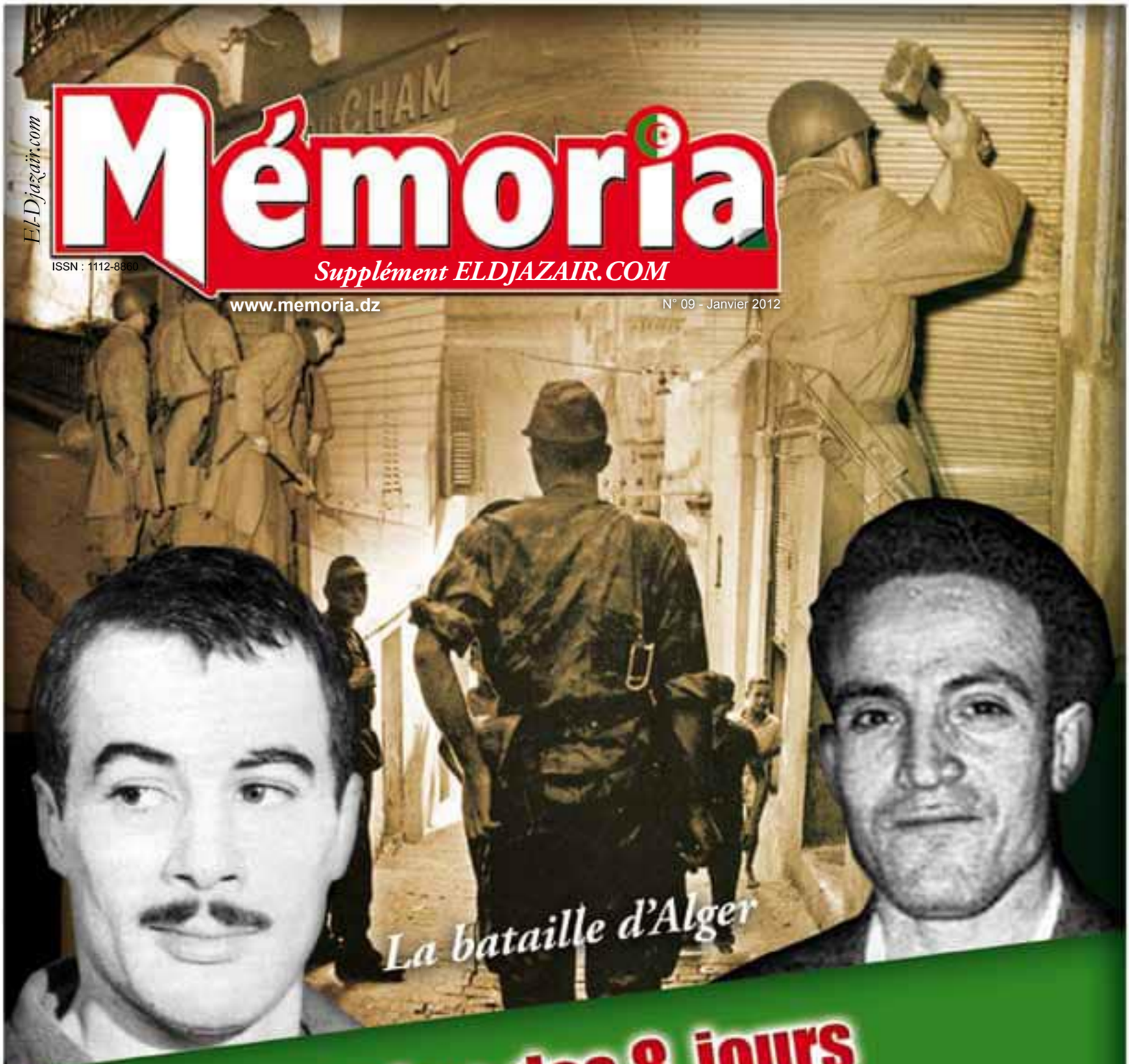
Mémoria

ISSN : 1112-8860

Supplément ELDJAZAIR.COM

www.memoria.dz

N° 09 - Janvier 2012



La bataille d'Alger

La grève des 8 jours

L'inéluctable victoire politique du FLN

GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION

El-Djazair.com
GROUPE
www.eldjazaircom.dz

Mémoria
Supplément ELDJAZAIR.COM
Magazine consacré à l'histoire de l'Algérie
www.memoria.dz

Le groupe de presse et de communication
EL-DJAZAIR.COM
vous souhaite une très bonne année
2013

©COMESTA MEDIA 2012

Lettre de l'Editeur

AMMAR KHELIFA
amar.khelifa@eldjazaircom.dz

POUR UNE VIVE MÉMOIRE

Les nations se hissent par le savoir et se maintiennent par la mémoire. C'est cet ensemble d'événements qui se créent successivement aujourd'hui pour qu'un jour on ait à le nommer : Histoire. Sans cette mémoire, imbue de pédagogie et de ressourcement, l'espèce humaine serait tel un atome libre dans le tourbillon temporel et cosmique.
L'homme a eu de tout temps ce pertinent besoin de vouloir s'amarrer à des référentiels et de se coller sans équivoque à son histoire. Se confondre à un passé, à une ancestralité. Cette pertinence va se confiner dans une résistance dépassionnée et continue contre l'amnésie et les affres de l'oubli. Se contenir dans un souvenir, c'est renaître un peu. L'intérioriser, c'est le revivre ; d'où cette ardeur permanente de redécouvrir, des instants durant, ses gloires et ses notoriétés.
En tant que mouvement dynamique qui ne s'arrête pas à un fait, l'Histoire se perpétue bien au-delà. Elle est également un espace pour s'affirmer et un fondement essentiel dans les domaines de prééminence et de luttes. Transmettant le plus souvent une charge identitaire, elle est aussi et souvent la proie pitoyable à une éventualité faussaire ou à un oubli prédateur. Seule la mémoire collective, comme un fait vital et impératif, peut soutenir la vivacité des lueurs d'antan et se projeter dans un avenir stimulant et inspirateur. Elle doit assurer chez nous le maintien et la perpétuation des liens avec les valeurs nationales et le legs éternel de la glorieuse révolution de Novembre.
Il est grand temps, cinquante ans après le recouvrement de l'indépendance nationale, de percevoir les fruits de l'interaction et de la complémentarité entre les générations. Dans ce contexte particulier et délicat, les moudjahidate et moudjahidine se doivent davantage de réaffirmer leur mobilisation et leur engagement dans le soutien du processus national tendant à éterniser et à sacraliser l'esprit chevaleresque de Novembre. Ceci n'est qu'un noble devoir envers les générations montantes, qui, en toute légitimité, se doivent aussi de le réclamer. A chaque disparition d'un acteur, l'on assiste à un effacement d'un pan de notre histoire. A chaque enterrement, l'on y ensevelit avec une source testimoniale. Le salut de la postérité passe donc par la nécessité impérieuse d'immortaliser le témoignage, le récit et le vécu. Une telle déposition de conscience serait, outre une initiative volontaire de conviction, un hommage à la mémoire de ceux et de celles qui ont eu à acter le fait ou l'événement. Le témoignage devrait être mobilisé par une approche productive d'enseignement et de fierté. Raviver la mémoire, la conserver n'est qu'une détermination citoyenne et nationaliste. Toute structure dépouillée d'histoire est une structure sans soubassement et toute Nation dépourvue de conscience historique est une nation dépourvue de potentiel de créativité et d'intégration dans le processus de développement.
C'est dans cette optique de rendre accessibles l'information historique, son extraction et sa mise en valeur que l'idée de la création de cette nouvelle tribune au titre si approprié : Memoria, a germé. Instrument supplémentaire dédié au renforcement des capacités de collecte et d'études historiques, je l'exhorte, en termes de mémoire objective, à plus de recherche, d'authenticité et de constance.

amar.khelifa@eldjazaircom.dz

Supplément

N° 09

Janvier - 2013

Fondateur Président du Groupe
AMMAR KHELIFA

Président d'honneur
Abdelmalek SAHRAOUI

Coordination :
Abla BOUTEMEN
Sonia BELKADI

Direction de la rédaction
Assem MADJID

Directeur des moyens généraux :
Abdessamed KHELIFA

D.A.F :
Meriem KHELIFA

Ils ont contribué avec nous :
Dahou Ould Kablia
Ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales et président de l'Association nationale du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (AN-MALG)

Abdelhamid GHERMINE
Professeur retraité de l'éducation nationale

Rédaction
Ammar BELHIMER
Leila BOUKLI
Boualem TOUARIGT
Hassina AMROUNI
Abderrachid MEFTI
Imad KENZI
Djamel BELBEY
Hadj HAMIANI

Direction Artistique :
Ahmed SEFFAH
Halim BOUZID
Salim KASMI

Contacts : Eurl COMESTA MEDIA
N° 181 Bois des Cars 3
Dely-Ibrahim - Alger - Algérie
Tél. : 00 213 (0) 661 929 726 / +213 (21) 360 915
Fax : +213 (21) 360 899
E-mail : redaction@memoria.dz
info@memoria.dz

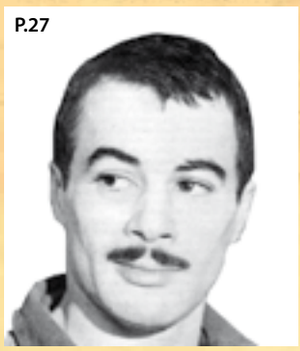
www.memoria.dz

Supplément du magazine **ELDJAZAIR.COM** consacré à l'histoire

COPYRIGHT
COMESTA MÉDIA
GROUPE PROMO INVEST

Edité par COMESTA MÉDIA
Dépôt légal : 235-2008
ISSN : 1112-8860

LARBI BEN M'HIDI



YACEF SAÂDI

LA GRÈVE DES 8 JOURS

P.06 *Histoire*
UNE ÉTAPE DÉCISIVE DANS LA LUTTE POLITIQUE DU FLN

P.13 ***SON IMPACT INTERNATIONAL***

P.23 *Temoignage*
ABDERRAHMANE SELMANI : « LA GRÈVE A PLEINEMENT ATTEINT SON OBJECTIF»

P.27 *Portrait*
YACEF SAÂDI : L'UN DES ARTISANS DE LA GRÈVE

P.31 ***JACQUES MASSU : LE GÉNÉRAL DES BASSES BESOGNES***

FIGURES HISTORIQUES

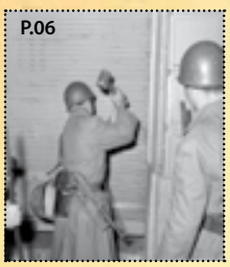
P.35 *Portrait*
HOUARI BOUMEDIENE : L'ÉDIFICATEUR DE L'ETAT ALGÉRIEN

P.41 ***DIDOUCHE MOURAD : LE JEUNE EXALTÉ À LA DROITURE EXEMPLAIRE***

HISTOIRE DU MALG

P.45 *Contribution*
LE PARCOURS DU COLONEL BOUSSOUF DIT SI MABROUK

P.49 ***HOMMAGE AU REGRETTÉ SID-AHMED LARIBI, UN FRÈRE DE COMBAT***



Grève de Janvier 1957

Abderrahmane Selmani

Jacques Massu

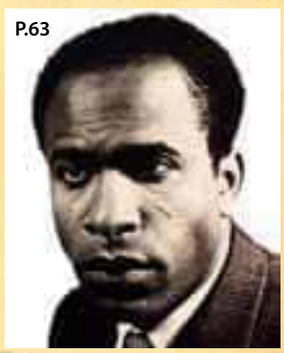
Supplément offert, ne peut être vendu

Abdelhafid Boussouf

Houari Boumediene

Dahou Ould Kablia,
Ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales et président de l'Association nationale du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (AN-MALG)

DIDOUCHE MOURAD



FRANTZ FANON

SOMMAIRE

FIGURES DE LA RÉVOLUTION

P.55 *Contribution*
HOMMAGE À FERNAND DOUKHAN : LES DÉTENUS DU CAMP LODI

P.63 *Portrait*
FRANTZ FANON : DES IDÉES D'UNE BRÛLANTE ACT UALITÉ

GUERRE DE LIBÉRATION

P.69 *Histoire*
LE TERRORISME ULTRA

P.87 *Portrait*
ABDELKADER BLIDI : UN DES DERNIERS RESCAPÉS DU COMMANDO ALI KHODJA

HISTOIRE D'UNE VILLE

P.109 *La ville d'El-Oued*
UNE VILLE AUX MILLE COUPOLES

Georg Puchert

Abdelkader Blidi

Olivier le Cour Grandmaison

La grève des 8 jours

UNE ÉTAPE DÉCISIVE DANS LA LUTTE POLITIQUE DU FLN

La grève des 8 jours

Histoire

Les 5 membres du CCE
de g. à dr. : Saâd Dahlab, Krim Belkacem, Benkhedda Benyoucef,
Abane Ramdane, Larbi Ben M'hidi

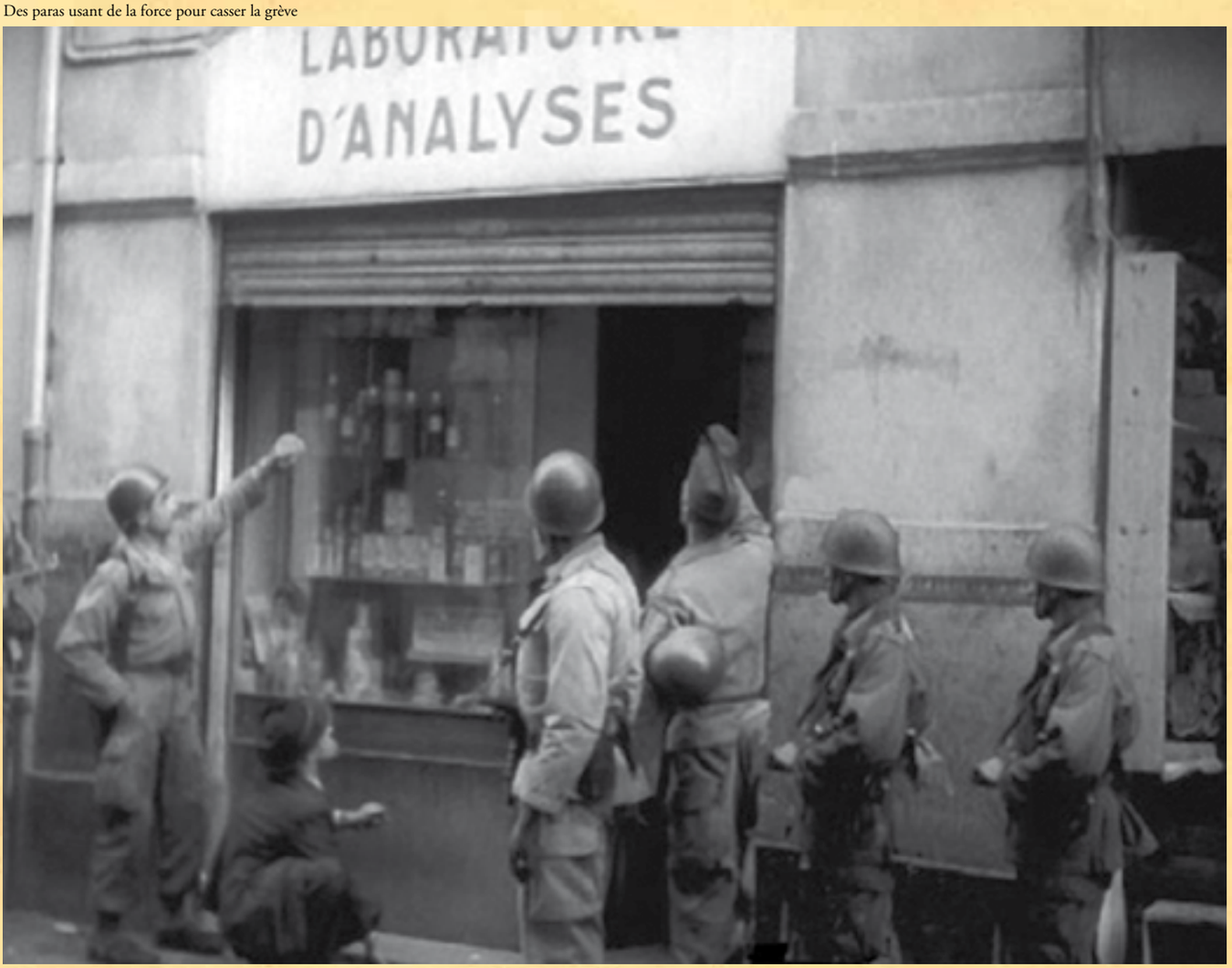
En janvier 1957, le Comité de coordination et d'exécution, l'organe dirigeant du FLN, annonça une grève générale pour la fin du mois. Elle eut lieu du 28 janvier au 4 février. Ben M'hidi en était le plus farouche partisan. Le but visé était de montrer, à l'approche de l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations unies que la population algérienne était décidée à l'indépendance et surtout soudée derrière le FLN. Cette grève eut de très grandes conséquences. Les Algériens en furent plus soudés et solidaires, fortement décidés à recouvrer l'indépendance et unis autour du FLN. Le gouvernement s'y opposa avec une extrême violence et ce fut pour lui le point de départ d'une répression aveugle qui fit des milliers morts à Alger. Son attitude coupa définitivement les possibilités de dégager une élite politique acquise au maintien de la présence française comme elle eut de profondes répercussions dans l'opinion française dont une partie fut choquée par les méthodes utilisées. L'opinion mondiale qui avait accordé une sorte de sursis aux propositions de solution pacifique présentées par le gouvernement français allait basculer quelques mois plus tard. Stratégiquement, le FLN avait, dès le 1er novembre 1954, affiché son but et présenté sa plateforme de discussion. Il s'affirmait prêt à négocier avec le gouvernement français dès lors que celui-ci reconnaissait le droit à l'indépendance du peuple algérien. Il pensait alors avoir désamorcé un des obstacles majeurs en reconnaissant la diversité ethnique et confessionnelle de l'Algérie et en offrant les mêmes droits à tous ses habitants. Les Européens qui le souhaitaient seraient des Algériens à part entière égaux en droits et en devoirs. Tous les objectifs du FLN étaient politiques, dans le fond et dans la forme, dans les objectifs et dans la stratégie. L'action militaire y était subordonnée et ne représentait qu'un moyen pour les atteindre. L'insurrection armée devait imposer cette négociation en créant un climat d'insécurité générale qui obligerait le gouvernement français à une guerre coûteuse matériellement et moralement. Tactiquement, l'armée de libération se consacra exclusivement aux actions extrêmement brèves et menées par surprise, aux opérations de harcèlement suivies de retraits avec refus des engagements prolongés.

Par Boualem Touarigt

La grève des 8 jours

Histoire

Des paras usant de la force pour casser la grève



Ancrer l'idée d'indépendance

Le plus important pour le FLN était de gagner la population algérienne à l'idée d'indépendance et de réunir sous sa bannière toutes les catégories, quelles que fussent leurs positions politiques antérieures. A aucun moment le FLN ne se détourna de ses objectifs politiques. L'opinion publique française comptait pour lui et il développa de multiples actions envers les partisans de la paix et les Français d'Algérie qu'il considérait dans ses textes comme étant des « Algériens d'origine européenne». Le danger résidait pour lui dans les risques de division que le gouvernement français tentait de créer au sein des populations algériennes. Il fit tout pour empêcher l'émergence d'une « troisième force », c'est-à-dire un mouvement politique algérien disposant d'un appui populaire conséquent et proche des solutions préconisées par le gouvernement français. Dès le début, le FLN approcha les représentants des élites sociales algériennes qui avaient évolué politiquement en dehors du mouvement national radical et obtint leur adhésion. Ceux-ci furent étroitement associés à la lutte politique en Algérie et sur la scène internationale. Les élus algériens, membres des différentes assemblées élues lui apportèrent très tôt leur soutien, en se prononçant publiquement pour l'indépendance et en se rangeant sous sa bannière.

Le FLN ne négligea pas non plus l'action diplomatique à laquelle il accorda une grande importance pour obtenir de l'aide dans sa lutte et surtout pour exercer des pressions sur le gouvernement français. Il s'activa lors des différentes sessions de l'Assemblée générale des Nations unies, avec pour but de sortir le problème algérien du cadre français, d'imposer le droit à l'autodétermination. En 1956, le gouvernement français affirmait que la

La grève des 8 jours

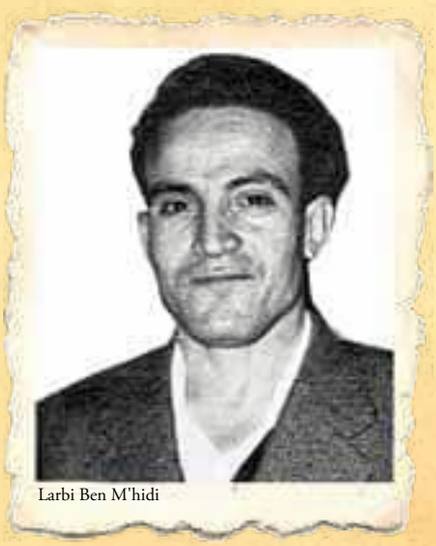
Histoire

révolte des Algériens n'était que passagère et qu'elle relevait de ses affaires intérieures. Il proposait des réformes politiques et sociales et un plan de sortie de crise qui devait, après un cessez-le-feu, aboutir à des élections libres et justes et à des négociations avec toutes les forces politiques, y compris celle qui avait pris les armes. Guy Mollet avait même entamé les premiers contacts secrets avec la délégation extérieure du FLN. Tout ce plan paraissait séduisant aux autres pays dont beaucoup avaient accordé un préjugé favorable au gouvernement français. Ils se refusaient à gêner cette volonté par une condamnation préférant accorder une sorte de sursis. Un des principaux arguments développés par la propagande officielle était la non-représentativité du FLN. Ce dernier n'aurait été qu'une bande d'extrémistes qui cherchaient à s'imposer au peuple algérien par la violence. Le FLN voulait prouver le contraire et montrer à l'opinion internationale sa volonté de trouver une solution politique juste ainsi que sa représentativité.

Prouver la représentativité du FLN

La grève des huit jours avait donc un premier objectif de politique internationale. Larbi Ben M'hidi aurait déclaré : « Il faut qu'à l'approche de la session de l'ONU nous faisions la démonstration que tout le peuple est derrière nous. Nous devons prouver au monde que nous sommes représentatifs du peuple algérien. Si nous réussissons, l'argument majeur des Français qui ne veulent pas discuter avec le seul FLN sera détruit. »

La grève avait aussi un objectif politique intérieur. Elle s'inscrivait dans les efforts du FLN pour étendre son influence. Celui-ci avait tiré les leçons des révoltes antérieures. Il rejetait le soulèvement populaire de masse, l'insurrection paysanne, l'action militaire aveugle, la révolte violente et spontanée. Dans les campagnes, la lutte armée ne prit réellement une place importante qu'après un long et patient travail de préparation et d'encadrement des populations. Dans les villes, le FLN fit un long et minutieux travail d'organisation et de propagande, s'interdisant d'entamer immédiatement une action armée. L'organisation des différentes catégories de citoyens s'accéléra. L'UGEMA (Union générale des étudiants musulmans algériens) naquit en juillet 1955, regroupant les étudiants anciennement adhérents de l'AEMAN et les militants issus du MTLD et de l'UDMA. Dans un contexte de féroce répression dont furent notamment victimes beaucoup d'étudiants algériens, dont certains avaient déjà rejoint directement le FLN, l'UGEMA vota la grève générale des cours le 19 mai 1956, rejointe le 25 par l'association des lycéens.


Larbi Ben M'hidi

Le 24 février 1956, les efforts des dirigeants du FLN et d'un certain nombre de militants ouvriers aboutirent à la constitution de l'UGTA. L'été suivant, celle-ci revendiquait 100.000 adhérents. Le 30 juin 1956, son siège établi au cercle du progrès, ancien lieu des oulamas, fut visé par un attentat à la bombe. C'est de l'UGTA que partirent les premiers ordres de grève, dont l'un fut lancé pour le 5 juillet 1956. La centrale syndicale prit une part active à la grève générale des huit jours.

En septembre 1956, le CCE favorisa la création de l'Union générale des commerçants algériens (UGCA) qui regroupa des commerçants partisans de l'indépendance, et où Mohamed Lebjaoui prit une part déterminante. Celui-ci joua un rôle important dans l'action du FLN envers les libéraux européens et dirigea pendant un temps la fédération de France du FLN. On y retrouva des membres de l'élite citadine ancienne : Abbas Turki, Tiar, Chekiken, Bentchicou, Badsi, Lalout, Mida, Arizi, Belloul, etc. Cette organisation lança son premier ordre de grève générale patriotique le 1er novembre 1956. Les représailles furent féroces : des commerces furent fermés et on emmena des dizaines de grévistes au camp de Berrouaghia. Des membres de l'UGCA jouèrent un rôle actif dans l'organisation de la solidarité entre les Algériens et certains furent les véritables supports des structures financières du FLN.

La Fédération de France du FLN joua un rôle décisif dans la conduite de la guerre de libération. Dans la crise du MTLD, les

La grève des 8 jours

Histoire

Un commerçant manifestement terrorisé, contraint d'ouvrir sa boutique sous surveillance des soldats français

partisans de Messali tenaient l'essentiel des structures du parti. Mohamed Boudiaf qui fut un temps responsable à l'organisation du mouvement, assisté de son adjoint Mourad Didouche (les deux furent membres des six dirigeants qui déclenchèrent le 1er novembre), avaient constitué un premier groupe de partisans de la lutte armée. Le premier noyau de militants fut arrêté au début de 1955. Une nouvelle direction FLN fut constituée en mai 1955 avec Ahmed Doum, Fodil Bensalem, Abderrahmane Guerras et Mohamed Mechati (un ancien des « 22 » que le 1er novembre trouva en traitement en France). Elle fut renforcée par Louanchi, désigné par le CCE, Ahmed Taleb, Boulahrouf, Moundji. Dès le début, la Fédération de France accorda une place particulière au travail d'organisation des émigrés, à la lutte contre les messalistes et à l'action politique en direction de l'opinion française à travers notamment la Commission presse et information (CPI). La consécration de ce long et patient travail d'organisation et d'information fut atteinte par le mot d'ordre de grève générale de janvier 1957, qui tendit à prouver la représentativité du FLN. Car là était l'objectif central du FLN : montrer que la population algérienne était acquise dans sa grande majorité à l'indépendance, dans sa diversité, et que le FLN était son unique représentant. Cette adhésion des populations allait se révéler par la suite dans une série de luttes urbaines : les manifestations de décembre 1960, la marche des émigrés d'octobre 1961, les manifestations de 1961 contre la partition du pays. Elles furent sauvagement réprimées.

Un patient travail politique qui allait porter ses fruits

La grève des huit jours ne résulta pas de la croyance d'une possible victoire de l'insurrection populaire urbaine. Cette idée avait été définitivement bannie de la stratégie du FLN. La lutte de masse dans les villes servait à souder la cohésion des Algériens, à enraciner l'idée d'indépendance, à rejeter les solutions intermédiaires et à prouver la représentativité du FLN.

Le 1er févier 1958, *El Moudjahid* écrivait : « La grève nationale marque un tournant dans notre révolution : à la fin d'une première phase d'organisation du pays tout entier, elle a prouvé que l'Algérie était mûre pour accéder immédiatement à l'indépendance…A aucun moment, sauf dans les tracts de Lacoste, il n'a été question de grève insurrectionnelle. Il s'agissait d'une démonstration de force non violente et cette démonstration a atteint tous les résultats escomptés. »

Par la grève des huit jours, le FLN ne cherchait pas une victoire totale qui résulterait d'une insurrection généralisée. Le CCE décida de suspendre toute action armée dans les villes pendant la grève. Il fit coïncider son mouvement avec l'ouverture du débat aux Nations unies sur la question algérienne. Tout au long de la guerre de libération, l'action diplomatique fut une question centrale. Le FLN persévéra dans ses efforts jusqu'à aboutir à la consécration internationale de son action : obliger le gouvernement

La grève des 8 jours

Histoire

Des soldats français sillonnant les ruelles de la Casbah appelant les commerçants à ouvrir leurs commerces

français à reconnaître le droit à l'indépendance du peuple algérien et à négocier avec la force politique qui s'affirmait comme son légitime représentant. Les manifestations de décembre 1960, qui ne furent pas le résultat d'un mot d'ordre semblable annoncé longtemps à l'avance, mais une réaction dans une certaine mesure spontanée vite encadrée et orientée par le FLN, allait servir de touche finale à cette lutte mettant définitivement fin au mythe de l'Algérie française, faisant échec à la solution néocoloniale du général de Gaulle, imposant sur la scène internationale le droit à l'autodétermination et accélérant l'ouverture des négociations.

Le FLN s'attendait évidemment à la répression. Dès novembre 1954, les tortures, les massacres, les bombardements avaient frappé les populations civiles. C'était dans la logique du système colonial depuis toujours.

L'annonce du déclenchement de la grève des huit jours créa la panique au sein des autorités françaises. La grève allait réussir, personne n'en doutait. Non seulement le gouverneur général Lacoste refusa l'annonce d'un échec politique annoncé qui allait montrer la popularité du FLN, mais encore il céda aux revendications des mouvements les plus extrémistes qui refusaient toute ouverture et préconisaient la répression sanglante systématique, qu'ils avaient d'ailleurs commencé à appliquer d'une manière quasi officielle en déclenchant les attentats ciblés et aveugles. Yves Courrière, qu'on ne peut accuser de complaisance envers le FLN, nota : « Que cette grève réussisse – et elle allait réussir, personne n'en doutait – et c'était offrir sur un plateau au FLN cette représentativité populaire qu'il briguait, c'était en outre ridiculiser le pouvoir du ministre résident… Pour Lacoste, il n'y avait plus qu'une solution : extirper le FLN de la ville et récupérer la population. Bref faire de la pacification à Alger. Et pour cela confier la capitale à l'armée. » (*Le temps des léopards*, Fayard 1969, p 451). Lacoste avec la bénédiction du gouvernement de Guy Mollet confia tous les pouvoirs de police à la 10e division parachutiste du général Massu. Celui-ci, dans une note de service secrète datée du 19 mars 1957, s'adressa à « ceux qui n'ont pas été formés à la rude école de la guerre "pourrie" d'Indochine et qui n'auraient pas encore compris que l'on ne peut lutter contre la "guerre révolutionnaire et subversive" menée par le communisme international et ses intermédiaires avec les procédés classiques de combat mais bien également par les méthodes d'action clandestines et contre-révolutionnaires.» Le mouvement réussit. Les services publics et les transports furent paralysés. Les marchés fermés, les ports à l'arrêt. La grève fut combattue avec une extrême violence. Les commerces eurent leurs devantures arrachées, exposées au pillage. On fit face à la paralysie des services publics et des chantiers en réquisitionnant les employés algériens par la violence. Aussarèsses se vanta plus tard d'avoir utilisé les prisonniers pour décharger les bateaux. En février la presse française locale se fit l'écho des sanctions prises à l'encontre des Algériens pour « faits de grève ».

La répression violente de la moindre manifestation des

La grève des 8 jours

Histoire

Une ruelle de la Casbah, fief du FLN

Yacef Saâdi

Algériens était dans la nature du système colonial. La pacification engagée par l'armée supposait le recours systématique à la torture généralisée et aux massacres collectifs. Cela ne fut pas une donnée nouvelle comme résultant de la grève des huit jours.

Une répression qui révéla la nature du système

La répression de la grève des huit jours révéla l'attitude du gouvernement français qui céda devant les groupes les plus extrémistes de la minorité européenne, hostiles à tout droit accordé aux Algériens et qui s'étaient déjà manifestés par des actions sanglantes. Ces groupes firent leur jonction avec une partie des militaires marqués par l'échec d'Indochine, partisans de la répression violente contre les populations civiles. Le gouvernement français couvrit la torture appliquée d'une manière systématique et généralisée. Au prix de milliers de morts, la population algérienne en sortit soudée, encore plus attachée à l'indépendance et unie derrière le FLN.

Alors que le général de Gaulle croyait avoir vaincu militairement les combattants de l'indépendance et gagné le soutien d'une partie de la population locale par ses mesures sociales et son projet politique, les Algériens des villes allaient lui prouver le contraire lors des manifestations populaires de décembre 1960 qui surprirent tout le monde et rendirent impossible toute solution politique en dehors du FLN. Ce fut l'expression de cette victoire du FLN, résultat des longs efforts d'organisation et de luttes politiques, dont la grève des huit jours fut un moment décisif.

La torture toucha aussi des Algériens d'origine européenne, déclencha de terribles cas de conscience et traumatisa l'opinion publique française qui allait progressivement se prononcer massivement pour la paix en Algérie. Sur la scène internationale, même les alliés du gouvernement français firent pression pour une solution négociée et certains se prononcèrent pour le droit des Algériens à l'indépendance. Le sénateur Kennedy l'affirma publiquement dès juillet 1957. En 1960, pour la première fois, l'Assemblée générale des Nations unies s'exprimait nettement et massivement pour le droit du peuple algérien à l'autodétermination et à l'indépendance.

Boualem Touarigt

Histoire

L'IMPACT INTERNATIONAL DE LA GRÈVE DES HUIT JOURS

L'assemblée générale de l'ONU

Pour le FLN, l'action diplomatique a toujours fait partie de ses préoccupations prioritaires. C'est l'impossibilité pour l'armée française de réduire la révolte militaire du FLN et l'échec de la pacification qui furent les leviers de la victoire politique du FLN. Celui-ci réussit à empêcher le gouvernement français de dégager une élite politique locale qui lui aurait été acquise en s'appuyant sur un soutien relatif d'une partie de la population algérienne. Ainsi a-t-il coupé la voie à une solution néocoloniale que le gouvernement français avait essayé de faire émerger. C'est le rapport de forces sur le terrain, aux plans militaire et politique, qui décida de l'issue de la guerre de libération. Les victoires diplomatiques remportées par le FLN sanctionnèrent les évolutions de ce rapport de forces et accélérèrent les discussions pour une solution politique. La grève des huit jours, et surtout la répression féroce qui s'abattit sur les Algériens ont donné un puissant élan à l'action diplomatique du FLN et a fait de la question algérienne une donnée incontournable de l'activité politique internationale.

Par Boualem Touarigt

La grève des 8 jours

Histoire

Discours de Zhou Enlaï (1), Premier ministre chinois à la conférence de Bandoeng, Sukarno (2), Nehru(3),

Un rapport de forces défavorable

Le FLN s'engagea dans la lutte diplomatique à un moment où le rapport de forces international était loin de lui être favorable. Les pays nouvellement indépendants ne représentaient pas une force pouvant peser sur la scène internationale. Les pays coloniaux, dont la France et la Grande-Bretagne, imposaient leurs politiques et possédaient des moyens importants de pression, notamment sur le plan économique. Les pays se positionnaient surtout par rapport à chacun des deux blocs idéologiques, engagés dans une guerre froide, cherchant à préserver les territoires des pays alliés et inféodés. Les Non-Alignés trouvèrent difficilement leur voie dans l'indépendance réelle vis-à-vis de chacun des deux blocs. Le succès que représenta la présence d'une délégation du FLN au sommet de Bandoeng n'eut pas de répercussions importantes immédiates.

Le 5 janvier 1955, quatorze pays afro-asiatiques demandent l'inscription de l'affaire algérienne à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations unies. Après plusieurs mois de débats et de tractations, le bureau de l'Assemblée générale décide de recommander aux Etats membres le rejet de l'inscription de la question algérienne, considérant celle-ci comme étant une affaire intérieure française. Le 30 septembre, l'Assemblée générale y passe outre, retenant la question à l'ordre du jour par 28 voix contre 27 et 5 abstentions. Le 25 novembre, le délégué de l'Inde, Krishna Menon, fait adopter à l'unanimité une résolution aux termes de laquelle « l'Assemblée générale décide de ne pas poursuivre la discussion du point de son ordre du jour intitulé ''Question algérienne'' et en conséquence n'est plus saisie de ce point ». La tâche du FLN s'avérait extrêmement ardue dans un contexte très difficile.

La grève des 8 jours

Histoire

Le congrès de la Soummam définit la stratégie

Le congrès de la Soummam allait donner une stratégie claire au FLN. Il analysa lucidement le rapport de forces international. Il constata que le soutien des pays arabes demeurait limité, assujetti aux fluctuations de leur diplomatie. Ces pays étaient soumis à la très forte pression du gouvernement français qui monnayait son aide économique et militaire. Les pays du bloc afro-asiatique avaient une attitude mesurée, conditionnée par le désir de jouer un rôle déterminant dans les problèmes du désarmement et de la coexistence pacifique. Le FLN va s'attacher à prouver la justesse de sa lutte et son caractère démocratique et humain. « Il convient de réduire à néant la calomnie lancée par le gouvernement français, sa diplomatie et sa grande presse pour nous présenter comme une rébellion artificiellement fomentée de l'étranger n'ayant pas de racines dans la Nation algérienne captive. » Il réfuta la propagande française qui voulait faire passer la guerre de libération comme une lutte d'extrémistes animés par la haine raciale et religieuse. La charte de la Soummam affirme clairement : « La ligne de démarcation de la Révolution ne passe pas entre les communautés religieuses qui peuplent l'Algérie, mais entre, d'une part, les partisans de la liberté, de la justice, de la dignité humaine et, d'autre part, les colonialistes et leurs soutiens, quelle que soit leur religion ou leur condition sociale…La Révolution algérienne n'a pas pour but de "jeter à la mer" les Algériens d'origine européenne, mais de détruire le joug colonial inhumain. La Révolution algérienne n'est pas une guerre civile ni une guerre de religion. La Révolution algérienne veut conquérir l'indépendance nationale pour installer une république démocratique et sociale garantissant une véritable égalité entre tous les citoyens d'une même patrie, sans discrimination. » Le FLN joignit l'acte à la parole. Il fit des ouvertures envers les éléments libéraux de la minorité européenne, même ceux qui n'étaient pas entièrement acquis à l'idée d'indépendance. Le congrès affirma en effet : « Le FLN ne laissera pas l'ennemi colonialiste s'appuyer sur la totalité de la minorité ethnique en Algérie, dresser contre nous l'opinion en France et nous priver de la solidarité internationale. » Il préconisa de pousser les pays du congrès de Bandoeng à maintenir leurs pressions sur la France, de rechercher l'appui des pays européens, des démocraties populaires et des Etats d'Amérique latine. Il décida aussi de déployer de grands moyens avec la création de bureaux permanents notamment auprès de l'ONU et aux USA, des délégations itinérantes, la participation à toutes sortes de rencontres, un effort de propagande particulier avec des moyens multiples tels que presses et activités culturelles diverses.

Le FLN élargit son implantation internationale

Fin 1954, le FLN n'était que peu présent dans le monde : en Egypte, au Maroc (Tanger et Nador), en Suisse (Montreux), en Espagne (Madrid). En 1955, on ouvrit des représentations à Helsinki (Finlande), à Stockholm (Suède). En 1956, le FLN créa un bureau permanent à New York qui joua un rôle capital puis un autre à Londres. En 1957, la fédération de France s'installa en Allemagne et on ouvrit un bureau officiel du FLN à Bonn en 1958. La représentation algérienne fut importante dans les pays arabes dès 1956 (Bagdad, Damas) et renforcée en 1958 avec les bureaux de Djeddah, Amman, Beyrouth. Les contacts avec l'Afrique furent plus limités avec cependant une solidarité active avec la Guinée et le Ghana. Même en 1960, les pays africains nouvellement indépendants restaient timides vis-à-vis de la question algérienne, certains d'entre eux déclarant ne pas vouloir gêner les efforts du gouvernement français aux prises avec une contestation violente d'une partie de la minorité européenne d'Algérie alliée à des militaires extrémistes. A partir de décembre 1958, les liens avec les pays asiatiques furent particulièrement renforcés, notamment avec la Chine et le Nord Vietnam.

En 1956, le FLN faisait une analyse lucide de ses points faibles sur la scène internationale, en constatant chez des pays amis « le souci tactique exagérément conciliateur » allant jusqu'à retirer la discussion de l'affaire algérienne de l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations unies. Il faut reconnaître qu'en plus des multiples pressions exercées sur des pays arabes et afro-asiatiques, le gouvernement français avançait officiellement des

propositions de solutions qui ont pu séduire, ou du moins qui lui ont permis d'obtenir un préjugé favorable et une sorte de sursis : cessez-le-feu même unilatéral, élections libres au suffrage universel ouvertes à tous les habitants de l'Algérie, permettant de dégager des interlocuteurs pour élaborer un nouveau statut. C'était le plan Mendès-France repris par les socialistes de Guy Mollet.

Effectivement les choses allaient changer dès le milieu de l'année 1956. Le 19 juin 1956, treize Etats afro-asiatiques saisissent le Conseil de sécurité de la question algérienne. Par 7 voix contre 2 et 2 abstentions, le Conseil décide de ne pas inscrire cette question à l'ordre du jour.

La résolution du 15 février 1957 marque un tournant

Le 13 octobre 1956, cinq pays arabes et cinq pays asiatiques font une nouvelle démarche en demandant l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Le 15 novembre, le bureau de l'Assemblée générale inscrit la question algérienne à la discussion de l'ordre du jour. Le 4 février 1957, la commission politique de l'ONU entame son débat sur l'Algérie. Le 15 février, l'Assemblée générale des Nations unies adopte à l'unanimité la résolution suivante :

« L'Assemblée générale, ayant entendu les déclarations des diverses délégations et discuté la question algérienne, considérant la situation en Algérie, qui cause beaucoup de souffrances et de pertes de vies humaines, exprime l'espoir que, dans un esprit de coopération, une solution pacifique, démocratique et juste sera trouvée par des moyens appropriés conformément à la Charte des Nations unies ».

L'Assemblée générale ne considérait plus la question algérienne comme une affaire intérieure française. Sans doute marqués par les propositions de réformes avancées par le gouvernement français qu'ils jugeaient acceptables (cessez-le-feu, élections au collège unique, négociations avec des représentants librement désignés par les Algériens, réformes économiques et sociales pour améliorer le sort des populations), beaucoup de pays s'étaient montrés sensibles aux résultats dont se prévalaient les dirigeants français en Indochine, en Tunisie et au Maroc. La résolution votée était une sorte de sursis, un préjugé favorable accordé au gouvernement français, l'espoir que la solution politique pacifique serait trouvée, tout en précisant que celle-ci devrait être en conformité avec la Charte des Nations unies.

Le gouvernement français se soumet à ses extrémistes

S'appuyant sur cette base, le FLN va s'attacher à dévoiler les intentions véritables du gouvernement français. Celui-ci n'arrive pas en effet à imposer ses solutions à la frange extrémiste de la minorité européenne qui refuse toute égalité politique et même cède aux pressions en renforçant la répression. Pour le FLN, l'étape suivante est de prouver sa volonté de paix avec une revendication principale : le droit du peuple algérien à l'indépendance. Il adresse le 2 avril au Secrétaire général de l'ONU un mémorandum dans lequel il dénonce le but réel de la France qui est d'éliminer militairement les forces du FLN et d'imposer une solution qui maintient la domination politique de la minorité européenne. Le 15 avril, le groupe afro-asiatique dénonce la politique de violence du gouvernement français qui oublie les engagements pris pour une solution pacifique. Le 22 avril, le FLN affirme officiellement sa volonté d'entamer des négociations avec le gouvernement français sur la base du droit du peuple algérien à l'indépendance. Le 17 juillet 1957, le groupe afro-asiatique demande officiellement l'inscription de l'affaire algérienne à l'ordre du jour de la 12e session de l'Assemblée générale. Le 15 août, le FLN adresse un aide-mémoire à la commission politique de l'Assemblée générale dans lequel il affirme : « Toutes les indications en notre possession confirment que ni le gouvernement français ni l'Assemblée nationale n'ont le moindre désir d'aboutir à un règlement du problème algérien tenant compte des aspirations du peuple algérien à son indépendance. »

Incontestablement, la résolution du 15 février 1957 a constitué une rupture, même si elle était encore timide. La communauté internationale demandera désormais des négociations directes, reconnaissant par là la représentativité du FLN et réclamera l'autodétermination du peuple algérien comme seule solution à la guerre.

Boualem Touarigt

LA PRESSE FRANÇAISE ET LA GRÈVE DES HUIT JOURS

Le général Massu aux Algérois :

«L'armée a les moyens de briser la grève»

Des hélicoptères ont lancé hier sur Alger et sa banlieue un tract du général Massu, dont voici le texte :

HABITANTS D'ALGER !

Certains fauteurs de trouble ont répandu des ordres de grève dans la ville d'Alger. Le but évident du F.L.N. est de :

— tenter un effort désespéré pour faire oublier ses défaites militaires et impressionner l'opinion mondiale à l'O.N.U. ;

— faire croire qu'il représente l'opinion de la majorité de la population ;

— aggraver la misère et le désordre pour les exploiter en poussant les fanatiques et les irresponsables aux actes de colère ;

— provoquer de la part du service d'ordre des réactions qui seraient ensuite qualifiées de « colonialistes » et de « racistes ».

HABITANTS D'ALGER !

Vous avez pu constater l'importance, la discipline et l'efficacité des forces de l'ordre qui ont été mises en place sous les ordres du général Massu.

Ces forces vous protégeront contre la tentative de dictature criminelle du F.L.N. communiste.

HABITANTS D'ALGER !

— le F.L.N. veut vous empêcher de travailler ;

— le F.L.N. exige la fermeture des magasins ;

— le F.L.N. veut vous affamer et vous acculer à la misère.

Mais vous, habitants d'Alger, ne voulez pas cela. Faites confiance aux forces de l'ordre !

L'Armée et la Police protégeront les chantiers, les ateliers, les bureaux. Les magasins seront ouverts, au besoin par la force, mais ils seront protégés contre le pillage.

Tout fauteur de trouble pris en flagrant délit de débauchage ou de pillage sera arrêté sur-le-champ et abattu à la moindre résistance.

L'Armée a les moyens de briser la grève que l'on cherche à vous imposer par la terreur. Elle la brisera !

HABITANTS D'ALGER !

Montrez que vous voulez vivre et non mourir de faim.

Montrez que vous avez confiance en la France et l'Armée française.

Montrez que votre volonté de paix est plus forte que la volonté de guerre du F.L.N. !

Un fuyard abattu par une patrouille hier rue du Lot

LE PROBLEME ALGERIEN A L'O.N.U.

Grève générale demain matin en Tunisie

TUNIS (d.n.e.p.). — A l'occasion de la discussion de la question algérienne devant l'O.N.U., les organisations nationales tunisiennes (Néo-Destour, U.G.T.T., U.T.A.C.,

Par Boualem Touarigt

La grève des 8 jours

Histoire

Le 10 janvier 1957, le général Massu, qui vient de recevoir les pouvoirs de police à Alger, lance un appel à la population algérienne. L'Echo d'Alger reproduit son avertissement : « L'armée a les moyens de briser la grève que l'on cherche à vous imposer par la terreur. Elle la brisera !» Cet avertissement est assorti de menaces claires : « Tout fauteur de troubles pris en flagrant délit de débauchage ou de pillage sera arrêté sur-le-champ et abattu à la moindre résistance. » Le journal reproduit l'intégralité du tract qui venait d'être lancé sur Alger et sa banlieue. C'est le premier geste fort de Massu en tant que chargé du maintien de l'ordre dans Alger. Il confirme ainsi sa mission principale et la hantise du gouverneur général de voir le mot d'ordre suivi. Les parachutistes sont là pour briser la grève en utilisant tous les moyens. Les militants du

La grève des 8 jours

Histoire

FORTE PROPORTION
DE GRÉVISTES A ALGER
Peu de perturbations grâce aux mesures prises par les pouvoirs publics
Unique préoccupation : le ravitaillement des halles et des différents marchés
LE MOUVEMENT A ETE NETTEMENT MOINS ACCENTUE EN PROVINCE
Dans les administrations, régression de la grève dans l'après-midi
(Lire nos informations en page 3)
EPICERIE DE LA CONQUÊ
été
Bomb

FLN sont désignés par les termes de « fanatiques et irresponsables », les forces de l'ordre étant là pour protéger « contre la tentative de dictature criminelle du FLN communiste ». Le militant qui oserait inciter à la grève serait immédiatement arrêté et s'il résiste, il serait abattu.

D'une manière générale, les journaux locaux des Européens d'Algérie minimisent la grève et passent sous silence les mesures autoritaires prises par les militaires et les administrations pour briser le mouvement. Le 29 janvier, soit le lendemain du début de la grève, *le Journal d'Alger* titre à la une : « Forte proportion de grévistes à Alger ». Cette publication, pourtant plutôt modérée par rapport à d'autres organes plus extrémistes, rectifia ensuite sa position les jours suivants en cherchant à minimiser l'importance du mouvement et elle essaya de se montrer rassurante. Elle dévoila cependant que le mouvement de reprise de l'activité faisait suite aux interventions des forces de l'ordre : « Un peu partout les commerçants ont fermé boutique au début de la matinée jusqu'à l'apparition des détachements de l'armée chargés de pratiquer l'ouverture forcée des magasins. En revanche les services publics n'ont guère été perturbés. » Toujours dans son édition du 29 janvier, il montra des militaires arrachant le rideau d'une boutique d'un gréviste ainsi que des passants obligés de nettoyer les rues et de ramasser les ordures pour pallier la grève des éboueurs.

Il nota que dans d'autres villes, la grève a été combattue. « Des mouvements de grève inspirés par le FLN ont été rapidement stoppés samedi à Oran et à Souk-Ahras. Dans cette ville, quelques magasins musulmans ayant fermé leurs portes dès le matin, les boutiques ont été immédiatement ouvertes par les soins de l'armée, de la police et de la gendarmerie.

La grève des 8 jours

Histoire

Mouvements de grève rapidement stoppés à Oran et Souk-Ahras

Des mouvements de grève inspirés par le FLN ont été rapidement stoppés samedi à Oran et Souk-Ahras. Dans cette ville, quelques magasins musulmans ayant fermé leurs portes dès le matin, les boutiques ont été immédiatement ouvertes par les soins de l'armée, de la police et de la gendarmerie.

Samedi soir, à Oran, les magasins de la Ville Nouvelle ont fermé leurs portes sur l'injonction de propagandistes rebelles. Le bouclage du quartier a été aussitôt effectué, tandis que les forces de police et les pompiers ouvrirent de force plusieurs magasins. A 18 h. 45, la situation était normale. De nombreux suspects, dont un était armé, ont été arrêtés.

Des sanctions contre les grévistes

Alger, 6 février (A.F.P.). — Au lendemain de la grève du F.L.N. le problème qui domine l'actualité algérienne est celui des sanctions prises ou à prendre contre les salariés qui se sont associés au mouvement. En général les employeurs font preuve d'une grande rigueur.

Dans le secteur public tous les traminots qui se sont présentés au travail hier matin seulement ont été suspendus sans préjudice des sanctions qui seront ultérieurement décidées. Des mises à pied sont intervenues dans diverses administrations en attendant une solution définitive. Les sanctions peuvent aller de la révocation et du licenciement à la rétrogradation ou au retard dans l'avancement.

Dans les entreprises privées les grévistes ont été soit renvoyés, soit priés de repasser dans une semaine.

Vingt-neuf musulmans qui n'avaient pas répondu à des ordres de réquisition ont comparu devant le tribunal correctionnel d'Alger. Trois d'entre eux ont été condamnés à un mois de prison ferme, les autres se sont vu infliger des peines de un mois de prison avec sursis assorties d'amendes.

A Oran des sanctions ont été appliquées dans l'administration dès le début du mouvement (changement d'affectation ou renvoi).

Sur les marchés, de nombreux vendeurs musulmans ont perdu leurs places, que l'administration a attribuées à des anciens combattants ou des pères de familles nombreuses, musulmans et Européens. Trente-quatre licences de chauffeurs de taxi ont été d'autre part retirées.

A Constantine, où la grève a été plus rapidement résorbée, on signale, pour tout l'Est algérien, 176 suspensions de fonctionnaires titulaires et 165 licenciements d'auxiliaires. Dans le secteur privé les congédiements sont l'exception.

» Parlant d'Oran, le quotidien confirma : « Samedi soir, à Oran, les magasins de la Ville Nouvelle ont fermé leurs portes sur l'injonction de propagandistes rebelles. Le bouclage du quartier a été aussitôt effectué tandis que les forces de police et les pompiers ouvrirent de force plusieurs magasins. » Il signala que des suspects avaient été arrêtés. Dans la série d'informations rapportées par ses correspondants, on apprend qu'il n'y avait « pas d'ouvriers musulmans dans les usines d'Hussein Dey », qu'à Médéa « les magasins étaient fermés à 70% », et qu'à Orléansville, « les boutiques ont été ouvertes de force ».

Les jours suivants, le journal parla de régression de la grève qui aurait été peu suivie. En même temps, il annonça les sanctions prises contre les grévistes dans les différentes villes : « Dans toutes les villes de l'Est algérien, les fonctionnaires et agents des services publics qui n'avaient pas répondu aux ordres de réquisition ont été condamnés à des peines de 15 jours à six mois… des commerçants ont été arrêtés et assignés à résidence dans des camps. » (Edition du 30 janvier). Le 31 janvier, on apprend que 44 fonctionnaires de Tizi Ouzou avaient été assignés à résidence. Le 2 février, il parla pudiquement d'abstentions qui auraient été « considérables dans les administrations ». Le 6 février, il rapporta les sanctions qui pleuvaient sur les grévistes : « Mises à pied pour des durées indéterminées, révocations, rétrogradations, licenciements, fermetures de magasins et assignations à résidences,… » Le 2 février, des chauffeurs de taxi grévistes se sont vu retirer par décision préfectorale leurs licences et leur

La grève des 8 jours

Histoire

Le Monde

Rédaction, Administration : 5, r. des Italiens, Paris-IXe. — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

LE DES DÉBATS DES NATIONS UNIES

GRÈVE QUASI GÉNÉRALE A ALGER
où les boutiques sont ouvertes de force

Le mot d'ordre est moins largement suivi dans la métropole

uteur de l'attentat contre le général Salan est un « ultra » européen

ALGER : un silence impressionnant sur une cité presque déserte

De notre envoyé spécial EUGÈNE MANNONI

permis de conduire. Ce fut aussi le cas à Oran.

Le quotidien *Le Monde* tint un langage différent. Il titrait au lendemain du premier jour de grève : « Grève quasi générale à Alger où les boutiques sont ouvertes de force » et il désignait Alger en parlant d'un « …silence impressionnant sur une cité presque déserte ». Le lendemain, il notait : « Le mouvement s'est amplifié dans la région parisienne. » Il donnera ensuite quelques chiffres : « Selon des indications fournies par le ministère de l'Intérieur, le nombre des grévistes nord-africains n'avait guère varié. A Paris, il s'établit toujours à 85% environ des effectifs. Toutefois, dans les grandes entreprises, on enregistre une très légère reprise du travail. Ainsi, chez Renault, la proportion des grévistes qui était hier de 75% est aujourd'hui de 65 à 70%. Chez Panhard, elle est tombée de 80 à 70%... Dans les quartiers nord-africains de la capitale, les boutiques sont toujours fermées. » Le quotidien donna des taux de participation variables, mais généralement hauts. Il constata tout à la fois des augmentations et des reculs.

Le Monde fut le seul quotidien à commenter l'attaque au droit de grève par usage de la répression. Dans son édition datée des 3 et 4 février 1957, paraissait une opinion de David Rousset qui s'insurgeait : « Au moment où notre gouvernement

La grève des 8 jours

Histoire

opinions

LE DROIT DE GRÈVE
PIERRE DE TOUCHE DE LA DÉMOCRATIE

Par DAVID ROUSSET

ON ne saurait demeurer indifférent et silencieux devant la politique aujourd'hui pratiquée par les autorités françaises en Algérie. Au moment même où notre gouvernement proclame avec le plus de force la communauté franco-algérienne, ses représentants à Alger refusent le droit de grève aux Algériens. Le droit de grève est un droit essentiel dans l'ensemble des libertés démocratiques fondamentales. Chaque fois que dans le passé une atteinte réelle, sérieuse, a été portée contre le droit de grève, les conséquences sociales se sont révélées considérables. C'est la première liberté que les régimes fascistes ou staliniens anéantissent. Croire d'autre part que l'on peut nier le droit de grève en Algérie sans compromettre les assises démocratiques dans la métropole c'est nourrir les plus graves et les plus dangereuses illusions.

Si un gouvernement s'autorise de prétextes, même apparemment justifiés, pour violer de façon aussi délibérée, aussi totale, les libertés élémentaires qu'on le fait présentement en Algérie, il se trouvera bientôt un autre gouvernement qui en des circonstances nouvelles, couvert par ce précédent, pratiquera les mêmes rigueurs autoritaires contre les ouvriers de Boulogne-Billancourt. Il me paraît ainsi que l'utilisation actuelle de l'armée en Algérie pour briser la grève se révèle infiniment plus néfaste que la répression, ordinaire depuis si longtemps, et qui n'était que la manifestation extérieure d'une guerre civile de fait.

J'ai dit ailleurs mon sentiment sur cette affaire. Je suis partisan de la *procédure* proposée par notre président du conseil. Mais comment ne pas voir que les pratiques actuelles la compromettent entièrement ? Comment ne pas imaginer que les mêmes troupes, demain, conduiront avec la même diligence et le même souci de civisme les malheureux électeurs aux urnes ? Comment ne pas comprendre que tout cela va à l'encontre de nos intérêts les plus immédiats ? Que nous donnons un éclat singulier à une grève qu'il eût été politiquement beaucoup plus sage de laisser se dérouler dans la pleine liberté tout en maintenant les mesures d'ordre nécessaires pour qu'elle ne dégénère point en conflit armé.

Car enfin que voulons-nous démontrer, que nous disposons de plus de moyens militaires que nos adversaires ? Le fait est acquis. Mais si nous croyons ainsi donner argument à leur faiblesse politique, et montrer le peu d'influence qu'ils exercent sur la population, c'est que nous vivons dans un univers d'illusions obstinées. Je suis fermement de l'avis que la question algérienne est au premier chef une question française, et c'est bien la raison qui commande que nous donnions l'alarme. Rien ne nous assure en effet, une fois ouverte la voie de l'intervention autoritaire, que l'on ne requerra pas demain les mêmes forces armées contre ceux qui dans la métropole auront le malheur de nourrir des pensées non conformes aux jugements officiels ? Aujourd'hui, et me semble-t-il pour la première fois depuis la libération, les fondements de la démocratie véritable se trouvent remis en question.

M.

(1) N.I
23 mai.

proclame avec le plus de force la communauté franco-algérienne, ses représentants à Alger refusent le droit de grève aux Algériens. Le droit de grève est un droit essentiel dans l'ensemble des libertés démocratiques fondamentales. Chaque fois que dans le passé une atteinte réelle, sérieuse a été portée contre le droit de grève, les conséquences sociales se sont révélées considérables… Il me paraît ainsi que l'utilisation actuelle de l'armée en Algérie pour briser la grève se révèle infiniment plus néfaste que la répression ordinaire depuis si longtemps… Aujourd'hui et me semble-t-il pour la première fois depuis la libération, les fondements de la démocratie véritable se trouvent remis en question. » Bientôt, le mouvement de protestation contre l'attitude de l'armée française en Algérie allait s'amplifier et des personnes de différentes sensibilités allaient s'élever contre la torture érigée en système de gouvernement.

Boualem Touarigt

Temoignage

Abderrahmane Selmani revient sur cet événement qui avait marqué l'Histoire

« LA GRÈVE DES 8 JOURS A ATTEINT PLEINEMENT SON OBJECTIF »

Par Djamel Belbey

La grève des 8 jours

Temoignage

Avec ses 78 ans bien conservés et sa mémoire fertile qui garde jusqu'aux moindres détails, Abderrahmane Selmani est l'un des acteurs de la grève des 8 jours en 1957, durant laquelle il a joué un rôle, non des moindres, de préparation. Choppé lors d'une rafle de l'armée coloniale, il a subi à 17 ans la frayeur de sa vie, en découvrant au cachot le corps inanimé d'un fidaï. Une méthode inventée par les colons pour dissuader les Algériens de verser dans la révolution. Des bourreaux, il en garde encore un souvenir qu'il déballe à chaque occasion.

De la grève des 8 jours, il en parle encore avec fierté et du rôle qui a lui a été assigné de tenir la caisse pour l'achat de denrées alimentaires qui allaient être distribuées aux nécessiteux, pour pallier la fermeture des magasins d'alimentation, mais aussi pour permettre aux Algériens, en majorité pauvres ou qui vivaient du travail journalier dans les ports en tant dockers, de se sustenter. Il soutient que, contrairement au 11 décembre que « personne n'avait prévu et qui était l'expression d'un ras-le-bol de la population, des arrestations et des tueries qui ont touché toutes les familles algériennes », la grève des 8 jours était une décision de la direction du FLN, notamment de Ben M'hidi et de Yacef Saadi, responsable politique et militaire de la Zone autonome d'Alger (ZAA). Elle est aussi le fruit d'une longue préparation. Résultat :« Le mot d'ordre de grève du FLN a été suivi à 100% et on a même fait un barrage à la sortie de la rue de la Lyre pour empêcher les gens d'aller travailler », se rappelle Selmani, ajoutant que « les Européens étaient seuls à se pavaner dans les rues d'Alger ». La grève a été une réussite malgré la pression des militaires, martèle-t-il.

Le verbe tranchant, notre interlocuteur assène ses vérités : « Cette grève nous a coûté très cher, en moyens financiers et humains.» Face à ce coup d'éclat des Algériens, qui ont manifesté ainsi leur refus du colonialisme et leur attachement au FLN, le retour de manivelle de la France coloniale a été rapide. Les arrestations et tueries contre les Algériens se sont multipliées. C'était une aubaine aussi pour le colonisateur. « C'est là que Bigeard nous a attaqués. Il a ordonné à ses soldats d'opérer des arrestations de

La grève des 8 jours

Temoignage

jour comme de nuit, en déportant les Algériens vers les centres de concentration comme Paul Gazelle, et au centre de tri de Beni-Messous », dira-t-il encore. La soldatesque de Bigeard « rentrait dans la Casbah, prenait 20, 30 ou 40 Algériens qu'elle emmenait travailler de force au port, par camions entiers, avant qu'elle ne les remette à Beni Messous. Huit jours, durant, c'était la corvée pour les Algériens des camps ». Ensuite, « certains sont transférés à la prison de Berrouaghia, d'autres sont relâchés suivant l'humeur des Français. S'ils ont besoin de quelqu'un pour une tâche quelconque, ils s'en servent», indique-t-il. « Les militaires ont sévi, cassé les rideaux des magasins. Ils ont emmené de force les propriétaires pour le faire, sous les insultes et les bastonnades. »

Abderrahmane Selmani, qui habitait en ce temps-là, la Casbah, à la rue Sidi Ramadane, indique que « toute la Casbah était paralysée ». Même avant, « on avait fait une grève de deux jours, se rappelle-t-il encore. On s'est ravitaillé et on en avait donné de l'argent aux familles nécessiteuses pour se ravitailler », insiste-t-il, rappelant, qu' « il y avait une coordination extraordinaire entre nous ». Et dans les « douirette » (maisonnettes) de la Casbah, « si quelqu'un mangeait, c'était tout le monde qui le faisait aussi ».

Evoquant les conditions de son arrestation, il se rappelle qu'en arpentant une ruelle de la Casbah, il a été salué par un homme en tenue de parachutiste, il s'appelait Nordine Halimi. « Il était peut-être de ceux qui ont été enrôlés de force ou qui en ont peur. » Le geste n'a pas échappé à la vigilance des militaires français postés aux coins des rues, qui l'ont interpellé à ce sujet. « Un parachutiste m'a alors demandé de passer de l'autre côté. Ils m'ont alors embarqué vers l'intendance, un lieu de torture sis au palais Clin, attenant a l'actuelle place des martyrs, au motif que je connaissais Nordine. » Il se rappelle d'ailleurs que « ce gars a été tué, bien après, à la rue de Chartres ».

Il se remémore encore : « J'ai été dévêtu et on m'a couvert la tête, puis introduit dans une cache. Dans le noir total, je n'ai rien vu, mais j'ai touché la jambe de quelqu'un que j'ai tenté de réveiller. En vain. Trois ou quatre heures plus tard, un parachutiste a allumé, c'est alors que j'ai découvert que c'était un cadavre ; il y avait aussi plein de sang sur les murs. »Il s'est avéré que de nombreux jeunes y sont déjà passés. « Tout le monde en parlait, mais personne ne connaissait l'identité du mort. » Pour Selmani, il venait ainsi de faire la rencontre fortuite avec un chahid anonyme. « T'es pas mort toi, regarde-le, tu vas le remplacer. » C'est ainsi que le militaire s'est adressé à Abderrahmane qui avait juste 17 ans, qu'il voulait terroriser. C'était une machine à traumatiser les Algériens coupables de sympathie avec la révolution. Il y avait aussi la torture se pratiquait à grande échelle. Il suffit de sentir « l'odeur » de son appartenance ou d'avoir aidé la révolution pour subir les exactions. « Lors des interrogatoires, il ne fallait pas leur répondre, on se contenait juste de dire « oui, monsieur » sinon, on risquait de subir la bastonnade, à l'instar des femmes qui recevaient des coups de crosse sur la bouche », se rappelle-t-il :« Un lieutenant avait un chien tellement dressé qu'il lui parlait comme à un homme. Quand il lui disait « fais les reculer », il s'attaquait à nous. » Un jugement sans appel : « C'était horrible, pire que ce que subissent les Palestiniens aujourd'hui. »

Encore vivaces dans sa mémoire le cas de l'attaque de l'OAS contre un hôpital pour Algériens à Beau-Fraisier, ou lorsque les militaires livraient les Algériens à Bab-El-Oued à la vindicte des pieds-noirs, qui les faisaient massacrer et la journée des pharmaciens, où plusieurs d'entre eux ont été pris dans la rafle. « Un mastodonte espagnol, de surcroît sourd-muet, avait deux pistolets, il tuait tous les Arabes qu'il rencontrait sur son chemin. Il prenait ainsi les femmes qui allaient faire le ménage chez les Européennes et les étranglait, alors qu'il se faisait applaudir par les Français. »

Pendant la grève des 8 jours, les enfants ont été chargés de distribuer des denrées alimentaires. Cela étant, Selmani lance un appel « à tous les témoins et acteurs qui ont vécu ce mémorable événement de témoigner ».

« Les Français voulaient faire un massacre comme celui de 1945. Mais à Alger, ce n'était pas possible, ça se serait su par tout le monde, y compris la presse », dira encore notre interlocuteur. « Pour preuve, ajoute-t-il, à la Casbah il n'y a aucune famille qui n'ait été touchée, ou qui ne compte pas un ou deux morts », et de disparus aussi, dont Moh Kebaili, Mohamed Hadjadj et Mohamed Sanato, Khaled, qui ont rempli « les charniers qui n'ont pas été encore découverts ». « Il y a ceux aussi qui ont été emmenés par chalutiers pour être jetés à la mer ».

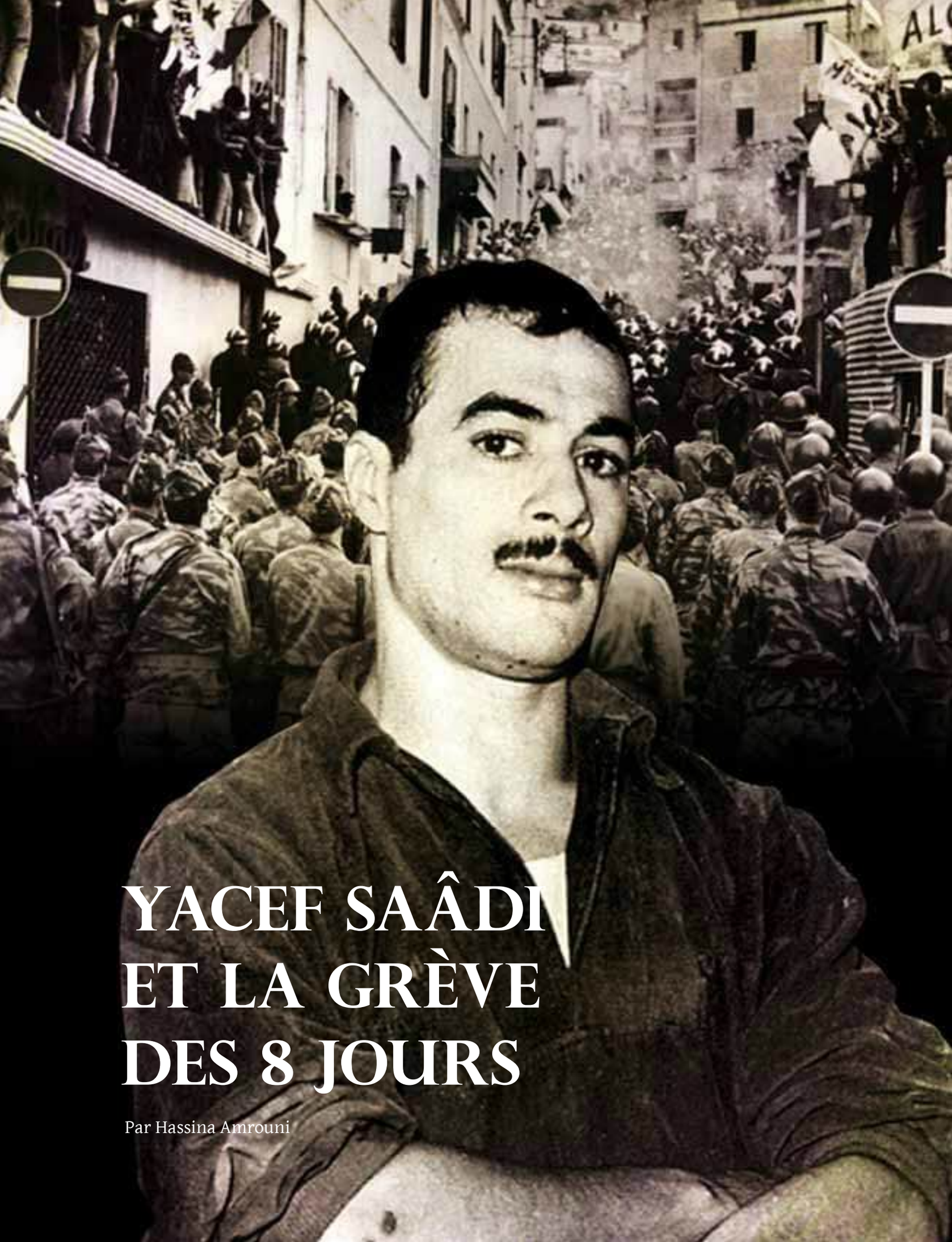
La grève des 8 jours

Temoignage

En tout état de cause, « la grève a atteint son objectif », celui d'exprimer la volonté de l'indépendance ». Selon lui, « ce coup de force du FLN, qui a démontré aussi l'adhésion et le soutien de la population, avait permis au monde entier de voir que ce peuple luttait pour sa liberté ». Car « on était des esclaves, moi-même j'étais colporteur, alors que d'autres jeunes étaient des cireurs de chaussures. A la place des martyrs, devant chaque arbre il y en avait un. Ce qui faisait de nous des hommes audacieux, qui ont été recrutés par la suite par le FLN, comme Ali les yeux bleus, Moulay, Marzak Hahad», révèle-t-il. Il dira ne connaître que ces coéquipiers qui, eux, ne se connaissaient pas, en raison de l'organisation pyramidale du FLN. C'est ainsi que l'information a circulé pour la grève des 8 jours. Néanmoins, il affirme connaître le voisin immédiat de Taleb Abderrahmane, le chimiste de la révolution, à la rue des Zouaves, avec lequel il a assisté du haut de la Casbah sur une terrasse, à la première déflagration d'une bombe qu'il a confectionnée et actionnée à l'aide d'un retardateur. « Mission accomplie », s'est-il exclamé.

Abderrahmane Selmani estime que Taleb n'a pas eu les honneurs qu'il mérite, puisqu'il a fallu attendre 45 ans pour qu'on lui consacre une conférence.

Djamel Belbey



YACEF SAÂDI ET LA GRÈVE DES 8 JOURS

Par Hassina Amrouni

La grève des 8 jours

Portrait

Ancien chef de la Zone autonome d'Alger, Yacef Saâdi est considéré comme l'un des artisans de la bataille d'Alger qui a eu lieu en 1957. D'ailleurs, dans ses mémoires intitulés «La Bataille d'Alger», parus en deux tomes aux éditions Casbah en 1997, il raconte avec force détails comment il a intégré les rangs du FLN pour devenir ensuite l'une des figures marquantes de la guerre de libération nationale.

Originaire d'un petit village de Kabylie, Yacef Saâdi a néanmoins vu le jour dans la Casbah d'Alger, le 20 janvier 1928. Même si ses parents étaient illettrés, lui, fréquentera les bancs de l'école jusqu'en 1942, date à laquelle les troupes alliées débarquent à Alger, dévoyant l'école de sa mission d'éducation pour en faire une caserne militaire, contraignant ainsi des dizaines d'enfants à abandonner les études. Pour gagner sa vie et aider ses parents à subvenir aux besoins de la famille, il commence à travailler comme apprenti boulanger.

En 1945, alors qu'il est à peine âgé de 17 ans, Yacef adhère au Parti du peuple algérien, de tendance nationaliste puis au Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). De 1947 à 1949, Yacef sert dans l'OS, l'aile paramilitaire du MTLD. Une fois la structure démantelée, il part vivre en France et ce, jusqu'en 1952, année où il rentre en Algérie pour travailler à nouveau comme boulanger.

Au lendemain du déclenchement de la guerre d'Algérie, il rejoint les rangs du Front de libération nationale (FLN). Un an plus tard, il rencontre Ali la Pointe, Ali Ammar, de son vrai nom. Ce dernier vient juste de s'évader de prison, après une condamnation à mort pour avoir tiré sur un policier français avec une arme à feu non chargée. Au cours de son incarcération, Ali la Pointe est sensibilisé à la cause nationale et au combat de ses frères pour l'indépendance du pays par ses camarades prisonniers. C'est pourquoi, dès son évasion, Ali la Pointe tente de rallier le FLN grâce à des contacts qu'il a eus dans la Casbah et qui le mèneront directement à Yacef Saâdi.

En mai 1956, Yacef occupe déjà un poste élevé dans la hiérarchie du FLN, puisqu'il est désigné chef militaire de la Zone autonome d'Alger. Avec Ali la Pointe comme adjoint, il est l'un des chefs et des personnages clés dans les rangs des moudjahidine algériens au cours de ce qui sera connu plus tard sous le nom de la «Bataille d'Alger».

Le FLN appelle à une grève

Le 7 janvier 1957, 8 000 hommes de la 10e DP de retour d'Égypte, où ils ont participé à la campagne de Suez, entrent dans Alger avec pour mission de «pacifier» la ville. Cette division est commandée par le général Massu, à qui Robert Lacoste vient de donner les pleins pouvoirs, assisté des colonels Bigeard, Trinquier, Fossey-François et Godard.

Alger est quadrillée. Des barrages soutenus par des blindés contrôlent tous les accès à la ville. Les habitants et les passants sont systématiquement fouillés à chaque coin de rue. Les quartiers musulmans sont enserrés dans un énorme corset de fils barbelés. En l'espace de quelques jours, la population s'est retrouvée prisonnière et otage de l'étau des paras de Massu.

C'est alors que le FLN décide de lancer un mot d'ordre de grève générale pour le 28 janvier. Ayant eu vent d'une insurrection populaire, l'armée opère des interpellations et des arrestations sans motif apparent. Dans ses mémoires (tome I), Yacef Saâdi écrit : «Nageant dans le flou le plus épais en ce qui concerne le fameux débrayage en perspective, le proconsul frappait dans le tas, espérant ainsi débusquer par hasard la perle rare, l'homme de la situation qui lui livrerait toute la stratégie en préparation au niveau du CCE» (*). Après Belcourt, Maison-Carrée (El-Harrach), Bab-El-Oued et Fontaine Fraîche, ratissées le 22 janvier, la Casbah se réveille le 24 janvier encerclée de toutes parts. «Dans l'esprit de l'adversaire, l'impératif prioritaire consistait à boucler toute issue vers l'intérieur du pays aux combattants d'Alger qui voudraient refluer vers les deux wilayate

La grève des 8 jours

Portrait

Yacef Saâdi entouré de soldats français lors de son arrestation, le 24 septembre 1957

avoisinantes : les Wilayas III et IV. Et, de cette façon, boucler Alger tout le long de son périmètre.» «La journée du 28 janvier 1957 aurait pu fort bien ressembler aux 27 autres qui l'avaient précédée mais la guerre en avait décidé autrement (…). Nous entrions dans une phase de «paralysie volontaire» durant 8 jours. Selon l'explication donnée par les gens du CCE, le débrayage devait montrer au monde entier comment un peuple fort seulement de ses convictions historiques était en train de se faire saigner à blanc parce qu'après plus de 120 ans d'occupation dégradante, il s'était mis brusquement dans le crâne de relever la tête et de récupérer son bien. Autrement dit, sa terre et son identité…»

Pendant huit jours, la population sera malmenée, sans distinction d'âge ou de sexe. Mais cette population justement résistera aux brimades, aux coups, aux arrestations. Yacef Saâdi explique qu'au 5e jour de la grève et «à l'approche du débat à l'ONU, parallèlement à l'organisation de la grève, j'avais réuni une commission composée de plusieurs cadres de la zone afin de constituer un dossier sur les techniques moyenâgeuses qu'utilisait le corps expéditionnaire français pour «pacifier» l'Algérie».

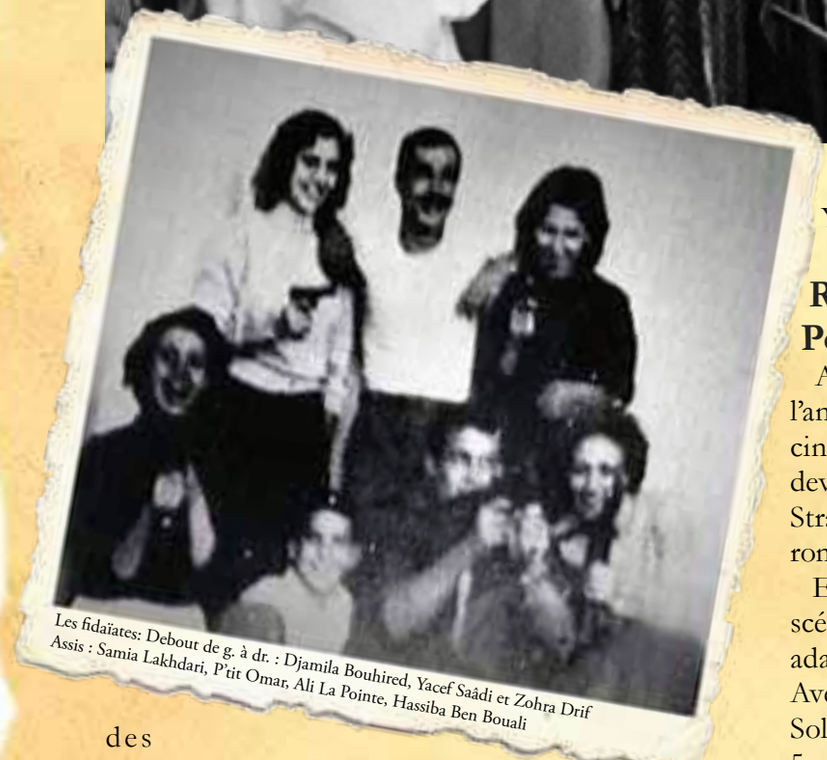
Après 8 jours de grève, et bien que les militaires continuaient à harceler la population, l'heure est au bilan. Yacef Saâdi écrit encore : «La grève terminée (…), nous allions faire le point de la situation (…) A notre corps défendant, nous dûmes nous rendre à l'amère évidence que les trois quarts de nos effectifs armés avaient été défaits. Et notre organisation politique réduite à la portion congrue. Les efforts de plusieurs mois de travail de fourmi pour bâtir une pyramide composée de dizaines d'hommes armés, battus en brèche, et la fameuse pyramide écroulée en l'espace d'une semaine.»

Le 24 septembre 1957, Yacef Saâdi est arrêté, accusé d'avoir fomenté plusieurs attentats dans

La grève des 8 jours

Portrait

Un soldat français utilise un détecteur d'explosif sur les passants à Alger le 16 janvier 1957



Les fidaïates: Debout de g. à dr. : Djamila Bouhired, Yacef Saâdi et Zohra Drif
Assis : Samia Lakhdari, P'tit Omar, Ali La Pointe, Hassiba Ben Bouali

des
lieux publics
tout autour de la ville d'Alger,
ayant entraîné la mort de plusieurs Français.

Au départ, condamné à mort par un tribunal militaire, Yacef Saâdi finit par être gracié par le gouvernement français, après le retour au pouvoir en France de Charles de Gaulle en 1958. Sa condamnation à mort convertie en emprisonnement à vie, il est transféré d'une prison en Algérie à une prison en France, d'où il écrit ses mémoires sur la bataille.

Au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, Yacef Saâdi est relâché.

Rencontre de Yacef Saâdi avec Gillo Pontecorvo

Avec le support du nouveau gouvernement algérien, l'ancien combattant crée une compagnie de production cinématographique qu'il baptise Casbah Films. Il devient coproducteur de plusieurs films dont Lo Straniero, une adaptation par Luchino Viscontis du roman d'Albert Camus l'Etranger.

En 1964, en tant que producteur, il travaille avec le scénariste et réalisateur italien Gillo Pontecorvo sur une adaptation de ses propres *mémoires de la Bataille d'Alger*. Avec comme coscénaristes Pontecorvo et Franco Solinas, *La Bataille d'Alger* est tourné en une période de 5 mois dans et aux alentours de la Casbah ainsi que dans certaines rues de la capitale. Tout en s'occupant de la production du film et en lui fournissant son matériel de base, Yacef participe aussi en tant qu'acteur dans le film, en campant un rôle inspiré de sa propre histoire et de son expérience au cours de cette guerre.

En janvier 2001, Saadi Yacef occupe le poste de sénateur à au Conseil de la nation dans le tiers présidentiel.

Hassina Amrouni

(*) Yacef Saâdi, La Bataille d'Alger (Tomes I et II), Casbah éditions, Alger 1997

JACQUES MASSU LE GÉNÉRAL DES BASSES BESOGNES

Par Abderrachid Mefti

La grève des 8 jours

Portrait

Jacques Massu est un militaire français qui participa aux conflits coloniaux du Vietnam (Indochine), d'Algérie et à l'expédition de Suez (Egypte). Il est né le 5 mai 1908 et décédé le 26 octobre 2002.

De retour d'Egypte où il participa, aux côtés des Britanniques, à l'expédition de Suez en novembre 1956, Jacques Massu est nommé à la tête de la 10e division parachutiste et se rend en Algérie à la demande expresse des autorités coloniales. Le 7 janvier 1957, Robert Lacoste, alors ministre-résident et gouverneur général de l'Algérie, l'un des principaux acteurs de la répression du peuple algérien, qui n'hésita pas à défendre l'usage de la torture par l'armée française et la police, lui confie tous les pouvoirs et le nomme commandant militaire afin de faire cesser les activités des combattants algériens de la Zone autonome d'Alger. La tâche est confiée au général Jacques Massu, chef de la 10e division parachutiste. Robert Lacoste s'adressera au général en ces termes : «Massu, je vais vous confier l'ordre dans ce département. Vous aurez tous les pouvoirs. Avec votre division vous allez tout reprendre en main.» Massu s'entoure d'un état-major qui sera confié au colonel Godard, mais il a également besoin d'une équipe chargée de mener des interrogatoires musclés. Pour ce faire, il désignera un certain Paul Aussaresses, chef de bataillon parachutiste, ancien d'Indochine, ancien du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (Sdece), fondateur du 11e Choc (bras armé de la division Action des services spéciaux), pour coordonner et superviser la mise en place du système de renseignement et l'usage de la torture et des exécutions sommaires. En guise de première stratégie, les hommes du général Massu décident d'interpeller la totalité des Algérois fichés par la police. Un vaste coup de filet qui permettra, selon eux, de trouver les poseurs de bombes et les principaux responsables du FLN.

Au cours de la première opération coup-de-poing, dans la nuit du 14 au 15 janvier, 1500 personnes seront arrêtées. La spirale de la répression se met en place et, dans les semaines qui suivent la première opération, des milliers d'Algérois sont raflés et subiront la torture instituée par le général Massu et menée par ses hommes, qui s'illustrent par une violence inouïe. Parmi eux, un lieutenant répondant au nom de Charbonnier. «On le surnommait le "docteur", parce qu'il aimait travailler les suspects au scalpel», raconte un ancien parachutiste agissant sous ses ordres. Massu et ses parachutistes quadrillent la capitale algérienne, employant tous les moyens pour dépister les réseaux du FLN et trouver leurs caches en usant de méthodes brutales.

Le 28 janvier, le FLN répond à ces exactions par une grève de huit jours. Une vague d'indignation sans précédent fait suite à ces événements. A commencer par la presse française, qui ne tarit pas de témoignages dénonçant ces procédés indignes : torture à 'électricité ou «gégène», pendaison par les membres inférieurs, baignoire, exécutions sommaires, jugements expéditifs par les tribunaux militaires, centres de détention clandestins, etc. Une commission d'enquête rend un rapport accablant le 21 juillet 1957. Le quotidien *Le Monde* le publie, ce qui lui vaut d'être saisi. Les responsables politiques et la majorité des citoyens, tant à droite qu'à gauche, sont donc très bien informés de ce qui se passe en Algérie, mais préfèrent se taire devant les excès des militaires.

Durant les trois premiers mois de l'année 1957, la guerre est menée en dehors de toute légalité par l'armée française, qui agit en l'absence de tout contrôle de la justice et des instances internationales et fait régner la terreur à l'endroit de la population algérienne. Selon les propos d'un autre tortionnaire, en l'occurrence le général Aussaresses, l'unité des escadrons de la mort, dont il avait la charge, a arrêté «24 000 personnes au cours du premier semestre de 1957, dont 3 000 ont disparu». Le 10 février 1957, le général Massu fait appel à l'Eglise catholique pour légaliser la torture, dont des prêtres qui soutiennent que cette pratique se justifie dans le but d'empêcher l'exécution

Jacques Massu

La grève des 8 jours

Portrait

De g. à dr. : Papon, Massu, Bigeard et Lacoste

d'attentats, ce qui a fait réagir l'opinion publique et les milieux catholiques qui s'en sont offusqués.

Selon une analyse de World Socialist Web Site écrite par Marianne Arens et Françoise Thull, intitulée «La torture pendant la guerre d'Algérie, le rôle de l'armée française hier et aujourd'hui», «deux hauts responsables militaires français ont révélé au quotidien Le Monde qu'ils avaient torturé, maltraité et assassiné des membres du FLN entre 1954 et 1962 (…) Le général Massu, qui était en 1957 le chef des tristement célèbres «paras» (10e division parachutiste), et son bras droit le général Aussaresses, chargé des services de renseignement, ont confirmé que plus de 3000 prisonniers, qui avaient à l'époque été portés disparus, avaient en réalité été exécutés. (…) Aussaresses s'est vanté d'avoir employé des moyens qui sortaient des normes établies par les lois de la guerre ainsi que d'avoir ordonné à ses subordonnés de tuer. Il reconnaît avoir lui-même procédé à 24 exécutions sommaires de membres du FLN. Louisette Ighil Ahgiz, une jeune militante de 20 ans à l'époque, qui était tombée en septembre 1957 entre les mains des tortionnaires, et qui souffre, aujourd'hui encore, des séquelles physiques et psychiques de la torture, avait été capturée après être tombée avec son commando FLN dans une embuscade du général Massu. Elle avait été emmenée, grièvement blessée, à son quartier général. Là, elle fut sévèrement torturée, sans relâche, trois mois durant. Louisette précisa comment Massu ou bien le général Bigeard, quand ils venaient la voir, l'insultaient et l'humiliaient avant de donner l'ordre de la torturer (…) Elle ne doit sa survie qu'à un médecin militaire qui la découvrit fin décembre 1957. Il la fit transporter dans un hôpital où elle échappa à ses tortionnaires.» D'autres responsables et militants du FLN furent victimes de ces tortures, apanage des tortionnaires Aussaresses et Massu. Combien sont-ils ceux qui ont péri sous les sévices de leurs tortionnaires ? Ben M'hidi, Audin, Boumendjel et bien d'autres ont payé de leur vie à la suite de ces pratiques instituées par le pouvoir colonialiste.

Dans un entretien accordé à la journaliste Florence Beaugé du quotidien *Le Monde* du 23 novembre 2000, et à la question de savoir si «sur les 24000 assignations à résidence, 3024 des personnes concernées avaient disparu», Aussaresses a

Lacoste, Salan et à l'arrière plan Massu

La grève des 8 jours

Portrait

Jacques Massu décoré

répondu : « Tous les matins, avec Trinquier, je faisais mon rapport à Massu et lui racontais ce qui s'était passé la nuit précédente. Pour qu'on s'en souvienne, nous consignions tout dans un gros cahier manifold. Il y avait quatre pages pour chaque jour : une pour Massu, une pour Salan [commandant en chef des forces armées en Algérie], une pour Lacoste [ministre-résident en Algérie] et enfin une pour moi. Parfois, je disais à Massu : «On a ramassé untel» et je le regardais dans les yeux avant d'ajouter : «On le tuera demain.» Massu poussait un grognement, et je prenais cela pour un oui. Une nuit, je m'en souviens, Bigeard m'a dit : «J'ai capturé le groupe terroriste de Notre-Dame-d'Afrique, une bande de tueurs dont je ne sais pas quoi faire. Est-ce que vous pouvez demander à Massu son avis ?»Que pouvait-on faire ? Livrer ces hommes à la justice ? C'était hors de question, nous avions autre chose à faire que d'examiner les situations particulières de certains individus dans le cadre de la légalité... Trinquier et moi, on va alors chez Massu, et Trinquier lui suggère : «Tu ne crois pas qu'on devrait les envoyer dans le maquis (autrement dit les flinguer)?» Massu a répondu : «Un maquis éloigné !» Peu après, sinon le même jour, rapplique Max Lejeune, le secrétaire d'Etat aux forces armées, en visite à Alger. Massu lui explique le problème et lui dit : «Alors, qu'est-ce qu'on fait ?» Max Lejeune, qui avait très bien compris, lui a fait la réponse suivante : « Lorsque Ben Bella et ses assistants [les chefs historiques du FLN] ont été repérés par la France dans un avion au-dessus de la Méditerranée [le 22 octobre 1956], la décision du gouvernement français a été d'abattre l'appareil. Si nous avons finalement renoncé à en donner l'ordre, c'est parce que l'équipage était français… Vous m'avez compris ? «Massu a poussé un grognement. Il avait compris…»

Le 31 juillet 1968, une loi d'amnistie a été votée par les députés français. Cette loi prévoit dans son article 1 : «Sont amnistiées de plein droit toutes infractions commises en relation avec les événements d'Algérie. Sont réputées commises en relation avec la guerre d'Algérie toutes infractions commises par des militaires servant en Algérie.»

Abderrachid Mefti

Jacques Massu au milieu de la photo

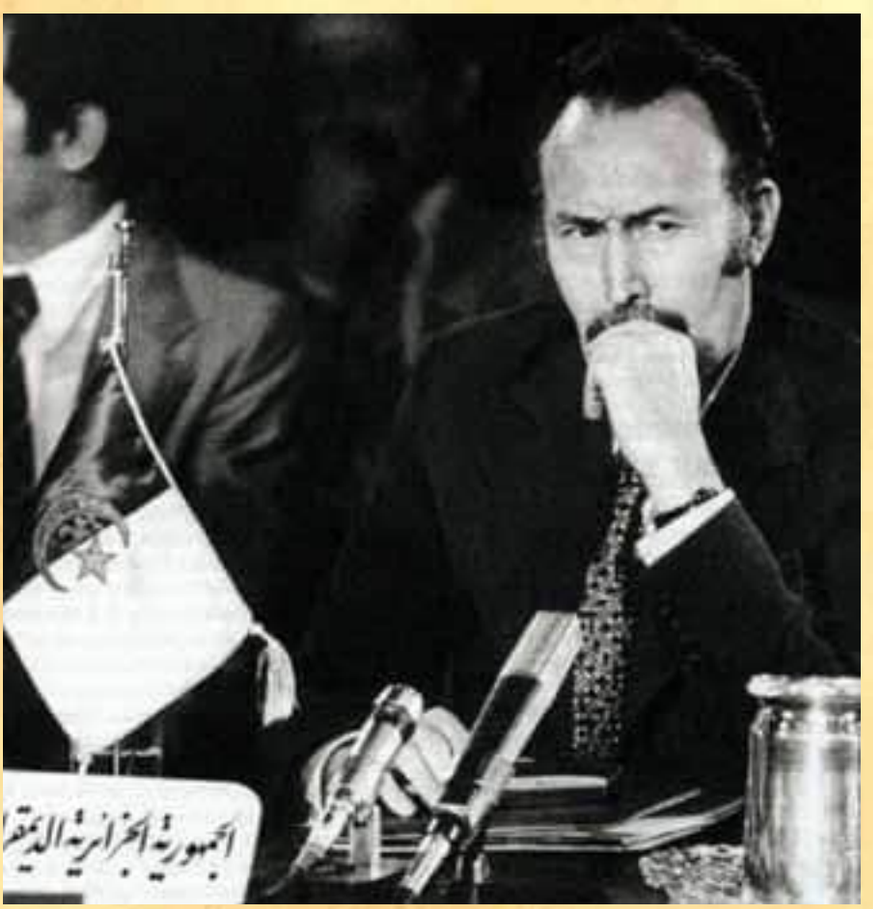
34e anniversaire de la mort du président Houari Boumediene

L'ÉDIFICATEUR DE L'ETAT ALGÉRIEN

Par Assem Madjid

Portrait

«...Le vide laissé par la disparition de Houari Boumediene met en relief l'envergure de l'homme d'État qui, pendant treize ans, a forgé l'Algérie moderne et occupé une place majeure sur la scène internationale, en s'affirmant comme le chef de file intransigeant mais pragmatique du tiers-monde. S'il avait la passion de son pays (...), il avait également une vision stratégique du monde. En ce sens, il aura été le véritable héritier spirituel de Gamal Abdel Nasser. (...) Nationaliste arabe et socialiste, il a été un des premiers à comprendre que le principal conflit du dernier quart du vingtième siècle ne serait plus celui opposant l'Est à l'Ouest, mais le Nord au Sud, les peuples riches aux peuples pauvres, les États industrialisés aux pays sous-développés », écrit le Monde ***au lendemain de la disparition de Houari Boumediene, survenue le 26 décembre 1978.***



Le président Houari Boumediene assiste au sommet de Damas, en septembre 1978

Houari Boumediene a marqué de son empreinte l'histoire de l'Algérie. Son exceptionnel parcours, que ce soit durant la guerre de libération ou postindépendance, a, plus de trois décennies après sa mort, laissé des traces indélébiles. Relater ce parcours relève d'un difficile exercice. Toutefois, le commencement ne peut que débuter par la fin de ce leader charismatique, accompagné à sa dernière dans un climat à la limite de l'hystérie. Le 26 décembre 1978, l'Algérie est sous le choc : elle vient de perdre un de ses plus dignes fils, le Président Mohamed Boukharouba, plus connu sous son nom de guerre Houari Boumediene. Résistant de la première heure, président de l'Algérie indépendante leader des non-alignés et pourfendeur dès les années 1970 du Nouvel ordre éco-

Portrait

De dr. à g.: Yasser Arafat, Houari Boumediene, Djaafer Numeiri, Anouar Essadate, Maâmar el Kadafi, Ali Sabri

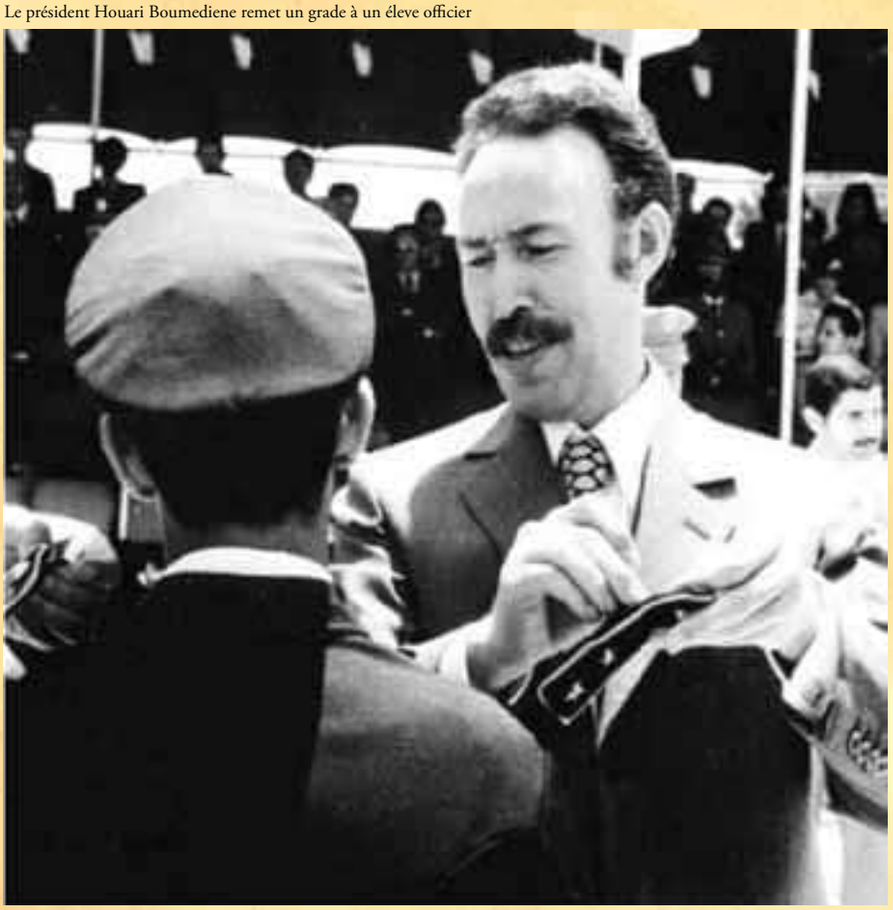
nomique mondial, Boumediene a marqué l'histoire du XXe siècle. En cette journée hivernale, tout le peuple est sorti dans la rue pour lui rendre un vibrant hommage dans un immense cortège funèbre que les Algériens ne sont pas près d'oublier. L'homme, à qui revient l'honneur de l'édification de l'Etat algérien, est pleuré par tout un peuple, convaincu que Boumediene a accompli son devoir envers un pays dévasté par 132 ans de colonisation.

Natif d'Ain Hassaïnia, dans la région de Guelma, le 23 août 1932, Mohamed Boukharouba a grandi au milieu d'une fratrie de sept enfants. Issu d'une famille paysanne et conservatrice, il est élevé dans les stricts préceptes de l'Islam jusqu'à son départ sur Constantine pour étoffer ses connaissances en littérature arabe. Mais avant

De g. à dr.: Mohamed Khider, Ahmed Ben Bella, Rabah Bitat, Houari Boumediene

Portrait

Le président Houari Boumediene remet un grade à un éleve officier



d'atterrir dans la ville des ponts suspendus, le jeune Boukharouba est marqué par les massacres du 8 mai 1945 dont il dira plus tard : « Ce jour-là, j'ai vieilli prématurément. L'adolescent que j'étais est devenu un homme. Ce jour-là, le monde a basculé. Même les ancêtres ont bougé sous terre. Et les enfants ont compris qu'il faudrait se battre les armes à la main pour devenir des hommes libres. Personne ne peut oublier ce jour-là. » Les images de ces massacres le poursuivront longtemps, y compris quand il rejoint le maquis où à chaque occasion, il les évoquera pour galvaniser ses troupes. A la zaouïa Kettania et à l'institut Ibn Badis, le taciturne Boukharouba consolide ses connaissances en langue arabe et comme beaucoup de jeunes de sa génération, il entre aux scouts musulmans avant de rejoindre, plus tard, le MTLD de Messali Hadj, fortement implanté à Constantine à cette époque. A un âge précoce, il comprend l'étendue du malheur qui s'abat sur son pays et la nécessité de militer activement pour la dignité de ses concitoyens. Il part en Tunisie parfaire sa formation dès le début des années 1950. Il fréquente la prestigieuse université Zitouna de Tunis. Il y séjourne pendant une année, mais, désireux de pousser encore loin ses études, il met le cap sur la Caire où commencera son vrai combat pour l'indépendance de son pays. Il assiste en auditeur libre aux cours administrés à l'université Al-Azhar et concomitamment, il s'inscrit à l'école du soir du nom de Khiddouia. Pour subvenir à ses besoins, il enfile le tablier d'instituteur, métier qu'il exerce durant une courte durée puisque, toujours militant du MTLD, il s'engage, cette fois-ci, aux côtés des Tunisiens et des Marocains au bureau du Maghreb arabe, qui prépare activement le soulèvement contre le système colonial dans tout le Maghreb. A partir de cet instant, Boumediene s'engage dans la voie militaire en étant choisi pour suivre un entraînement dans un camp proche de la capitale égyptienne. Ils étaient en tout et pour tout sept Algériens à subir cet entraînement. Le jeune Guelmois fera ainsi connaissance pour la première fois avec Hocine Aït Ahmed et Mohamed Khider, les deux délégués algériens au bureau du Maghreb arabe. Cela se passe en 1953, c'est-à-dire une année avant l'insurrection armée du 1er novembre 1954. Sa première mission, il l'accomplit sur le yacht « Dina » de la reine de Jordanie du même nom, bourré de stocks d'armes destinés au maquis algérien. Ahmed Ben Bella porte son choix sur Boumediene pour acheminer la cargaison vers Nador, la ville portuaire marocaine. Mission remarquablement accomplie puisque le navire accoste à bon port et le message remis aux mains de Larbi Ben M'hidi, chef historique de la Wilaya V. Plusieurs missions de transport de matériel de guerre seront réussies par un Boumediene plus que jamais engagé dans la lutte pour le recouvrement de l'indépendance. Il connaîtra une fulgurante ascension dans la hiérarchie militaire. Une fois Larbi Ben M'hidi nommé au CCE par le congrès de

Portrait

Le président Houari Boumediene s'entretenant avec un fellah

la Soummam en 1956, Abdelhafid Boussouf le remplace à la tête de cette wilaya avec comme adjoint, Houari Boumediene. Une année plus tard, en septembre 1957, Boussouf rejoint la Tunisie et Boumediene est nommé au grade de colonel, chef de la Wilaya V. De plus en plus, celui-ci grimpe les échelons. Remarquable organisateur, il dirige le maquis à partir d'Oujda où est implanté le PC. Ainsi, il est promu chef du commandement opérationnel de l'ouest (COM) puis désigné chef de l'état-major général de l'ALN. Il prend du poids jusqu'à devenir incontournable dans l'échiquier militaire.

Cet homme discret et taciturne poursuivra doucement mais sûrement son bonhomme de chemin comme prédestiné à une carrière politique aussi fulgurante que la sienne. Trop de choses ont été dites à son sujet à cette époque mais sa détermination à construire, après l'indépendance du pays, un Etat fort et structuré lui a donné des ailes et lui a également ouvert les portes du pouvoir qu'il ne tarde pas à prendre, le 19 juin 1965. S'ensuit ensuite des actions aussi spectaculaires les unes que les autres. Dès sa prise de pouvoir, il s'attelle à récupérer la base de Mers El-Kébir. Une entreprise réussie en 1968 et suivie de plusieurs autres de grande envergure comme la nationalisation des hydrocarbures, le 24 février 1971. Une date historique dans la mesure où ces nationalisations ont permis la récupération des richesses nationales. En optant pour le socialisme, Houari Boumediene a fait construire des centaines d'usines réparties sur tout le territoire national comme il a accordé une importance primordiale à l'école. Il en a fait de même pour la santé et bien d'autres secteurs. Le Président Boumediene ne laisse rien au hasard tellement absorbé par la reconstruction du pays à laquelle il consacre tout son temps, pour ne pas dire sa vie.

Sur le plan international, son influence prend de plus en plus de l'ampleur. Il opère des offensives tous azimuts en organisant avec un énorme succès le sommet des non-alignés en 1973. Un rendez-vous qui le propulse aux devants de la scène internationale bien qu'avant cette date son nom soit sur toutes les lèvres des dirigeants des pays étrangers. Il apporte un soutien politique et financier aux mouvements de libération de toutes les régions de la planète. Il ne lésine pas sur les moyens pour aider les pays pauvres. Incontestablement, il s'impose comme un leader

Portrait

Le président Boumediene à l'aéroport de Moscou le 14 novembre 1978 entouré de Bouteflika et de Kossiguine

du tiers-monde. En tant que tel, il prononce son mémorable discours devant l'Assemblée générale de l'ONU en 1974. Il expose une nouvelle doctrine économique, favorable à l'établissement d'un nouvel ordre économique international. D'autres offensives sont à mettre à son actif, notamment l'organisation du premier sommet de l'OPEP à Alger en 1975 durant lequel il a pesé de tout son poids pour organiser une rencontre entre le Shah d'Iran et Saddam Hussein. Les deux parties signent le pacte de paix après des années de guerre. Un autre pari gagné pour Houari Boumediene devant lequel beaucoup de présidents ont échoué malgré leurs incessantes médiations pour régler ce conflit. Deux années plus tard, c'est-à-dire en 1978, le Président Boumediene est atteint par une étrange maladie. Ses apparitions publiques se font de plus en plus rares. Le diagnostic est sans appel, il est atteint de la maladie de Waldenström dont les symptômes sont apparus lors de son voyage à Damas au mois de septembre. Hospitalisé à Moscou puis à Alger, il décédera le 27 décembre 1978. Deux jours plus tard, il est enterré au carré des Martyrs à El-Alia

Assem Madjid

Mourad Didouche

LE JEUNE EXALTÉ À LA DROITURE EXEMPLAIRE

Par Boualem Touarigt

Figures Historiques

Portrait

Le 18 janvier 1955, tombait au champ d'honneur un personnage mythique de la Révolution algérienne, un jeune homme de moins de 28 ans, d'une grande passion, habité par une fièvre patriotique qui lui valut des commentaires particuliers de bien d'historiens. Mourad Didouche fut un révolutionnaire pur et dur, faisant fi de ses considérations personnelles et pour qui la vie ne devait que servir de moyen d'alimenter le grand feu de la révolte. C'était un homme de grande passion, qui se donna à la révolution, un grand exalté, droit et sensible, complètement dévoué à sa cause au point de s'imposer une rigueur morale exemplaire.

Il fut un citadin, immigré de la deuxième génération, fils de paysans arrivés à Alger au début du siècle dernier. Il fut un urbain, le seul parmi les six qui dirigèrent le déclenchement de la Révolution. Il avait été formé dans son adolescence par le militantisme des couches populaires urbaines dans le quartier de Belcourt (aujourd'hui Belouizdad) qui vit naître les premières organisations patriotiques radicales. Il avait fréquenté le collège technique d'Alger puis celui de Constantine. Sa famille avait acquis une relative aisance et une certaine notoriété dans son quartier. Elle possédait une gargote et un bain maure.

Mourad Didouche ne fut pas obligé de travailler et fut un permanent du MTLD. A moins de 16 ans, il fut militant du PPA, extrêmement actif dans le mouvement scout. En 1946, il fut de ceux qui créèrent à Belcourt le groupe Al Amal et l'équipe sportive Al Sari' eriadhi. Il fut le principal dirigeant du cercle des jeunes du MTLD de son quartier qui fut une pépinière de militants de l'Organisation Spéciale qu'ils rejoignirent massivement, pour préparer le déclenchement

Portrait

Didouche Mourad

de la lutte armée contre la domination coloniale.

En 1947, il participa activement à la campagne des élections municipales à Alger, puis se rendit dans l'Ouest lors du scrutin à l'Assemblée algérienne. A la fin de la même année, le Comité central jeunes de Belcourt, dont Mourad Didouche était le principal animateur, fut dissous par la direction du MTLD et tous ses militants furent versés dans l'OS. Ceux-ci avaient alors constitué sept brigades clandestines dans les différents quartiers populaires d'Alger : Belcourt, Ruisseau, La Redoute, Clos Salembier, Alger-Centre, Casbah, Bab El Oued, Saint Eugène, El Biar, Bouzaréa. Membre actif de l'OS dès la création de celle-ci, il s'engagea dans la préparation de la lutte armée et l'entraînement des militants. Arrêté, il parvint à s'enfuir du tribunal. Il fut condamné par contumace à 10 ans de prison. Toujours clandestin, il fut transféré à Paris où il fut l'adjoint de Boudiaf chargé de l'organisation à la fédération de France du MTLD. Les deux hommes se lancèrent à fond dans la préparation du déclenchement de la lutte armée.

En juin 1954, ils furent de retour à Alger. Avec Ben Boulaïd, ils organisèrent la réunion dite « des 22 », des militants sûrs et décidés de l'ancienne Organisation Spéciale, résolus à déclencher l'action armée dans les plus brefs délais. C'est Didouche, infatigable organisateur qui avait mis sur pied cette réunion, lui qui connaissait très bien Alger et son organisation clandestine. A cette réunion, il fut désigné parmi les six dirigeants de la révolution qui allait être déclenchée, chargé de diriger la région d'Alger. Il permuta quelque temps après avec Rabah Bitat et prit la direction de la région 2 (zone du Nord Constantinois).

Les six accélérèrent les préparatifs du 1er novembre 1954. Avec Boudiaf, Mourad Didouche rédigea les projets des premiers documents du FLN : la déclaration politique et l'appel de l'ALN. C'est lui qui fit contacter le journaliste Mohamed Laïchaoui qui devait mettre en forme les textes et s'occuper du tirage.

Le 18 janvier 1955, âgé à peine de 27 ans et demi, Didouche Mourad tomba au champ d'honneur au cours d'un accrochage au douar Souadek, près de Condé Smendou.

Mourad Didouche a été l'âme de la Révolution et un de ses symboles par son enthousiasme, sa foi, sa vigueur. C'était quelqu'un d'entier, complètement dévoué à sa cause, avec une grande passion. Lui, qui fut, aux dires des différents témoignages, un jeune homme simple et aimant la vie, s'imposa une discipline de vie exemplaire quand il rejoignit la lutte pour l'indépendance. Il s'engagea politiquement et se dévoua totalement à son but : la libération de ses compatriotes.

Il apporta à sa cause son exaltation, son dévouement excessif, sa passion sans bornes. En s'engageant dans la Révolution, il fit siennes les vertus qui allaient marquer son comportement : rigueur morale, frugalité, ascétisme, discrétion. Le jeune militant enthousiaste et naturellement exubérant, plein de vie, devint un révolutionnaire exalté, plein

Les 6 wilayas

de fièvre et d'ardeur révolutionnaire, presque un mystique.

Il paraissait très jeune, éternel lycéen, faisant plus confiance aux sentiments et à la passion pour entraîner les autres. Il aurait très souvent parlé de devoir et de sacrifice: « Nous devons être prêts à tout sacrifier, y compris et surtout notre vie. Nous n'avons que très peu de chances, nous, de nous en sortir, de voir la révolution aboutir. Mais d'autres nous relaieront, nous remplaceront. »

Bien que jeune, il montra une grande maîtrise de la chose politique et avait une vision claire de la stratégie du mouvement : « Il faut qu'on sache que notre pays bouge. Il faut allumer la mèche Nous démarrons sans moyens. Les premières actions doivent avoir une grande importance psychologique… Il faut que la lutte continue le plus longtemps possible. Ce sera long avant l'indépendance.» On raconte qu'il aimait citer Mao Tsé Toung dont il rappelait les leçons de guérilla qu'il avait retenues : « Quand l'ennemi avance en force, je bats en retraite. Quand il s'arrête et campe, je le harcèle. Quand il cherche à éviter la bataille, je l'attaque. Quand il se retire, je le poursuis et le détruis. »

On rapporta aussi que ce mystique à l'activisme ascétique fut un homme droit et aussi un tendre qui pouvait être assailli de remords. Et c'était quelqu'un de droit. On lui avait demandé avant la Révolution de liquider à Alger Ougaras, un chef de milice de Kabylie au service du bachagha Aït Ali. Il fut prit de doutes et de scrupules au dernier moment et renonça à sa mission qu'il confia à un autre. Des témoins qui l'ont approché gardent de lui le souvenir d'un jeune homme respectueux des autres, attentionné, sensible à la douleur et aux malheurs de ses compatriotes.

Boualem Touarigt

Par Dahou Ould Kablia,
Ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales et président de l'Association nationale du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (AN-MALG)

Abdelhafid Boussouf est né en 1926 à Mila (Nord Constantinois). Il fit ses premières études dans cette ville et y passa une bonne partie de sa jeunesse avant de se rendre à Constantine, avant la fin de la Seconde Guerre mondiale pour poursuivre ses études et où il obtiendra son brevet élémentaire - il devait poursuivre également des études de psychologie par correspondance pendant 4 ans.

LE PARCOURS DU COLONEL BOUSSOUF DIT SI MABROUK

1- Houari Boumediene, 2 - Abdelhafid Boussouf,

Là, il adhéra au PPA à 16 ans et fit ses premières armes politiques auprès de militants éprouvés tels que Mohamed Boudiaf, Rabah Bitat, Larbi Ben M'hidi, Lakhdar Bentobbal jusqu'en 1947, année de la création de l'Organisation Spéciale (OS) dont il fait partie.

Après le démantèlement de celle-ci, en 1950, il entre dans la clandestinité d'abord à Skikda puis en Oranie où il n'est ni connu ni recherché par les services français. Responsable du MTLD de la daïra de Tlemcen, il active au renforcement des structures de ce parti tout en gardant le contact avec les autres membres de l'OS non arrêtés et disséminés en Oranie, parmi lesquels Hadj Ben Alla, Larbi Ben M'hidi, Abdelmalek Ramdane, Ahmed Zabana ...

La scission du MTLD, en janvier 1954, entre partisans de Messali Hadj et les membres du comité central regroupés autour de Hocine Lahouel, le pousse à sortir de cette alternative et à choisir son camp naturel, c'est-à-dire le noyau dur des partisans de l'action armée, seule à même, à leurs yeux, de transcender les clivages politiciens et de redonner espoir aux militants de base.

Il fait partie du Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA) créé à cette fin en mars 1954, de même qu'il participe en juin de la même année à la réunion des vingt-deux qui décident de l'action armée immédiate.

A la veille du 1er novembre 1954, Abdelhafid Boussouf est l'adjoint de Larbi Ben M'hidi, chef de la zone cinq (Oranie). Il est chargé de l'organisation et de l'implantation du FLN-ALN dans la région qu'il connaît bien, celle de Tlemcen.

Les premières actions sont engagées comme dans le reste du pays le 1er Novembre, mais sont suivies d'une relative accalmie due à l'insuffisance de moyens et surtout à la présence d'une administration française omniprésente dans cette zone à forte concentration coloniale.

Il ne ménage aucun effort, cependant, tant dans la région qu'il dirige qu'au-delà des frontières, en territoire marocain, notamment dans le Rif ou en liaison avec Larbi Ben M'hidi, Hadj Ben Alla et Mohamed Boudiaf, pour la recherche et à la réception d'armes pour les combattants. Celles-ci viendront finalement en mars 1955 à bord du navire « Dyna » qui, venant d'Alexandrie, accostera clandestinement sur la côte près de Nador au Maroc.

1- Abdelaziz Bouteflika, 2- Mahmoud Chérif, 3 - Abdelhafid Boussouf, 4 - Colonel Lotfi, 5 - Mohamed Rouaï, 6 - El-Hadj Mohamed Allahoum, 7 - Houari Boumediene, 8 - Abdellah Belhouchet

La Zone 5 est alors structurée et divisée en treize secteurs opérationnels, tous dotés de cadres et de combattants armés. L'action reprend avec vigueur.

Après le Congrès de la Soummam, tenu le 20 août 1956, il devient membre du Conseil national de la Révolution (CNRA) et succède, en septembre 1956, à Larbi Ben M'hidi à la tête de la Zone 5 devenue Wilaya V, avec le grade de colonel.

La Wilaya est réorganisée en huit zones et va porter la lutte jusqu'à la limite des territoires du sud dans la région d'Aflou en particulier, d'où l'ALN chasse des éléments bellounistes récemment installés.

A cette époque aussi, profitant de l'évacuation des forces françaises de l'oriental marocain, il s'assure de solides bases d'appui dans cette région et passe à la seconde phase de son plan d'action. Il y implante donc des bureaux de liaisons et des bureaux d'accueil et de recrutement, des bases logistiques et surtout des centres de formation militaire et technique, dont le premier centre de formation des agents de transmission, en 1956, et la première école des cadres, en 1957, et ce, dans la clandestinité la plus totale. C'est de la première promotion des transmissions baptisée promotion Zabana, que devaient sortir les futurs cadres des transmissions, des services d'écoute, des services spécialisés et des services techniques (RDA entre autres), etc.

L'intervention des services des transmissions donnera une autre dimension à la lutte tant en Wilaya V que dans les autres Wilayas et ce par la liaison directe, désormais établie, entre celles-ci et les organes dirigeants de la Révolution, d'une part, et de la mise en service de la radiodiffusion « Saout El Djazair » le 16 décembre 1956, d'autre part.

En septembre 1957, il est nommé membre du Comité de coordination et d'exécution (CCE) désigné par le CNRA, lors de sa réunion tenue au Caire. La répartition des tâches au sein du CCE le place à la tête du département des liaisons et des communications.

Cette mission, dont il s'acquitte avec discrétion et efficacité, est confirmée lors de la formation du premier Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), le 19 septembre 1958, par sa nomination en qualité de ministre des Liaisons générales et des Communications (MLGC).

La constitution d'une structure dirigeante officielle

reconnue par de nombreux pays frères et amis lui offre l'occasion de donner la pleine mesure de ses capacités de concepteur et d'organisateur. Sa confiance en l'issue du combat et son sens de la prospective confortent son engagement dans le développement de l'action immédiate et dans la vision à plus long terme caractérisée par la formation et la préparation des cadres d'avenir.

Il fait appel aux éléments les plus compétents de l'ALN auxquels viennent s'ajouter les nouvelles recrues soigneusement sélectionnées et formées pour renforcer les directions opérationnelles de son ministère dans le domaine déjà cité des transmissions mais aussi du renseignement, de la vigilance et du contre-renseignement, du chiffre, des liaisons, de la logistique et de l'armement général dont la direction exclusive lui sera confiée après la formation du deuxième GPRA en janvier 1960, de nouveau présidé par Ferhat Abbas.

Homme de principe et de rigueur Abdelhafid Boussouf joue un rôle important d'équilibre à la tête de la révolution, au CNRA et au GPRA, arbitrant les conflits, s'opposant discrètement et parfois fermement aux ambitions déclarées de certains compagnons avec le souci de toujours consolider le caractère collégial dans l'exercice de la responsabilité au sommet de la hiérarchie.

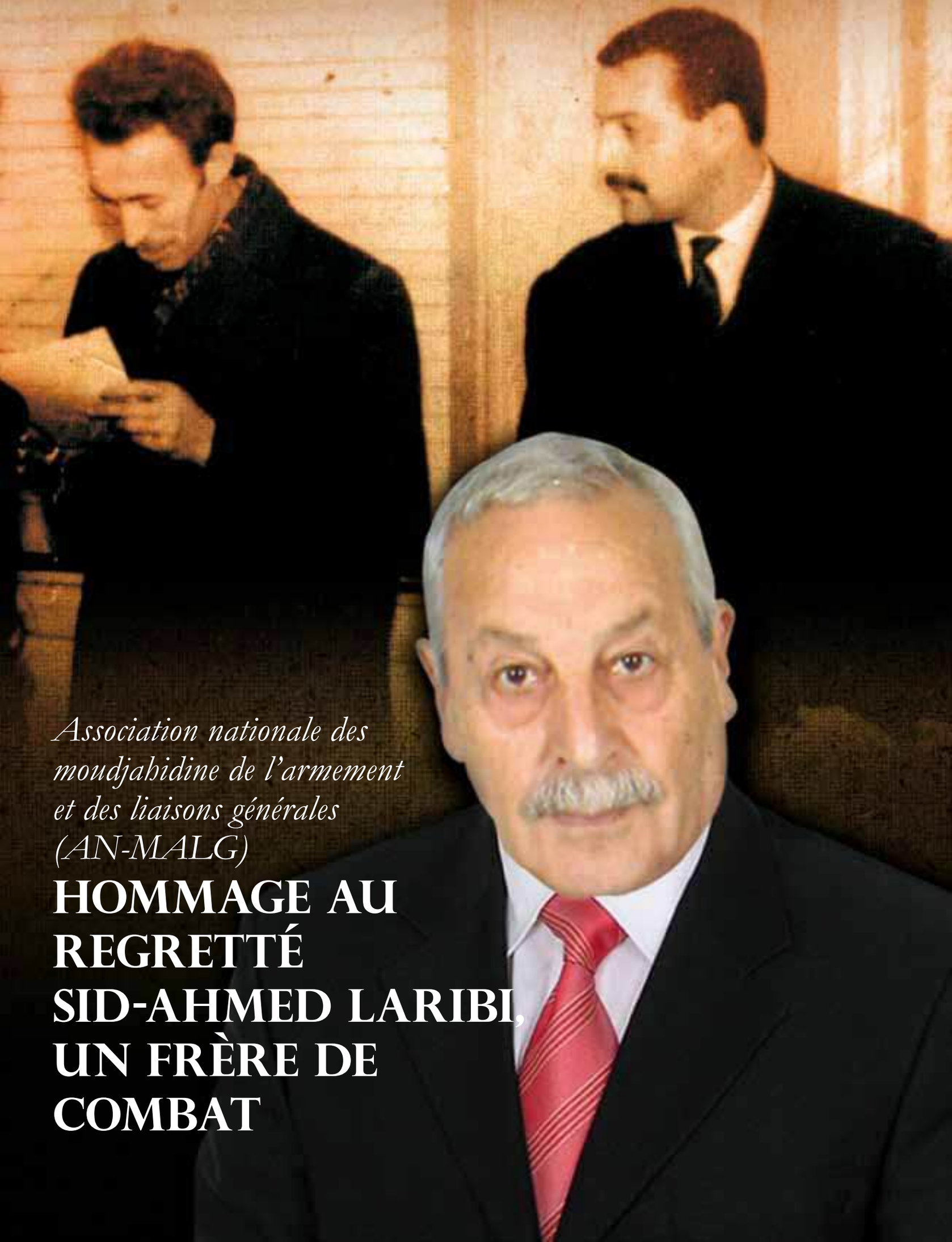
Les nouvelles prérogatives de son ministère lui permettent d'agir dans de nombreuses directions puisqu' il oriente l'action de l'EMG en sa qualité de membre du Comité interministériel de la guerre (CIG) ; assure la tutelle surtout des élèves officiers algériens en formation dans les académies militaires d'Egypte, de Syrie, d'Irak, d'Union soviétique et de Chine ; entreprend les contacts extérieurs nécessaires pour l'acquisition et le transport des armes vers les frontières ; fournit la matière informative, collectée par ses relais, au service de l'information (presse et radio) et à ceux des relations extérieures ; contribue de manière particulièrement importante dans l'action diplomatique engagée au plan régional (Conférences de Tanger et de Tunis) où il plaide des dossiers qu'il connaît bien sur les frictions et les contentieux politiques et militaires engendrés par la présence de l'ALN et des réfugiés algériens dans les territoires marocains et tunisiens, afin de renforcer la solidarité nécessaire à l'harmonisation des rapports entre les trois pays frères face à un adversaire commun ; fait traiter par le centre d'étude et d'exploitation installé à la base Didouche-Mourad en Libye les grands dossiers militaires, politiques et économiques liés aux prochaines négociations avec la partie française.

Ses collaborateurs, forts de sa confiance, jouissent des prérogatives les plus larges pour toutes les initiatives utiles à la réussite de leurs missions au service d'un seul but : la victoire finale.

C'est ainsi que malgré la grave crise de 1961-1962 entre le GPRA et l'État-major général, les services opérationnels du MALG (transmissions, écoute, renseignements, logistique et formation) maintiennent des relations plus que fructueuses avec l'EMG et les unités qui en dépendent. Ahdelhafid Boussouf avait interdit qu'ils s'impliquent dans les affaires politiques qui ne concernaient que les dirigeants. Cette position leur valurent d'ailleurs le respect et la considération de ceux qui ont eu en charge les destinées de l'Algérie après l'indépendance. Ils trouvèrent, prêts à l'emploi de manière quasi-totale des centaines de cadres dans des domaines névralgiques ou de souveraineté tels que la sécurité intérieure et extérieure de l'État, les transmissions et le chiffre, l'administration centrale et préfectorale, les affaires étrangères, la radiotélévision nationale, les télécommunications, la police, la gendarmerie etc. Ils s'acquittèrent et s'acquittent toujours de leur tâche avec dévouement, compétence et par-dessus tout un esprit patriotique patiemment et durablement inculqué par Abdelhafid Boussouf.

La violence de la crise de l'été 1962 générée par les appétits politiques des uns et des autres ne lui permit malheureusement pas de continuer sa mission au service de son pays à l'indépendance. Il se retira dignement non sans avoir demandé à ses collaborateurs de poursuivre avec la même vigueur et le même engagement le combat pour la consolidation de l'indépendance et la construction de l'État naissant. Il continuera à avoir un œil attentif sur son pays tout en menant des activités privées. Ses relations tissées durant la période de la lutte de libération nationale se conforteront pour devenir des amitiés durables avec de grands responsables et dirigeants de pays frères à l'exemple du docteur Khatib et de Fqih El Basri du Maroc, des Tunisiens Mohamed Masmoudi et Brahim Toubal, ce dernier opposant de longue date au président Bourguiba et résidant en Algérie. Il aura surtout porte ouverte auprès du Président syrien Hafez El Assad et du Président irakien Saddam Hussein qui feront de lui un précieux conseiller pour l'équipement de leurs forces armées. Il décédera subitement d'une crise cardiaque le 30 décembre 1980 à Paris. Son corps repose depuis au Carré des martyrs du cimetière d'El Alia à Alger.

Dahou Ould Kablia



Association nationale des moudjahidine de l'armement et des liaisons générales (AN-MALG)

HOMMAGE AU REGRETTÉ SID-AHMED LARIBI, UN FRÈRE DE COMBAT

Histoire du MALG

Hommage

De g. à dr.: Djelloul Malaika, Boudaoud Mohamed dit Mansour, Houari Boumediene , Laribi Sid Ahmed et Benderaa Yahia(de dos)

Sid-Ahmed Laribi est né à Alger le 4 mai 1933 au sein d'une famille modeste. Orphelin à quatre ans, il réussit à décrocher le CEP et le BEPC, diplômes rares pour les Algériens de l'époque. Il a aussi la chance, très jeune, de côtoyer le regretté professeur Chaulet qui l'initie au scoutisme, grande école de patriotisme. Il y côtoie d'autres Algériens qui, comme lui, souffrent des affres de la nuit coloniale avec son lot de misère, de violence, d'humiliations, de vexations, d'atrocités, d'injustes d'exécutions sommaires... Loin de les intimider, ces jeunes témoins renforceront leur détermination à défendre la patrie spoliée.

Chez Laribi, le physique et le mental vont de pair. Il est un grand sportif. Il n'a que quinze ans lorsqu'il intègre l'équipe junior de football d'El Biar, la JSEB, pendant deux ans, puis dans les années 1950, il opte pour le Mouloudia d'Alger, MCA. Il y évolue jusqu'en 1955. Révolté par les exactions et l'injustice ambiante, il ne tardera pas à s'engager dans l'action militante. Il rallie la Métropole où il milite au sein de la Fédération de France FLN dans la région de Melun et à Auxerre où il connaîtra Mohamed Boudaoud dit Mansour, alors responsable de la Fédération de France de 1957 à 1962 et au Maroc où il est directeur de la logistique ouest. Sid-Ahmed Laribi le retrouvera donc au Maroc qu'il regagne parce que recherché par la police française pour ses actions subversives. C'était en 1958, lorsqu'il se voit contraint de quitter la France.

Entre 1958 et 1962, il sera responsable financier du dépôt du ravitaillement de Rabat et de Casablanca, avec pour supérieurs directs Ali Mahiout pour la comptabilité et Yahia Bendraâ pour le ravitaillement général. Son travail consiste alors à distribuer de la nourriture, de l'habillement et à acheminer l'armement vers les centres de l'ALN implantés à l'Ouest.

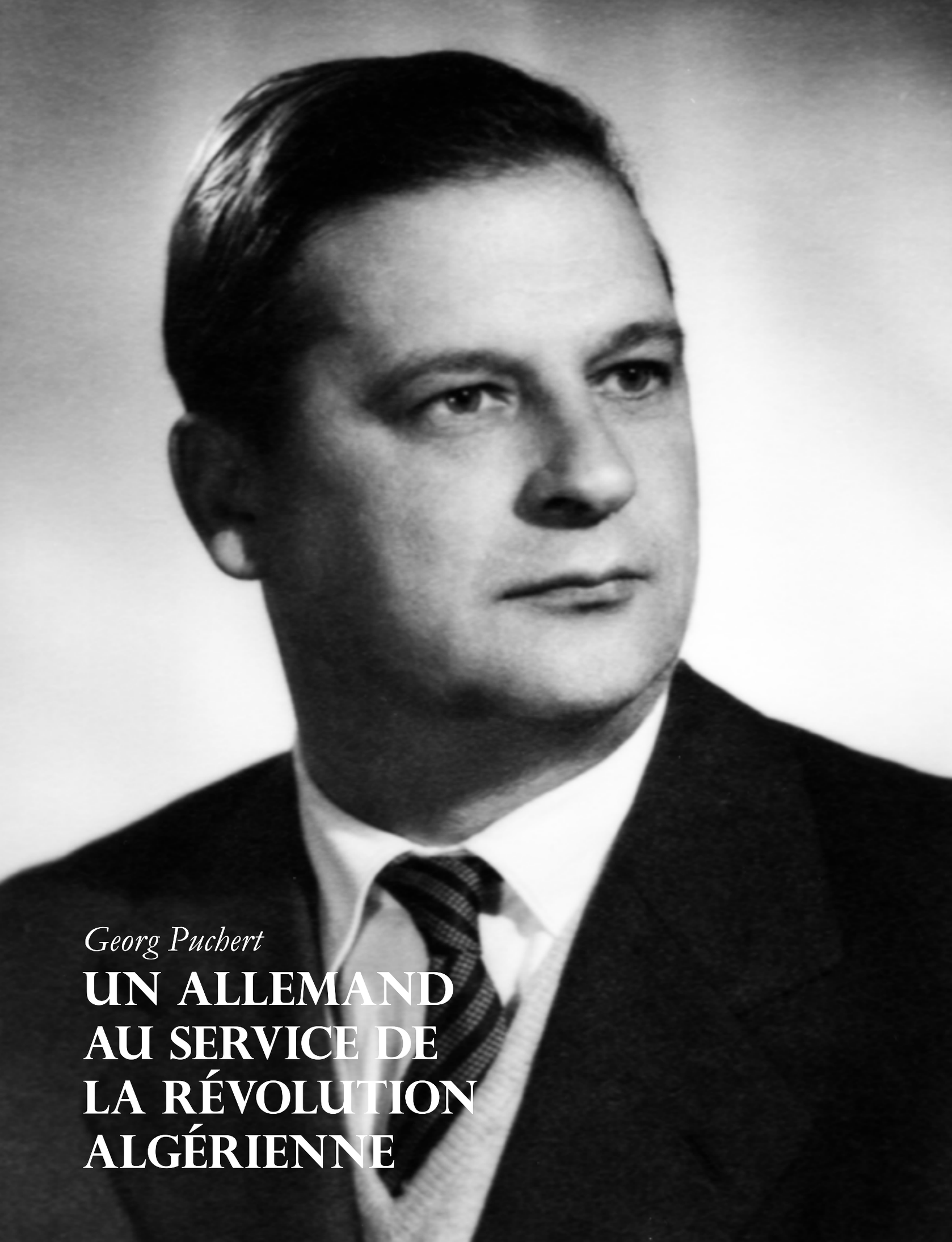
Démobilisé en 1962, il travaille à l'EGA, actuellement Sonelgaz de juillet 1962 à février 1963, puis intègre le secteur pétrolier SN Repal et Sonatrach de 1963 à 1987, année à laquelle il prend sa retraite.

Mais Sid-Ahmed Laribi est confronté à un autre combat : la maladie.

Malgré des soins intensifs tant en Algérie qu'à l'étranger, il s'éteint à l'âge de 79 ans, un 15 septembre 2012, laissant le souvenir d'un vrai militant très apprécié par ses responsables et compagnons de la direction de la logistique Ouest–CLO.

L'ensemble des membres de l'AN MALG tient aujourd'hui à rendre un hommage particulier à celui qui a toujours milité pour une Algérie libre et indépendante.

Le secrétariat général de l'AN MALG



Georg Puchert

UN ALLEMAND AU SERVICE DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Document

Georg Puchert, dit capitaine Morris, naquit en 1915 à Petersburg (ex-URSS) dans une famille aisée d'armateurs. Il avait rejoint l'armée allemande avant l'annexion des pays baltes par l'Union soviétique, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Puchert, à la recherche peut-être d'une vie meilleure, partit au Maroc. Arrivé à Tanger, il se vit refuser l'autorisation de séjour dans la ville par des agents français du service international de l'émigration pour ses opinions sur la situation politique en Afrique du Nord, mais aussi pour son passé de soldat allemand. Il sera ainsi contraint de vivre durant trois ans avec sa famille sur son bateau.

Après moult péripéties, le capitaine Morris parviendra à créer à Tanger son entreprise, Astramar, spécialisée dans la pêche de langoustes et autres crustacés. C'est à partir de là qu'il deviendra le principal fournisseur d'armes de la résistance marocaine et surtout de la révolution algérienne. A l'aide de ses bateaux, il assurera le transport de toutes sortes de marchandises, notamment des armes destinées pour l'Armée de libération nationale (ALN).

A cette époque, Mohamed Boudiaf, coordinateur avec l'extérieur, était installé dans le Rif marocain et avait pour mission l'approvisionnement en armes de l'Ouest algérien.

En 1956, ayant eu vent des activités de Puchert, les services secrets français le contactent et lui proposent de collaborer avec eux, en contrepartie d'offres alléchantes. Le capitaine Morris déclinera cette offre. Deux de ses navires, le « Sirocco » et la « Sorcière rouge », seront sabotés et exploseront dans le port de Tanger, à la suite de son refus de collaborer avec les services secrets français.

Plus tard, Puchert, déterminé et nullement impressionné par cet « avertissement », se rendra à Tunis pour assister à une réunion présidée par Krim Belkacem et consacrée à la « standardisation » des armes à fournir à l'ALN. Après son retour à Tanger, il obtient un nouveau passeport allemand qui lui permettra d'exercer une

activité officielle dans le négoce des armes en République fédérale d'Allemagne (RFA). C'est à partir de là qu'il aura les premiers contacts avec Si Abdelkader Yaïci, responsable de l'achat et de la prospection des armes en Europe pour le compte du MARG.

De leur côté, les services spéciaux français, dénommés Main rouge et dont le champ d'action s'étendait en Allemagne et dans les autres pays voisins, redoublent d'agressivité et multiplient les actions contre Puchert et les représentants de l'ALN en Allemagne fédérale.

Deux bateaux affrétés par le capitaine Morris, l'« Atlas » au port de Hambourg et « El Kahira » au port d'Ostende, seront détruits. Les deux navires étaient chargés d'armes destinées respectivement au port tunisien pour la logistique de l'Est algérien et au port marocain pour la logistique Ouest. Mais cela ne l'a pas empêché de respecter ses engagements envers les responsables du MARG, représentés en Allemagne par Si Nouasri.

Des quantités d'armes importantes furent livrées à l'ALN grâce à Puchert, désormais dans le collimateur des services spéciaux français.

Le 3 mars 1959, la Main rouge réussit à avoir des informations sur une rencontre qui devait avoir lieu entre Si Abdelkader Yaïci et Georg Puchert à Frankfurt.

En sortant de leur rendez-vous, les deux hommes

Document

Goerg Puchert

se dirigent vers la voiture garée quelques mètres plus loin, mais Puchert a proposé à Yaïci de l'attendre sur le trottoir.

Le capitaine Morris mourra à l'intérieur de la voiture qui explosera. Une bombe avait été placée sous le châssis du véhicule pour, selon des témoignages concordants, tuer les deux hommes au même moment. Georg Puchert projetait de s'installer en Algérie pour travailler dans la marine marchande une fois l'indépendance du pays recouvrée. Il confiait à plusieurs proches qu'il voulait être enterré en Algérie.

Abdelkader Yaïci, qui échappera à un autre attentat, neuf mois plus tard, assistera à l'enlèvement de la dépouille de son ami et remettra à la famille de la victime une somme d'argent pour prendre en charge tous les frais d'enterrement.

Si Nouasri a échappé à plusieurs autres attentats durant son séjour en Allemagne. Ce qui a fait sortir de leurs gonds les responsables de la RFA qui ont chargé le procureur général de la République fédérale de prendre en main le dossier. Le chancelier allemand s'est même élevé auprès du général de Gaulle contre les procédés des services spéciaux français, ont rapporté des journaux en ce temps-là. La police allemande est même intervenue à la suite de renseignements parvenus à la Bundeskriminalamt (direction générale de la police judiciaire). Elle a interpelé Si Abdelkader Yaïci, qui était en compagnie de Salah Goudjil, et l'a reconduit à la frontière suisse pour échapper aux agents de la Main rouge qui l'attendaient à la gare de Frankfurt

Sources : association du MALG

Des quantités d'armes importantes furent livrées à l'ALN grâce à Puchert, désormais dans le collimateur des services spéciaux français.

Document

HOMMAGE À MANDHAR BENAMAR, AMBASSADEUR DE TUNISIE EN ALLEMAGNE

En poste en République d'Allemagne fédérale (RFA) dans les années 1950, le diplomate Mandhar Benamar a apporté une aide précieuse aux militants et moudjahidine lors de la Guerre de libération nationale. Il est allé jusqu'à héberger les militants de la cause nationale à l'intérieur même de son ambassade. La valise diplomatique de l'ambassadeur a été utilisée durant des années à transporter l'argent qui devait servir à payer les armes achetées en Europe. Si Abdelkader Yaïci a tenu à lui rendre un hommage particulier pour son aide et surtout son engagement personnel envers les hommes du MARG, en mission de prospection pour l'achat d'armes et de matériel pour le compte de l'ALN en Allemagne de l'Ouest.

Certains témoignages affirment que le diplomate tunisien, avant de s'éteindre d'une mort naturelle après l'indépendance de l'Algérie, avait exprimé auprès de l'ancien ministre Keramane le souhait de revoir pour la dernière fois son ami Si Abdelkader Yaïci. Les deux hommes, rapporte-on également, s'appréciaient mutuellement et avaient en commun le courage de faire face sans faillir à la Main rouge française qui ne lésinait sur aucun moyen pour arriver à ses fins

Z. M.

par Ammar Belhimer

Hommage à Fernand Doukhan

LES DÉTENUS DU CAMP LODI

Les détenus du camp Lodi

L'indépendance de l'Algérie est, certes, d'abord l'œuvre du peuple algérien, la résultante de ses luttes et de ses sacrifices ; elle doit néanmoins beaucoup aux soutiens extérieurs, d'Etats, de partis, de mouvements, de personnalités, notamment dans un contexte historique alors fortement marqué par le poids des facteurs externes.

De précieux soutiens sont également venus de ce qu'on appelle habituellement « la communauté des pieds-noirs ». Certains de ses enfants ont très tôt adhéré au choix décisif du peuple algérien.

Il en est ainsi de Fernand Doukhan, né à Alger en 1913 et qui, dès le 1er novembre 1954, avait déjà choisi son camp : l'indépendance.

Fernand Doukhan fait partie des premiers réseaux de porteurs de valises. Il a été arrêté pendant la bataille d'Alger et enfermé dans un camp d'internement, près de Médéa, où la soldatesque coloniale éloigne les pieds-noirs indépendantistes avant de les expulser du pays. Fernand Doukhan quitte le sol national en avril 1958.

Il n'y retournera plus.

Nathalie Funès, journaliste au Nouvel Observateur et nièce de Fernand Doukhan, lui a consacré une courte mais émouvante biographie : *Mon oncle d'Algérie*, parue chez Stock en 2010. C'est le résultat d'un travail de longue haleine car « Fernand était mort sans laisser de journal intime, de liasses de lettres, d'enfants ». L'obsession de l'auteure l'a poussée à la recherche du passé oublié de son grand-oncle, sur ses traces à Montpellier, à Alger, fouillant dans les mémoires de ceux qu'il avait croisés.

Fernand Doukhan est un instituteur parti pour rester vieux garçon. Il habite 6, rue du Roussillon, à Alger. En 1939, il est membre du Comité local de la Solidarité internationale antifasciste.

La guerre s'achève pour lui au matin du 12 juin 1940, avec son départ pour les camps de prisonniers nazis, où il sert de main-d'œuvre gratuite à l'Allemagne : « Il casse des cailloux dans les carrières, il décharge des camions, il panse les vaches, il désherbe, il sort le foin de l'étable, le matin, le midi, le soir, dans les fermes alentours, avec le portrait d'Hitler accroché dans la cuisine et des paysans qui baragouinent : « Nicht Arbeit, nicht manger ». »

« Ni Staline ni Truman »

Lorsque les troupes américaines libèrent, à la fin du mois d'avril 1945, le stalag d'Offenburg, il a trente-deux ans. Il est extrêmement pessimiste sur l'avenir de l'Algérie où la paix ne durera encore que neuf ans.

Les détenus du camp Lodi

Il fait partie des quelques dizaines de militants libertaires, individualistes, anarcho-syndicalistes, avec pour mot d'ordre « Ni Staline ni Truman. » Comme ses camarades, Fernand Doukhan prône « l'abstentionnisme électoral, l'action directe comme moyen de lutte politique, le soutien aux grèves, le refus des politiques gouvernementales, l'anticléricalisme, l'antistalinisme, l'anticolonialisme ».

Il enseigne à l'école Lazerges et enrage aussi contre les injustices : seuls 300.000 sur 1,6 million d'enfants sont scolarisés. Autour de 15%. Dans Le Libertaire, où il crie chaque semaine son indignation, il témoigne : « Nul mieux que les instituteurs ne devrait être placé pour évaluer les méfaits du colonialisme. » Il y dénonce la misère de l'école publique.

Lorsqu'éclate le 1er novembre 1954, il y voit la conséquence logique des expropriations, de la surexploitation, de la répression et des massacres. Il y voit « le seul espoir des fellahs et ouvriers agricoles à deux cent cinquante francs par jour, des centaines de milliers de chômeurs, d'émigrés refluant vers les bidonvilles, s'engageant dans une lutte à mort pour l'indépendance, c'est-à-dire contre le colonialisme exploiteur ».

Il est emmené par l'armée française le 28 janvier 1957 pour avoir été l'un des rares Européens à faire grève à l'appel du FLN. Ce dernier avait demandé à tous ses partisans de cesser le travail pendant huit jours pour peser sur le débat de l'ONU sur la question algérienne.

La grève fut massive. « Dans certains quartiers, il n'y a plus d'électricité », plus de transports. Les arrestations ne tardèrent pas à intervenir. Fernand est emmené au centre de tri de Ben Aknoun ; il y passe dix jours avant d'être expédié vers un camp d'hébergement ou d'assignation à résidence.

« Atteinte à la sécurité et à l'ordre public »

« Les premiers camps sont apparus au printemps 1955. Ils ont poussé loin des villes et des regards indiscrets. Dans la boue, au milieu des rats, sous les tentes et les baraques de fortune. Djorf, dans l'Atlas saharien, Berrouaghia, non loin de Médéa, Saint-Leu, près d'Oran, Djelfa au sud d'Alger. » A Bossuet aussi, au sud de Sidi-Bel-Abbès.

Un seul camp est réservé aux Européens, pieds-noirs trop favorables à l'indépendance: Lodi, à une centaine de kilomètres au sud-ouest d'Alger, près de Médéa. L'avis d'assignation à résidence de Fernand Doukhan date du 6 février 1957. Il est motivé par une « atteinte à la sécurité et à l'ordre public ».

Pour son bonheur, le camp de Lodi est celui qui

Le 9e régiment des zouaves

traite le moins durement ses prisonniers, « avec des douches pour se laver, des lits pour dormir… » La ségrégation opère y compris dans les conditions de détention. Avec lui, il y a « des instituteurs, des avocats, des médecins, des dockers, des électriciens, des plombiers, un sous-préfet de rang qui s'occupait des réceptions au gouvernement général d'Alger, des tuberculeux, des cardiaques, des handicapés des mutilés… » Mais tous pieds-noirs. « Tous suspects, comme Fernand, de sympathie ou de soutien à l'indépendance algérienne ».

Henri Alleg fait partie des prisonniers de Lodi. C'est là qu'il décide d'écrire *La Question*. Il y arrive épuisé, meurtri, dans un convoi militaire, au début de l'été 1957.

Fernand Doukhan est libéré du camp de Lodi le 30 mars 1958 avec, en poche, un courrier de la préfecture : « Doukhan Fernand, 6, rue du Roussillon, à Alger, devra quitter l'Algérie le 8 avril 1958 au plus tard. »

« Il a une semaine pour partir. Pas un jour de plus. Avec deux policiers qui ne le quittent pas d'une semelle jusqu'à ce qu'il monte dans le bateau pour Marseille. »

Le camp fermera ses portes deux ans plus tard en octobre 1960, après cinq ans de service. Ceux qui en sortiront indemnes seront appelés « pieds-rouges ». Beaucoup d'entre eux resteront ou retourneront en Algérie après l'indépendance.

La dernière étape du périple de « l'oncle Fernand », après son expulsion d'Algérie, est Montpellier. Pas un seul pas plus au Nord.

A sa mort des suites d'un accident de la route, le 14 mai 1996, à quatre-vingt trois ans, il laisse écrit dans son testament qu'il lègue sa bibliothèque et son modeste trois pièces au Parti des travailleurs dont il avait été un dévoué compagnon jusqu'à la fin.

Quarante ans après l'indépendance, il retourne en Algérie pour quelques jours, le temps de nettoyer trois ou quatre tombes de sa famille, au cimetière Saint-Eugène, à Alger. Il en est reparti, en murmurant : « L'Algérie, c'est l'affaire des Algériens, plus la nôtre. »

C'est ce qu'on appelle, au sens plein, un attachement inconditionnel et désintéressé.

Ammar Belhimer

Interview

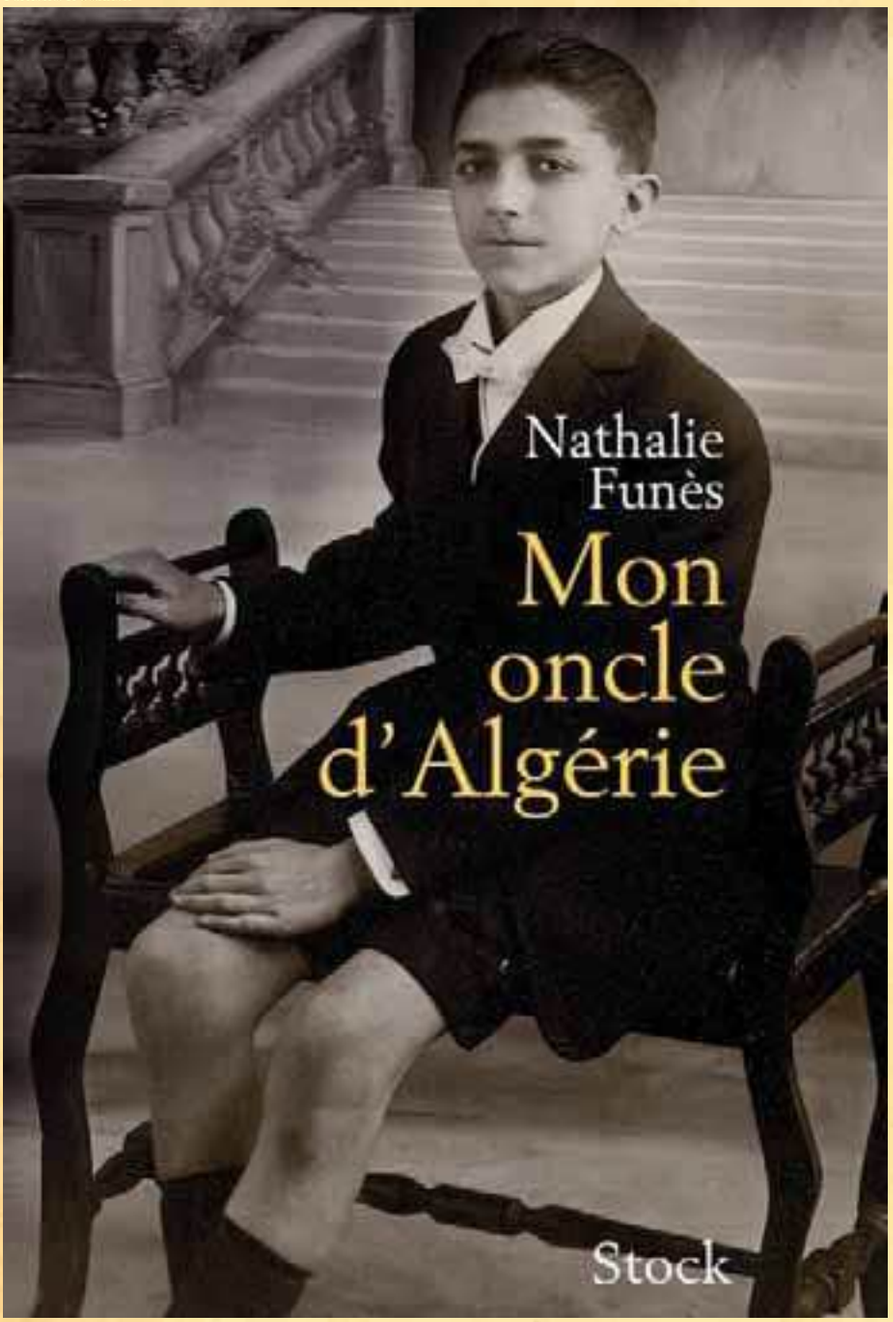
Entretien avec Nathalie Funès

«UNE GRANDE PARTIE DES ARCHIVES DE L'ALGÉRIE COLONIALE N'EST TOUJOURS PAS ACCESSIBLE »

Propos reccuellis par Ammar Belhimer

Interview

Fernand Doukhan



Mémoria : «Nul mieux que les instituteurs ne devraient être placés pour évaluer les méfaits du colonialisme », disait Fernand Doukhan. C'est par l'école publique, dont il dénonce par ailleurs la misère, que votre oncle s'est très tôt éveillé à la question nationale et anticoloniale. Comment exerçait-il son métier et quelle relation avait-il avec ses élèves d'origine musulmane ?

Nathalie Funès : C'est d'abord à l'Ecole normale de Bouzaréa, à Alger, où il va apprendre le métier d'instituteur, que Fernand Doukhan s'éveille à la question coloniale. Il y entre en 1930, l'année du centenaire de la colonisation, et découvre une ségrégation très rude. Il y a une soixantaine d'élèves musulmans dans l'école. Dans tous les documents officiels, ils sont désignés comme indigènes. Des années durant, ils ont été des sous-élèves, séparés dans les cours, les dortoirs et au réfectoire. Quand Fernand Doukhan arrive à Bouzaréa, cela fait seulement deux ans que les deux populations sont mélangées, que les musulmans passent le même concours d'entrée, suivent le même enseignement et obtiennent à la sortie le même diplôme. C'est à Bouzaréa aussi que Fernand Doukhan découvre *La Voix des Humbles*, un magazine qui prône le « relèvement moral et civique de la population musulmane », créé par Saïd Faci, un ancien élève de l'école. Et c'est à Bouzaréa, enfin, qu'il croise Mouloud Feraoun, arrivé à l'automne 1932, qui publiera *Le fils du pauvre*, un roman autobiographique, et sera assassiné par l'OAS le 15 mars 1962 quatre jours avant le cessez-le-feu, dans les centres sociaux de Château Royal. Une fois devenu instituteur, Fernand Doukhan n'aura de cesse de dénoncer dans des tracts, dans les colonnes du journal anarchiste, *Le Libertaire*, le système scolaire de l'Algérie française. Il n'y avait que 300.000 enfants musulmans scolarisés dans tout le pays, pour 1,6 million qui ne l'étaient pas. A peine plus de 15%. Fernand Doukhan avait donc très peu d'élèves musulmans. D'après

les témoignages, il n'a jamais fait de distinction entre ses élèves en fonction de leur origine. Mais il n'a jamais non plus laissé transparaître ses opinions personnelles. Ses élèves ne se doutaient pas de son engagement anticolonialiste.

Mémoria : En janvier 1957, il est un des rares Européens à faire grève à l'appel du FLN pour peser sur le débat de l'ONU sur la question algérienne. Le camp Lodi, près de Médéa, où a été assigné à résidence Fernand Doukhan pour « atteinte à la sécurité et à l'ordre public » abrite d'autres pieds-noirs suspects, comme lui, de sympathie ou de soutien à l'indépendance algérienne. C'est un aspect peu connu du mouvement de libération nationale. Quelles formes a prise leur participation à la libération de l'Algérie ?

Nathalie Funès : Les formes ont été très diverses. Cela allait de la simple sympathie au mouvement indépendantiste jusqu'au soutien logistique : réception et envoi de courrier, impression de tracts, distribution de journaux clandestins, fourniture de matériel et de médicaments, cachette et transport assurés aux militants indépendantistes recherchés par la police, etc. Ce type d'action a valu à nombre de pieds-noirs indépendantistes plusieurs années d'internement au camp de Lodi.

Mais il y a eu aussi des engagements beaucoup plus importants, qui ont été sanctionnés par la prison et les condamnations à mort : ce fut le cas de ceux qui ont participé à la fabrication, au transport et au dépôt de bombes, lors des attentats de l'automne 1956, comme Daniel Timsit, Fernand Yveton, Jacqueline Guerroudj ou Jean Farrugia. D'autres, enfin, sont allés combattre dans les maquis et s'y sont fait tuer, comme Henri Maillot, qui avait déserté l'armée française en détournant un camion d'armes, Maurice Laban, qui était aussi instituteur comme Fernand Doukhan, ou Pierre Ghenassia, qui avait tout juste 17 ans et était encore élève au Lycée Bugeaud, à Alger.

Photo de famille

Photo de famille

Nathalie Funès : J'ignore si c'était un geste noble, de désintéressement. Ou si c'était celui d'un homme qui a toujours eu du mal à trouver sa place, que ce soit dans l'Algérie coloniale, dans l'Algérie algérienne, ou dans le sud de la France, où il a fini ses jours.

Mémoria : L'émouvante biographie que vous consacrée à votre grand-oncle Fernand Doukhan, Mon oncle d'Algérie, parue chez stock en 2010, a été largement salué à Alger au cours du dernier salon du livre. C'est le résultat d'un travail de longue haleine d'un militant mort « sans laisser de journal intime, de liasses de lettres, d'enfants ». Dans vos recherches du passé oublié du grand-oncle, vous avez été directement confrontée aux difficultés d'accès aux archives relatives à la guerre d'Algérie comme si elles avaient encore une relation directe avec notre présent…

Nathalie Funès : Pour moi, qui ne suis pas historienne, j'ai effectivement découvert à l'occasion de mon travail sur Fernand Doukhan, qu'une grande partie des archives de l'Algérie coloniale n'étaient toujours pas accessibles. Il faut déposer une demande de dérogation pour pouvoir les consulter, qui peut prendre des semaines, voire des mois pour être examinée. Sur la douzaine de demandes de dérogations que j'ai faites

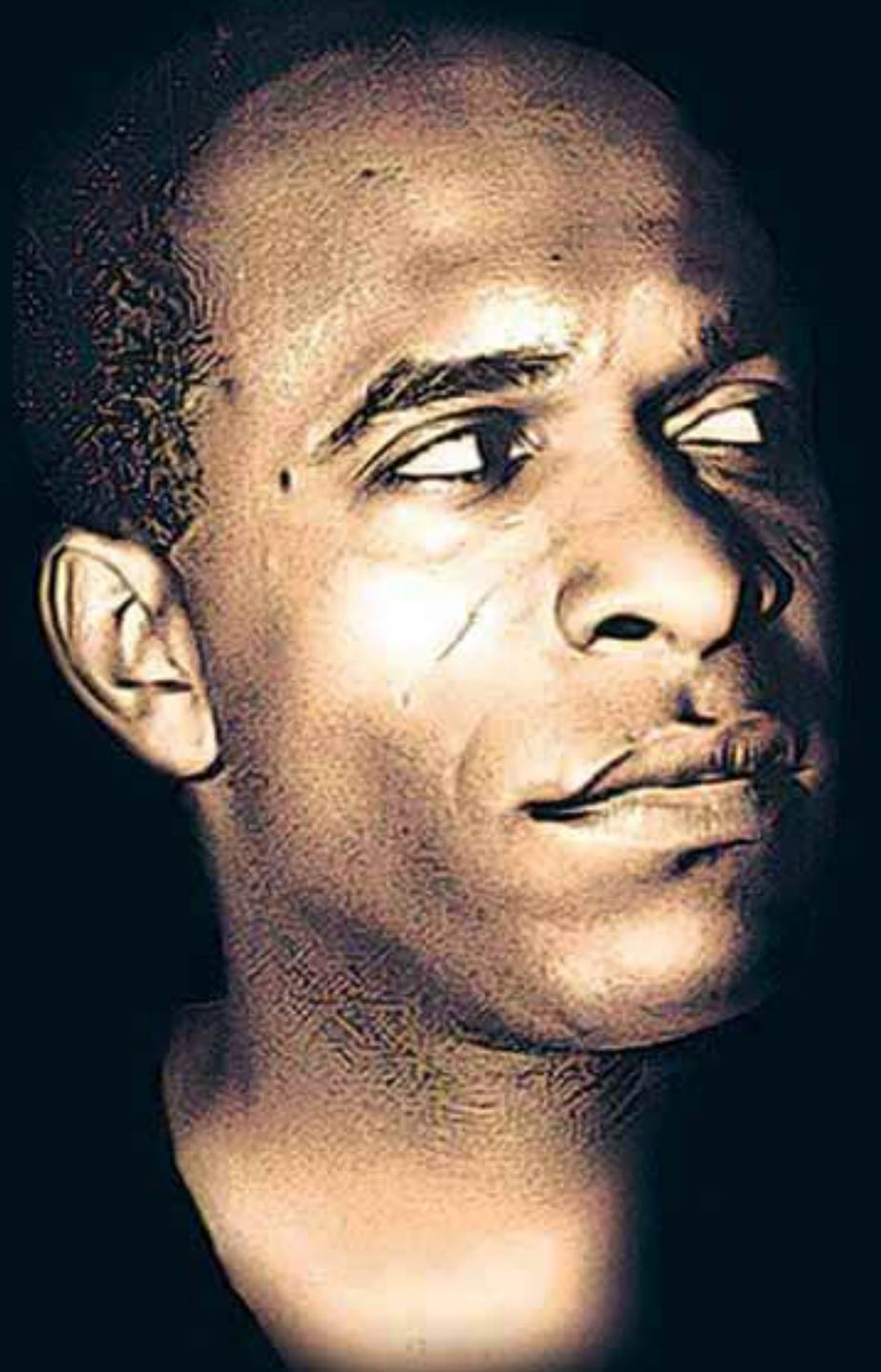
au Centre des archives d'Outre-mer d'Aix-en-Provence, je n'ai reçu que la moitié de réponses positives. Et toutes les demandes que j'ai déposées au Service historique de la défense (SHD), de Vincennes, m'ont été refusées.

Mémoria : L'indépendance acquise, il retourne en Algérie pour quelques jours, le temps de nettoyer trois ou quatre tombes de sa famille, au cimetière Saint-Eugène, à Alger. Il en est reparti, en murmurant : « L'Algérie, c'est l'affaire des Algériens, plus la nôtre. » N'est-ce pas là un geste, noble, de désintéressement ?

Propos recueillis par Ammar Belhimer

Frantz Fanon

Oeuvres et pensée

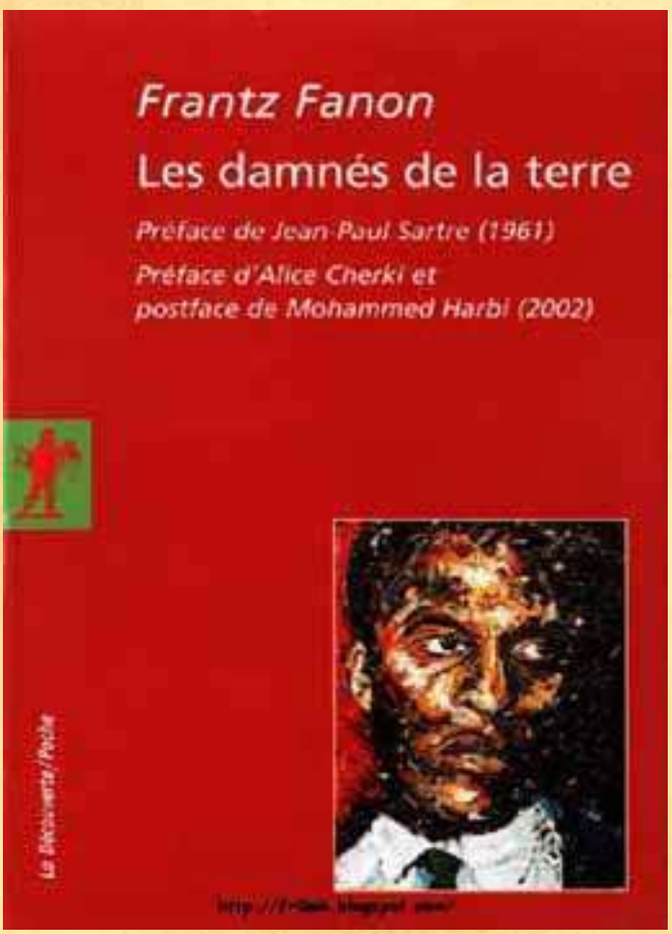


DES IDÉES D'UNE BRÛLANTE ACTUALITÉ

Par Djamel Belbey

Portrait

M'hamed Yazid et Frantz Fanon



L'œuvre et la pensée de Frantz Fanon, ce penseur et militant actif de la Révolution algérienne, sont toujours d'actualité. Un panel de chercheurs entre psychiatres, historiens et anthropologues et littéraires ont revisité ses écrits, *Les Damnés de la terre*, affirmant que Fanon avait anticipé les événements qui se produisent aujourd'hui, le racisme, « la tragédie de la Palestine » et les révoltes des jeunes.

« Les analyses proposées par Frantz Fanon des différentes formes de domination fondées sur l'usage direct ou indirect de la violence, à savoir le racisme, le colonialisme et aussi ce que l'on pourrait appeler la domination psychiatrique, trouvaient leur vérification dans les luttes de libération conduites par différents peuples et leur aboutissement. Cependant, nous avons vu l'hydre de la domination et de la violence retrouver une vitalité redoublée, en se mondialisant plus encore qu'au temps des empires coloniaux, en s'affublant de toutes sortes de masques et en usant de toutes sortes de procédés, dont certains inédits », indiquent les organisateurs d'une rencontre nationale dédié à Frantz Fanon, organisée par le CNRPAH, les 12 et 13 décembre à la Bibliothèque nationale.

« La très riche bibliographie aujourd'hui disponible montre amplement combien les analyses transdiscipli-

Portrait

De droite à gauche : Beneducé Roberto, Abdelhak Benouniche et Alice Cherki à la rencontre du 12 décembre 2012

naires (psychologiques, psychiatriques, sociologiques, etc.) conduites par Frantz Fanon des ressorts de la domination et de l'oppression raciste et colonialiste et aussi des ressorts de la lutte contre ces dernières demeurent opératoires et au prix d'actualisations pertinentes, transposables aux situations géopolitiques présentes », a-t-on indiqué.

Aussi, « les hypothèses prospectives formulées par Frantz Fanon, notamment dans *les Damnés de la terre*, peuvent aujourd'hui encore aider à rechercher les causes endogènes et les causes exogènes des contradictions économiques, politiques et culturelles souvent génératrices de violences diverses, qui affectent nombre de sociétés et singulièrement plusieurs sociétés africaines ». Pour les initiateurs de la rencontre, il s'est agi « d'étudier les mécanismes à travers lesquels l'action de grandes puissances, elles-mêmes engagées dans une impitoyable lutte au niveau mondial, renforce et souvent suscite les impasses qui maintiennent ces sociétés à la fois dans la dépendance et dans d'interminables luttes intestines ».

En évoquant Fanon le psychiatre, qui a fait l'objet d'une occultation systématique, ses confrères Abdelhak Benouniche, Mohamed Chakali, ont osé espérer inaugurer « une nouvelle façon d'approcher Fanon, de le redécouvrir parce qu'en matière psychiatrique ce chemin n'a pas encore été fait». Et de s'interroger sur ce qui reste de la pensée de Fanon de nos jours. L'on rappelle qu'« il a participé très activement au mouvement de transformation de la psychiatrie dans les années 1950, avant de venir à Blida, et qu'il a fait un travail précurseur sur le psycho-traumatisme qui est précurseur». De Fanon aujourd'hui, il en reste beaucoup de choses.

Alice Cherki, psychiatre et psychanalyste (Paris), auteure d'un *Fanon portrait*, édité au Seuil en 2000, réédité à Alger, et de *La Frontière invisible* (2006), a étudié les impacts et les conséquences des dénis dans l'Histoire et des écrits portant sur « les enjeux psychiques des silences de l'Histoire dont sont victimes les enfants de l'actuel », qui consistent à interroger l'après-coup traumatique des génocides et des violences coloniales. Elle a estimé, dans sa communication intitulée « Un pas de plus dans l'héritage, la transmission brisée », que Fanon était le précurseur pour avoir parlé, dans *Les Damnés de la terre*, de la rupture entre les institutions et la société,

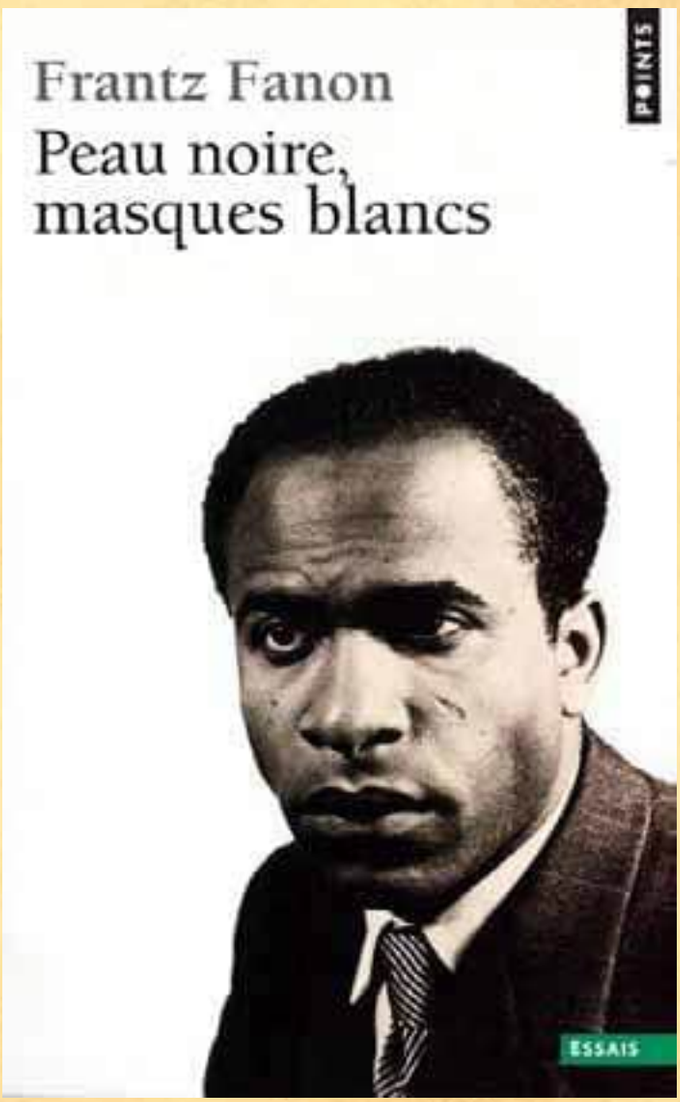
Portrait

de l'exclusion des jeunes et de « l'errance psychique » de beaucoup d'entre eux, de « l'hégémonisme du capitalisme outrancier », mais aussi « des solutions de repli identitaires », voire du désaveu de la politique. Autant de manifestations de notre monde actuel que l'œuvre de Fanon éclaire, estime-t-elle. Son analyse du comportement des «déclassés», qu'il a appelés les «lumpen prolétariat», de même lorsqu'il invite à « un canal de négociations » démontrent aussi que ses écrits sont d'une grande actualité. Elle dépeint aussi «la haine pulsionnelle» des jeunes, comme un cri de cœur des jeunes qui ne demandent qu'à être écoutés. « Enfin Fanon est du côté de la libération de l'homme par l'homme».

Beneducé Roberto, psychiatre et anthropologue à Turin, plaidera pour la décolonisation de la Palestine et du Sahara occidental, et dénoncera le racisme. Fanon avait anticipé les choses d'aujourd'hui, en parlant de post-colonie. « La colonie continue, sous la forme de la souffrance que continuent à subir les Palestiniens », sous la menace des drones, soutient-on. Fanon avait parlé ainsi de « gens incapables de respirer », comme c'est le cas des Ghazaouis, et prédit le racisme qui continue à sévir en Europe, dans *Peau noires. Masque blancs.*

Au programme, il y avait également « l'œuvre de Fanon face au péril de quelques instrumentalisations », par Michel Giraud, « Fanon vu du nord de l'Europe » par Tuomo Melasuo de Finlande, « la décolonisation et la chute des masques » par Fatima Dilmi, et « Fanon et notre Caraïbe », présenté par Francis Carole. La rencontre s'est clôturée par la mise en place d'un groupe d'études et de recherches sur Fanon, sous la forme de laboratoires affiliés au CNRPAH, et qui travaillera de concert avec l'association éponyme, ayant pour but de préserver ses œuvres. De plus, a-t-on annoncé, en avril 2013, sera organisé un colloque sur l'actualité africaine de Frantz Fanon.

Djamel Belbey



Interview

Olivier, fils de Frantz fanon

« LA GUERRE D'ALGÉRIE EST PRÉSENTE DANS NOS TÊTES ET NOS ESPRITS »

Frantz Fanon et son fils Olivier

Par Djamel Belbey

Interview

Présent à la rencontre dédié à Frantz Fanon, Olivier Fanon a affirmé qu'à Ain Kerma, la commémoration de la mort de Fanon a été l'occasion pour ériger une stèle en son honneur. Olivier Fanon annoncera solennellement que les habitants de Ain Kerma (Tarf) ont souhaité que ce village soit baptisé «Village Frantz Fanon». Selon lui, « il n'y a pas eu occultation volontaire» de l'œuvre de son père.

Mémoria : Que représente pour vous la rencontre d'aujourd'hui ?

Olivier Fanon : Le plus important est plutôt de savoir ce que représente cette rencontre pour les chercheurs algériens, pour l'Algérie et au-delà de l'Algérie pour le monde. Pour moi, c'est un honneur qu'on me fait, à travers la pensée de mon père, mais l'important dépasse ma propre personne.

Mémoria : Vous aviez dit lors de la rencontre qu'il n'y a pas d'occultation volontaire de la mémoire de Fanon, qu'en est-il ?

Olivier Fanon : C'est l'impression que j'ai ressentie, en effet, lorsque j'ai vécu ici en Algérie. Je suis Algérien, il n'y a pas d'occultation ni de censure sur la pensée de Fanon ; la censure on se l'impose nous-mêmes, c'est-à-dire qu'on fait de l'autocensure. Pourquoi, Fanon et ses travaux sont-ils enseignés à l'université et au lycée à travers des modules et des sujets de bac. Ses livres sont vendus librement en Algérie. Mais on s'est rendu compte que quelque part Fanon nous a échappé et qu'il a été réapproprié par les chercheurs, les sociologues et les psychiatres étrangers à l'Algérie. On a l'impression de courir aujourd'hui derrière un train, qui a quitté la gare. Parce qu'on se rend compte que Fanon nous appartient et que d'autres sont en train de se le réapproprier. Je parle de mouvements de libération, lorsqu'il y eu la décolonisation, les mouvements de libération latino-américains et africains. Et maintenant d'une manière plus soft la France essaie de faire en sorte que Fanon soit en quelque sorte « panthéonisé ». Fanon devait être quelqu'un de fréquentable aujourd'hui, alors que Fanon n'est pas fréquentable par le colon, c'est une lapalissade de dire que c'est un socle. C'est une chose qui ne souffre aucune compromission. Fanon est un empêcheur de dormir tranquille, lorsqu'on a la mauvaise conscience. C'est pour cela qu'on a parmi nous (à la rencontre sur Fanon, ndlr), Francis Carol, un représentant d'un parti de libération martiniquais que j'illustre avec une petite boutade, en lui disant : tu viens d'un département français, et nous en Algérie étions un département français avant 1962. Cela l'a interpellé.

Mémoria : Ses idées sont toujours d'actualité.

Olivier Fanon : Je pense que le travail n'est pas terminé, lorsqu'on parle de décolonisation. Je rebondis dans les cercles littéraires, sur l'actualité de Fanon. J'ai des discussions souvent avec des amis sahraouis et palestiniens ; eux ils ne se posent pas la question de savoir si Fanon était d'actualité ou pas. Ils sont là où nous étions en 1954. C'est-à-dire qu'ils ont pris les armes et sont toujours colonisés. Donc Fanon est d'actualité ne serait-ce que pour ces petits enclaves.

Mémoria : Lors d'un récent forum, vous avez déclaré qu'on n'a pas besoin de la repentance de la France ?

Olivier Fanon : On n'a pas à exiger d'excuses de la France, parce que moi je me pose en tant que vainqueur au combat, et on n'a jamais vu un vainqueur exiger des excuses du vaincu. C'est là ma position en tant que citoyen algérien. Cette liberté on ne nous l'a pas donnée, mais on l'a arrachée. On n'a qu'à faire le tour du cimetière des chouhada pour comprendre que ce n'est pas un cadeau que la France nous a fait. La France je lui parle d'égal à égal. Moi, quand j'ai un interlocuteur français, je lui parle à l'horizontale. Maintenant, en ce qui concerne la reconnaissance des massacres, là c'est le travail des historiens. Il y a des preuves qui sont vivantes, des mutilés et des blessés, pour lesquels on n'a pas besoin de faire des études scientifiques pour savoir comment ils ont été torturés. Parce qu'ils ont subi la gégène, et Louiza Ighilahriz en est l'exemple vivant. Pour moi, c'est un faux problème.

Mémoria : Ne pensez-vous pas qu'il y a un devoir de mémoire à faire, solder l'histoire, pour pouvoir avancer ?

Olivier Fanon : Pour moi l'histoire, je l'ai soldée le 5 juillet 1962. Je n'ai pas besoin de tourner la page. La guerre d'Algérie est présente tous les jours, dans nos têtes, nos esprits, nos cimetières. C'est une évidence frappante.

Djamel Belbey

LE TERRORISME ULTRA

Clos Salembier(Alger) un commando OAS ultra

Les actes de violence commis à l'encontre des populations algériennes pendant la période coloniale n'ont pas été des faits isolés commis par un nombre limité d'individus, comme ils n'ont pas toujours été condamnés par la justice. Ils ont été une donnée essentielle, une constante de la domination coloniale. On peut même dire qu'une législation d'exception, votée par l'Assemblée française, a organisé des mesures coercitives en direction de personnes distinguées par leur confession (ce qui était contraire aux principes de la Constitution française) : codes de l'indigénat, lois sur l'internement, séquestre, responsabilité collective, tribunaux réservés aux seuls Algériens, etc. Ces lois et règlements ont servi à imposer et à réglementer la domination d'un groupe d'immigrants étrangers sur la majorité autochtone. Cette répression violente a été antérieure à la guerre de libération et se dirigea ensuite contre les Européens modérés et contre les soldats français restés fidèles au gouvernement.

Par Boualem Touarigt

La minorité européenne d'Algérie a été constituée à l'origine par des populations pauvres (paysans, ouvriers, petits commerçants, artisans) ramenés de France mais aussi d'Espagne, d'Italie, de Malte, de Suisse, d'Allemagne. Dans certaines régions, les étrangers étaient majoritaires par rapport aux Français (les Espagnols à l'Ouest et les Italiens à l'Est). Les populations juives qui étaient présentes avant la colonisation, avaient été considérées, elles aussi, comme indigènes par le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 au même titre que les musulmans. Le décret Crémieux de 1871 leur accorda automatiquement la nationalité française et changea leur statut. L'ensemble des textes d'exception, qui imposèrent et légalisèrent la répression des populations musulmanes, installèrent la population d'origine européenne dans un sentiment de domination mais aussi d'angoisse permanente et de méfiance. Celle-ci fut fortement imprégnée de l'idée qu'elle devait à tout prix maintenir la répression à l'encontre des Algériens. Elle fut même convaincue dans sa majorité que sa survie était à ce prix. De plus, les révoltes populaires et les manifestations d'hostilité des Algériens ont de tout temps étaient réprimées avec la plus grande violence et les forces de l'ordre, couvertes par l'autorité politique ont organisé des milices armées d'Européens qui ont commis des massacres à grande échelle.

ARRETE A LA SUITE D'UNE ENQUETE ACTIVEE PAR LE MINISTRE RESIDANT

Le groupe contre-terroriste C.R.F. sera présenté ce matin au Parquet

IL LUI EST REPROCHE LA PUBLICATION DE TRACTS ET UN ATTENTAT CONTRE UN DES CHEFS DU F.L.N.

ALGER (A.F.P.). — Ce matin, seront présentés au parquet d'Alger, les membres du mouvement contre-terroriste qui s'intitulait « Comité pour la Renaissance Française » (C.R.F.) au total une vingtaine de personnes auxquelles il est notamment reproché d'avoir imprimé et distribué des tracts subversifs, d'avoir enlevé, séquestré et tué un Musulman et d'avoir fabriqué et utilisé de fausses cartes de police.

C'est le 15 février 1957 que les services de police procédèrent à l'arrestation des premiers membres du C.R.F., Sauveur Lorafou, Joseph Rizza, Giner Josué, Watin Georges, Delbays Pierre, Calla Georges et André Piveteau.

A la demande expresse du Ministre résidant, les policiers activèrent leur enquête et le dossier de l'affaire était transmis à la justice dans les derniers jours du mois.

C'est derrière un des dirigeants de l'Union française nord-africaine, groupement présidé par M. Boyer-Banse du nom de Martel, que se groupèrent il y a un an, en février 1956, des Français d'Alger qui partageaient, selon leurs propres paroles, la même méfiance vis-à-vis du [illegible] et la même réproba-

Réunie hier en assemblée générale

L'AMMAC a affecté 4 millions à son action sociale

Terroriser les Algériens pour maintenir la domination coloniale

Dans l'idéologie coloniale, très ancrée surtout auprès des populations européennes de condition modeste, aussi bien dans les campagnes que dans les villes, l'angoisse vis-à-vis de l'indigène est très présente. Celui-ci est considéré comme le risque mortel. Et l'Européen croit que seule la force peut le maintenir en respect. Toute révolte devait être le plus durement réprimée. Ceux qui ordonnèrent les grands massacres cherchaient à terroriser les populations, et selon leurs déclarations à extirper même « toute idée de révolte ». L'idéologie coloniale affirmait même que seule la répression pouvait tenir les Algériens en respect. Le pouvoir politique ne fit rien pour rapprocher les populations et amener celles-ci à coexister pacifiquement, en supprimant les inégalités codifiées par la loi. Il ne créa à aucun moment les conditions réelles d'une Algérie diverse, multiconfessionnelle, apaisée et conviviale. Il maintint et même renforça les textes discriminatoires. De plus, il resta persuadé que toute manifestation de révolte devait être sévèrement réprimée. La minorité européenne resta toujours persuadée que seules la violence et la terreur pouvaient sauvegarder sa présence. Dans sa grande majorité, elle eut la même attitude. Elle fut même sûre que toute mesure, même limitée et partielle visant à réduire les inégalités ou à alléger les mesures répressives, risquait d'encourager les Algériens à se révolter. Les exemples sont nombreux dans la presse coloniale. A titre d'exemple, *La Dépêche de Constantine* du 15 janvier 1911, rendait compte de la délibération du syndicat des colons de Bernelle : « Le président propose à l'assemblée générale de s'associer à la protestation générale des colons d'Algérie contre le projet de loi d'Albin Rozet dont les conséquences seraient désastreuses…La suppression de l'indigénat serait une folie qui pourrait arrêter complètement

RENTRANT HIER DE LA MISSION CONFIEE PAR LE CONSEIL GENERAL ET LA FEDERATION DES MAIRES

M. LAQUIÈRE: « Nous avons bien engagé à Paris la bataille contre le collège unique »

LES BLIDÉENS

DE LA MUSIQ

MARTIA

« CHAUS

A PARTIR DU 1er AVRIL

l'essor de colonisation que nous admirons dans nos nouveaux villages…L'Arabe est un peuple enfant que la crainte seule peut tenir en respect ; sans la crainte l'indigène n'est bon à rien, sinon à faire le mal…La nécessité d'une législation spéciale, d'une justice rapide et sévère appropriée à la mentalité, aux traditions, à l'éducation des indigènes, s'impose absolument si l'on ne veut pas compromettre l'œuvre de colonisation que l'on s'efforce de poursuivre en Algérie. » Cette proposition de loi présentée au Parlement français par le député Albin Rozet pour réduire les pouvoirs des administrateurs des communes mixtes jugés par certaines personnalités françaises modérées comme exorbitants, déclencha une réaction passionnée. Alain Servier écrivait dans *La Dépêche de Constantine* du 7 février 1911 : « un soldat qui aurait un fusil mais pas de cartouches, telle est la situation de l'administrateur de la commune mixte… Comme ses fonctions le mettent en contact constant avec un peuple qui a conservé le culte de la force et qui n'estime un homme que selon son autorité, on n'aura pas de peine à reconnaître que l'administrateur est, dans la plupart des cas, incapable de s'acquitter de la mission qu'on lui a confiée. » La minorité européenne fut de tout temps convaincue que seule la répression la plus dure pouvait assurer la paix, terroriser les Algériens et les maintenir en respect.

L'histoire de la colonisation en Algérie et celle de la guerre de libération sont marquées par les positions de cette minorité

des militaires et des territoriaux en
patrouille dans le quartier.

MM. MARTEL
(délégué de l'U.F.N.A.)
PARRUGIA
ET BERNIER
(dirigeant poujadiste)
arrêtés à Alger
(Lire nos informations en page 3)
e Bigeard ont

européenne. Ses représentants furent longtemps les fidèles soutiens des positions les plus extrêmes. Le pouvoir politique leur fit d'importantes concessions allant jusqu'à ne pas appliquer des textes légalement votés par l'Assemblée nationale française (le statut de 1947 ne fut jamais accepté, comme ne furent pas respectées les décisions de supprimer les communes mixtes).

Opposés violemment à toute réforme

Le déclenchement de la guerre de libération changea la donne. Le gouvernement français comprit qu'il ne pouvait maintenir la situation antérieure sans réformes dans tous les domaines. Sa volonté de briser la révolte armée l'obligea à utiliser des effectifs militaires nombreux dont le maintien fut très vite insupportable et extrêmement coûteux matériellement et moralement. Il initia des réformes sociales et même politiques. Les libéraux parmi les Européens, partisans d'une égalité entre les habitants de l'Algérie ne furent pas entendus. Le gouvernement céda devant les réactions des extrémistes européens qui réclamaient sans cesse des mesures violentes de répression. Ceux-ci s'opposèrent à toutes les réformes même les plus timides qui risquaient, à leurs yeux, de réduire leur domination politique exclusive et totale. Les ultras (les partisans les plus extrémistes des populations européennes d'Algérie) s'opposèrent très violemment aux mesures d'apaisement du gouvernement. Ils réclamèrent des exécutions de combattants

Ancien champion de natation

René Kovacs

CHEF DE LA CELLULE RESPONSABLE DE L'ATTENTAT CONTRE LE GÉNÉRAL SALAN

arrêté

NOUS avons signalé lundi matin l'arrestation d'Ange X..., l'auteur de l'attentat au rocket contre l'Hôtel de la Xème Région et, particulièrement contre la personne du général Salan. Ange X..., employé à l'Arsenal et ancien d'Indochine, a été interrogé par les services de la Sureté urbaine qui ont réussi à découvrir dix de ses complices. Parmi eux, le chef de la cellule, René Kovacs.

René Kovacs était particulièrement connu à Alger. Ancien champion de France de natation, il nageait sous les couleurs du R.U.A. En 1942, lors le débarquement des troupes alliées en Algérie, il s'engageait et faisait une guerre brillante. Il passait justement pour un homme d'action et ne cachait pas ses sympathies politiques qui se situaient à l'extrême-droite.

Depuis son arrestation, il se refuse à toute révélation, ne niant pourtant pas le rôle qu'il a joué dans l'attentat contre le général Salan. Enfin, depuis quarante-huit heures, il

PAGE 3, 6e COLONNE

M. BOYER-BANSE : nous considérons comme nulle et non avenue la déclaration d'intentions de M. Guy Mollet.

M. Louis Boyer-Banse, ancien directeur au gouvernement général de l'Algérie, vient d'adresser au président de l'Assemblée générale de l'O.N.U. une lettre qu'il nous communique et dans laquelle il affirme notamment :

« Nulle et non avenue est pour nous la déclaration d'ententions que vient de faire, le 9 janvier, en violation de notre droit, M. Guy Mollet. Nulles et non avenues seront pour nous toutes les déclarations dans le même sens que pourront faire, à la barre des Nations unies, M Christian Pineau et tous les autres représentants officiels de la République française. »

M. Boyer-Banse précise que dans sa déclaration le président du conseil a commis « le crime » d'avoir annoncé qu'il avait l'intention d'imposer aux Français d'origine métropolitaine habitant en Algérie « par un inqualifiable abus de force, l'odieux régime du collège unique où l'injuste loi du nombre » les écraserait à neuf contre un.

[M. Boyer-Banse, dont le mouvement Union française nord-africaine, dissous au mois d'août 1956, avait participé activement aux manifestations du 6 février, a été expulsé d'Algérie le 8 mai 1956 et réside depuis lors en France.]

de l'ALN. Des personnalités gouvernementales racontèrent même que le Président Coty refusa la grâce de condamnés à mort, par peur des réactions des ultras. C'est pour céder à leur pression que l'on vota les pouvoirs spéciaux et qu'on chargea l'armée des opérations de police à Alger, tout en couvrant les méthodes utilisées. Guy Mollet avait dû renoncer à la nomination du général Catroux à la suite des émeutes mémorables d'Alger qui accueillirent son voyage. Très vite, la position de ces éléments extrémistes de la minorité européenne se trouva opposée aux intérêts du gouvernement et à ceux de la majorité de la population métropolitaine. Le maintien d'une Algérie coloniale dans sa situation antérieure s'avérait trop couteux matériellement et moralement, et surtout militairement impossible sauf à entretenir une armée toujours plus nombreuse. La conduite de la guerre éloignait toujours plus les populations algériennes et creusait davantage le fossé entre les communautés. Le recours continu à un contingent d'appelés toujours plus nombreux rencontrait l'hostilité grandissante de la population de métropole. Pour les gouvernements français successifs, il fallait améliorer la situation matérielle des Algériens et surtout dégager parmi eux une élite politique qu'il fallait associer au pouvoir. Or, les ultras refusaient toute concession dans leur statut privilégié. On se mit à envisager des réformes politiques qui tout en faisant place à une élite algérienne ne remettaient pas en cause le pouvoir dominant des Européens : chambre des conflits, pouvoir excessif d'instances européennes, limitation des pouvoirs des assemblées librement élues, et même la création d'un état fédéral avec des régions ethniquement homogènes. Aucune ne recueillit l'assentiment des ultras De plus, au déclenchement de la guerre de libération, les représentants du grand capital colonial, qui avaient toujours bloqué toute tentative de réformes, avaient senti le vent tourner. Certains assouplirent leurs positions, préférant se placer dans l'étape d'après, celle d'une Algérie plus égalitaire.

Une minorité politiquement isolée

Guerre de libération

Histoire

Guy Mollet

Le Journal officiel du 14 octobre 1956 publie des décrets du gouverneur général Jacques Soustelle qui lui permettaient de disposer des terres rachetées par la Caisse d'accession à la propriété rurale. Car on envisageait dès cette période la redistribution de quelque 200.000 hectares au profit de 10.000 exploitants algériens. Ces décrets, datés du 3 octobre 1956, parlaient de 66.000 hectares appartenant à la Compagnie algérienne et de 16.000 hectares de la Société genevoise. Il faut noter que cette dernière, comme fut rapporté par le Journal *Le Monde*, daté du 16 octobre 1956, avait proposé, dès avril 1956, de vendre ses terres : « Cette compagnie estime que son domaine de Sétif vaut 50.000 francs l'hectare et en demande 750 millions, ce qui n'est pas jugé excessif par l'administration. » Le grand capital colonial, ayant pris conscience des risques à maintenir la situation ancienne, chercha très tôt à se reconvertir, en obtenant au passage un profit conséquent pour ses terres. Après l'indépendance, certains activèrent pendant de longues années sous des formules diverses.

La frange extrémiste de la minorité européenne s'est vue donc progressivement isolée politiquement. Elle fit sa jonction avec les groupes les plus durs de l'armée française, avides de reconnaissance et de revanche et voulant effacer les échecs de l'Indochine, estimant avoir retenu les leçons qui lui permettraient la victoire. La jonction de ses deux extrémismes accéléra la chute de la quatrième République.

L'attitude de la majorité de la population européenne d'Algérie s'est toujours exprimée à travers des réactions extrêmement passionnelles, des angoisses collectives accompagnées de violences à l'encontre des Algériens considérés comme l'ennemi et comme le danger pour la survie, mais aussi contre le gouvernement français quand celui-ci s'était vu contraint d'amorcer des réformes politiques pour maintenir la présence française en Algérie.

Le terrorisme de ces ultras à l'encontre des Algériens ne fut donc pas un acte isolé. Les combattants de l'ALN réussirent pendant longtemps à tenir les populations pour les empêcher de répliquer et de céder à la vengeance aveugle. Ce ne fut pas toujours possible. Mais le FLN prouva sa bonne volonté à plusieurs reprises en apportant son soutien aux initiatives pour préserver les victimes civiles des deux communautés, alors que le gouvernement français opposa un refus catégorique.

Le 10 août 1956, à minuit moins le quart, un colis piégé déposé à la rue de Thèbes dans la Casbah d'Alger, pulvérisa les immeubles des numéros 8, 9, 9bis et 10. Dans l'immense trou, on releva des corps d'hommes, de femmes et d'enfants affreusement déchiquetés et mutilés, cueillis dans leur sommeil. Le bilan réel aurait été de soixante-

quinze morts. Dans leur rapport, les pompiers d'Alger exclurent toute cause accidentelle.

Cette attaque ne fut pas la première attribuée aux groupes ultras qui aimaient se dénommer « groupes contre terroristes ». En trois mois seulement, d'avril à juin 1956, ceux-ci s'étaient déjà attaqués d'une manière aveugle aux quartiers musulmans : à la cité Mahieddine, quartier pauvre situé en haut de Belcourt, aux bidonvilles à proximité de Bab El Oued et du Climat-de-France. Ils prirent aussi pour cibles les établissements des Européens soupçonnés de sympathie pour le FLN (librairie Kœchlin à deux reprises, *Alger Républicain*, la Librairie Nouvelle…). On plastiqua les locaux des associations algériennes (club sportif d'Alger, locaux de l'UGTA) et les entreprises appartenant à des Algériens (huilerie Tamzali à plusieurs reprises, usine de tabacs Bentchicou, transports Ménia puis Soufi, crèmerie Guellati, établissements Amal, etc.). On rapporta qu'un des membres de la famille Zerrouki reconnut l'auteur de l'attentat contre leur limonaderie d'El Biar et se vengea lui-même. Le photographe algérien Bellidam fut assassiné et son local fut par la suite plastiqué. Dans la même période, on releva des attaques similaires à Oran et dans d'autres villes.

Les terroristes sont connus

Les services du gouvernement général identifièrent aisément les auteurs de ces attaques, qui se cachaient à peine, derrière un groupe qui se faisait appeler le Comité antirépublicain des Quarante. On sut plus tard que ce groupe était animé entre autres par Achiary: ancien sous-préfet de Guelma et comprenait plusieurs officiers de police: Trouja (commissaire des RG, chef de la section mondaine), Lafarge (commissaire du 2e arrondissement d'Alger), Blusson (officier de police au commissariat central d'Alger), Duchamp (officier de police judiciaire du 2e arrondissement d'Alger), Lechelle (inspecteur au commissariat central).

Parmi les autres, se distinguaient Jean-Baptiste Biaggi et Mario Faivre, militants actifs de l'extrême droite française.

André Achiary est le plus connu. Il fut membre des réseaux de résistance gaullistes en Algérie, puis des services spéciaux à la Libération. Nommé sous-préfet de Guelma en mars 1945, il monta une milice de pieds-noirs armés par les militaires qui participa aux massacres de mai 1945. C'est lui qui mena la manifestation contre Albert Camus lorsque celui-ci vint à Alger en janvier 1956 pour lancer un appel à la trêve civile ainsi que les émeutes contre Guy Mollet en février 1956.

Jean-Baptiste Biaggi a été du mouvement royaliste puis a fait partie des réseaux de résistance contre l'Allemagne et a été déporté. Il intervient en Algérie surtout après 1959 où il est membre fondateur du Rassemblement pour l'Algérie française (RAF). Il rejoint les émeutiers de la semaine des barricades en janvier 1960, fit partie de l'OAS, et sera plus tard au Front national de Jean-Marie Le Pen.

Après l'attentat de la rue de Thèbes, les responsables du FLN intervinrent pour empêcher la population de sortir de la Casbah et de déferler sur les quartiers européens pour se venger. Le couvre-feu institué par les autorités françaises de minuit à cinq heures du matin fut avancé par le FLN à 8 heures du soir pour organiser une surveillance stricte du quartier.

Ceux qui revendiquèrent l'attentat de la rue de Thèbes ne furent pas les seuls. Trois groupes pratiquement indépendants les uns des autres agissaient à Alger : ceux d'Ortiz, de Kovacs, de Martel. Jo Ortiz était responsable du groupe armé qu'avait constitué le mouvement poujadiste, mouvement politique constitué en métropole qui regroupa surtout de petits commerçants et qui vira très vite vers l'extrémisme de droite. Jean-Marie Le Pen en fut un des députés. Ortiz fut accusé d'avoir organisé l'attentat au bazooka contre le général Salan le 16 janvier 1957. Il participa activement aux émeutes du 13 mai 1958 et à la semaine des barricades de janvier 1960. Membre actif de l'OAS, il est condamné à mort en 1961 avant d'être amnistié sept années plus tard.

Robert Martel était un agriculteur de la Mitidja, farouche ennemi des Algériens et de l'Islam. Il se déclarait ouvertement le défenseur de l'Occident chrétien contre l'Islam et le communisme. C'était à la fois l'esprit des croisades et le rejet de la République et de ses institutions. Martel brandissait comme emblème le cœur rouge avec la croix, celui des royalistes chouans qui furent les farouches opposants armés à la révolution française de 1789. Il fut l'un des organisateurs les plus actifs des émeutes du 13 mai 1958. Membre fondateur de l'OAS, il fut amnistié lui aussi en 1968. Il avait succédé à Boyer-Banse à la tête de l'Union française nord-africaine, un mouvement radical et violent que le gouverneur Robert Lacoste

avait été obligé de dissoudre. Ce mouvement, créé le 25 août 1955, regroupait à l'origine des fonctionnaires (le premier président Boyer-Banse était juge), des maires de quelques localités de la région d'Alger peuplées d'Européens (Koléa, Attatba, Ouled Fayet, Sidi Moussa, Kouba, etc.) et des activistes connus d'Alger dont Pérez et Georges Watin (dit la boiteuse) qui devint très célèbre plus tard dans l'OAS. Louis Boyer Banse fut expulsé d'Algérie en mai 1956. Il y retourna en 1958. Il décéda à Alger en 1964 où il était resté et il fut enterré au cimetière du boulevard Bru (aujourd'hui boulevard des Martyrs). Martel s'était vanté de diriger un mouvement de 17.000 adhérents dont plusieurs centaines étaient armés. Selon certains témoignages parvenus bien plus tard, une de ses fermes de la Mitidja aurait servi de lieu de torture et d'exécution pour les parachutistes qui y jetèrent dans des fosses communes les militants du FLN qui n'avaient pas survécu aux sévices.

René Kovacs était l'homme d'Achiarry. Ils avaient été tous les deux dans les services secrets de de Gaulle pendant la Seconde Guerre mondiale, et dont le chef avait été Soustelle. Après la dissolution de l'UFNA, Kovacs créa l'Organisation de la Résistance en Afrique du Nord (ORAF) (certains la dénommèrent Organisation pour le Renouveau de l'Algérie française), qui regroupa les ultras les plus extrémistes. Cette organisation noyauta les Unités territoriales, groupes paramilitaires légaux constitués de Français d'Algérie chargés de suppléer l'armée française pour les tâches de surveillance et de contrôle des lieux publics. Elle recruta en leur sein ce qui lui permit de s'approvisionner en armes et munitions. Ces éléments furent récupérés et utilisés par les militaires rebelles du 13 mai 1958. Ils furent plus tard les noyaux actifs de l'OAS.

La trêve civile fut sabotée

Relevons que ces groupes furent activement soutenus par une publication Le Courrier de la colère dirigé par le sénateur gaulliste Michel Debré qui deviendra le Premier ministre du général de Gaulle. Il donnera alors son accord pour les assassinats des militants algériens commis par les services secrets français à l'étranger et qu'on attribua à une mystérieuse La Main rouge pour détourner les soupçons. Il sera cité, mais sans preuves selon la justice, par Philippe Castille auteur de l'attentat au bazooka du 16 janvier 1957 comme ayant été un des commanditaires. René Kovacs le présenta comme un des membres clandestins de la direction politique de l'ORAF.

Ces groupes extrémistes déclenchèrent des actions meurtrières aveugles contre les Algériens et s'en prirent à des libéraux soupçonnés de sympathie envers le mouvement d'indépendance. Ils réclamèrent à grands cris l'exécution des combattants de l'ALN et condamnèrent toute mesure d'apaisement. Quand ils s'opposèrent aux intérêts du gouvernement français qui cherchait à maintenir sa présence en Algérie par une réforme d'inspiration néocoloniale, ils refusèrent tout compromis et rejoignirent les militaires nostalgiques dans l'OAS. Ils reprirent alors à grande échelle leurs attentats aveugles contre les Algériens et s'attaquèrent aux soldats restés fidèles au gouvernement français.

Pour éviter l'enclenchement du cycle de la violence meurtrière, le FLN soutint directement l'initiative de trêve civile lancée par des libéraux européens d'Algérie non sympathisants du FLN et à laquelle Albert Camus apporta publiquement son soutien. Cette initiative fut l'occasion d'une violente manifestation des ultras qui proférèrent des menaces de mort à l'encontre de l'écrivain. Le FLN assura même le service d'ordre de cette rencontre qui se tint à Alger en janvier 1956 et s'engagea auprès de l'écrivain à cesser toute opération risquant de toucher des civils européens, si le gouvernement français faisait la même promesse, et s'il n'exécutait pas les combattants du FLN. Guy Mollet et Robert Lacoste refusèrent tout engagement dans ce sens et menacèrent même les initiateurs de cette démarche. Germaine Tillon négocia en 1957 un accord dans ce sens qui fut accepté par le FLN et rejeté par le gouvernement français.

L'assassinat d'Amédée Froger

Le 28 décembre 1956 au matin, Amédée Froger était assassiné alors qu'il sortait de son domicile de la rue Michelet (aujourd'hui Mourad-Didouche). Celui-ci était le symbole des pieds-noirs les plus extrémistes, hostiles à tout changement du système colonial. Il s'était opposé avec violence aux timides réformes tentées par Lacoste. Membre influent de l'association des maires qui regroupait les plus farouches partisans du système colonial et de la généralisation de la violence contre les Algériens, il était maire de Boufarik.

Son enterrement, le 29 décembre 1956, fut l'occasion de ratonnades et d'assassinats aveugles d'Algériens dans les rues d'Alger. On tua par balles, au couteau, avec des barres de fer, on précipita des personnes dans le vide sur les quais du port, on lyncha les passants, on incendia des voitures avec leurs passagers restés à l'intérieur. On s'en prit aux Algériens qui se trouvaient sur le passage du cortège et aussi à tous ceux qui ne s'étaient pas terrés dans leur quartier et vaquaient librement à leurs occupations. La violence fut partout dans la ville. Elle fut décuplée lorsqu'on découvrit une bombe placée dans le cimetière.

Le matin même de l'assassinat, on accusa officiellement le FLN, et les groupes terroristes appelèrent à la vengeance et surtout demandèrent l'intervention de l'armée pour protéger la population européenne menacée.

Les 28 et 29 décembre des bombes explosèrent dans Alger, dont trois visèrent des églises.

Des années plus tard, après l'indépendance, Yacef Saadi qui était chef des groupes armés du FLN à l'époque des faits, déclara publiquement dans une émission télévisée sur une chaîne française à Roseau, ancien du mouvement étudiant pied- noir : « Je vous donne ma parole d'honneur que ce n'est pas le FLN qui a assassiné Amédée Froger. » Pus tard Yacef dans ses écrits apporta des arguments. Le FLN avait été accusé par une organisation extrémiste (le Comité d'entente des anciens combattants et cadres de réserve d'Algérie), quelques minutes à peine après l'attentat, avant toute enquête et toute réaction des services de police. Le FLN n'avait donné aucun ordre d'exécution et aucune opération ne pouvait se faire sans son instruction. Aucun acte isolé n'était possible. Selon l'enquête de police, l'assassin avait au moins un complice qui conduisait une traction avant, immatriculée 362 AR 91, et qui l'attendait à l'angle

ARRETE PAR LE 1er R.E.P.

BADÈCHE BEN HAMDI
EST L'ASSASSIN
DU PRÉSIDENT
AMÉDÉE FROGER

Nous avons annoncé, dès le février, l'arrestation de l'assassin du président Amédée Froger par des éléments du 1er Régiment étranger de parachutistes, au cours d'une opération dans la cité Mahieddine.

Les légionnaires ont brillamment réussi leur coup de filet lancé dans la nuit du 25 au 26 février. C'est ainsi qu'ils ont réussi à mettre la main sur le meurtrier du Maire de Boufarik.

Il s'agit de Badèche ben Hamdi, né en 1927 à Ouled-Slimane (fraction Brahnia).

Badèche était docker

Badèche ben Hamdi

MAIS IL NE
DRA PAS A

TUNIS (d.n.c.p.)
midi, à 17 h., M. G
bassadeur de Fran
longuement entret
gham, vice-présiden
nisien. L'objet de
sur la situation p
aire, sur les probl
entre les deux pa
chain voyage à P
ministre des Fina

D'autre part,
commun du gouv
et libyen annonç
nia que le préside
est parti dimanc
se rendra pas à T
vu, le 8 mars. Il
ment Tunis le 1
voyage en Côte
rendra dans la
après les fêtes d
s-dire dans les
mai.

Cependant, da
ciels tunisiens,
les fêtes de l'Ind
ne, entre le 24
Bourguiba se
peut-être à Ma

Amédée Froger

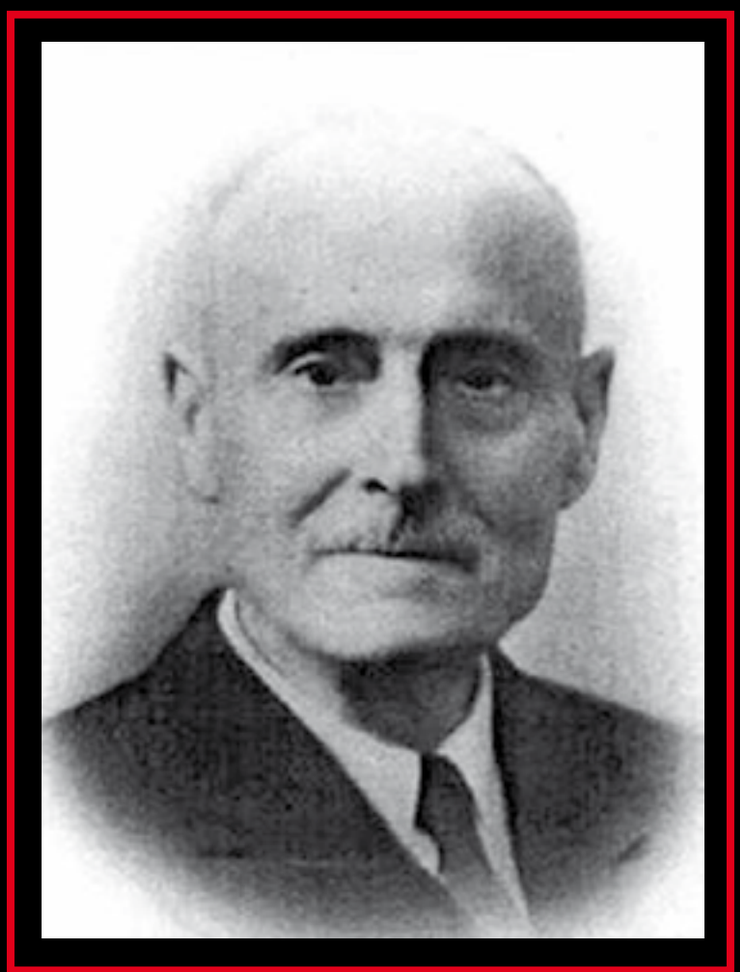
de la rue Auber et de la rue Edgar-Quinet. On ne poursuivit pas les recherches dans ce sens. Pour Yacef qui avait interdit à tous ses militants de sortir dans la rue, ceux qui avaient placé la bombe au cimetière devaient nécessairement avoir des complicités et connaître les détails de l'enterrement, dans un lieu étroitement surveillé et où il était impossible à tout Algérien d'approcher. Aujourd'hui, Yacef Saadi accuse des éléments de l'Armée et des groupes ultras d'avoir commandité cet assassinat et d'avoir incité les Européens à tuer des Algériens afin d'empêcher toute réforme et surtout d'obliger le pouvoir politique à faire appel à l'armée pour déclencher une guerre sans merci contre le FLN et contre les Algériens. Cela était dans la continuité de leur démarche de toujours : combattre avec la plus grande violence toute révolte des Algériens en les terrorisant, saborder la moindre réforme du gouvernement, briser toute tentative de rapprochement des communautés. Yacef nia toute implication dans les attentats contre les églises à un moment où les représentants des cultes chrétiens dénonçaient la répression contre les Algériens et où nombre d'entre eux apportaient un soutien humanitaire aux populations auprès desquelles elles jouissaient d'une grande sympathie. Pour lui l'assassinat d'Amédée Froger fut un complot soutenu par les militaires qui visait l'intervention de l'armée pour suppléer une police dépassée. Le 7 janvier 1957, le ministre résident, Robert Lacoste confia tous les pouvoirs de police aux parachutistes du général Massu.

La justice militaire inculpa un innocent totalement non concerné Badèche Ben Hamdi qui fut guillotiné. Yves Courrière reconnut son innocence en attribuant l'exécution à Ali la Pointe.

Boualem Touarigt

Ali La Pointe

UN GRAND DIRIGEANT DES ULTRAS EST RESTÉ EN ALGÉRIE APRÈS L'INDÉPENDANCE ET IL Y EST ENTERRÉ



Louis Boyer Banse est arrivé en Algérie à l'âge de six mois, en 1879. Il a été tour à tour avocat à Orléansville (aujourd'hui Chlef), puis magistrat. Il a été très longtemps fonctionnaire du gouvernement général. En 1955, il est à l'origine de la création de l'Union française nord-africaine, un mouvement radical extrémiste qui s'opposait aux tentatives de réformes initiées par le gouvernement français. Il dirigea aussi une publication colonialiste très opposée au gouvernement. Par exemple, il était le partisan résolu du maintien du système des deux collèges et refusait toute amélioration du sort des Algériens. Sa violence fut telle que le gouverneur Robert Lacoste avait été obligé de prononcer sa dissolution. Ce mouvement avait regroupé des représentants des petits colons de la Mitidja partisans de la manière forte contre les Algériens. Beaucoup d'entre eux se retrouvèrent ensuite dans l'OAS.

Louis Boyer Banse fut expulsé d'Algérie en mai 1956. Il y retourna en 1958. Il décéda à Alger en 1964 où il était resté. Il est enterré au cimetière du boulevard Bru (aujourd'hui boulevard des Martyrs).

Janvier 1956

QUAND LE FLN PROTÉGEAIT ALBERT CAMUS CONTRE LES ULTRAS

Le 21 janvier 1956, s'est tenue au Cercle du Progrès à Alger, appartenant à l'Association des oulémas, une importante conférence qui avait regroupé des intellectuels libéraux français et des personnalités algériennes. A la tribune ont siégé Albert Camus et ses amis de Maisonseul, Charles Poncet, Emmanuel Roblès, Miquel, ainsi que le père Cuoq, le Dr Khaldi et Ferhat Abbas. Parmi les organisateurs de cette rencontre, des personnalités algériennes qui jouèrent un grand rôle pour son succès : Mohamed Lebjaoui et Amer Ouzegane. Ces derniers étaient membres du FLN, mais leurs interlocuteurs ne le savaient pas. En fait, le FLN a appuyé cette démarche d'intellectuels pieds-noirs non partisans du FLN qui cherchaient à obtenir un accord pour préserver les civils. Il permit sa tenue en assurant le service d'ordre par ses propres militants contre une foule d'extrémistes européens déchaînés qui proférèrent des menaces de mort contre Albert Camus et ses amis.

Par Boualem Touarigt

Albert Camus

En 1955, Albert Camus, comme il le dira plus tard, avait « mal à l'Algérie ». Il n'a pas pris position pour l'indépendance comme il n'a pas condamné fermement le système colonial. Journaliste à *Alger Républicain*, il avait réalisé en 1938 des reportages poignants sur la situation des paysans de Kabylie, relatant la grande misère qui les frappait.

Il condamnait l'attitude d'un certain colonat. Il comprenait que la révolte des Algériens était nourrie de l'injustice et de la répression. Surtout, avec une grande lucidité, il était conscient que l'Algérie allait, d'après lui, à la catastrophe par l'engrenage de la violence que la répression avait déclenché. Il n'avait pas condamné fermement et clairement les méfaits de la colonisation bien qu'il en eût dénoncé les conséquences sur les conditions de vie des Algériens. Il ne prit pas position pour l'indépendance de l'Algérie, n'apporta pas son soutien au FLN. Il était surtout désespéré par l'attitude des groupes extrémistes européens qui influaient négativement sur le petit peuple des Français d'Algérie. Il souffrait du fossé qui se creusait entre les deux communautés. Il voulait ouvrir les yeux de ses compatriotes avant qu'il ne soit trop tard, et éviter que le petit peuple des Français d'Algérie, à qui il était si attaché, ne suive ceux qui cherchaient à opposer dans une lutte sanglante deux communautés qui vivaient ensemble. S'il reconnaît dans une certaine mesure que la guerre de libération (il parle de « l'insurrection des Arabes ») résulte dans une large mesure de l'injustice infligée aux Algériens, il ne ménage pas non plus le FLN qu'il accuse de pratiquer la terreur.

Camus dénonce la misère des Algériens mais ne condamne pas le colonialisme

Parmi les libéraux européens d'Algérie, il représente une tendance particulière qui refuse de condamner le colonialisme et d'appuyer la revendication de l'indépendance et qui est surtout préoccupée par la coexistence pacifique des deux communautés. Au cours d'une rencontre de personnalités européennes organisée à Alger en mars 1955 à l'initiative notamment du professeur Mandouze, un groupe comprenant des proches de Camus, Charles Poncet, de Maisonseul,

Ferhat Abbas

Miquel, Simounet refuse de condamner la colonisation et appelle au rapprochement des communautés. Pour eux, la répression doit cesser et les attentats du FLN aussi. Poncet aurait défendu à cette rencontre la position de Camus : « Si nous voulons être efficaces, nous devons expliquer aux pieds-noirs dont nous sommes, la nécessité de comprendre la rébellion. »

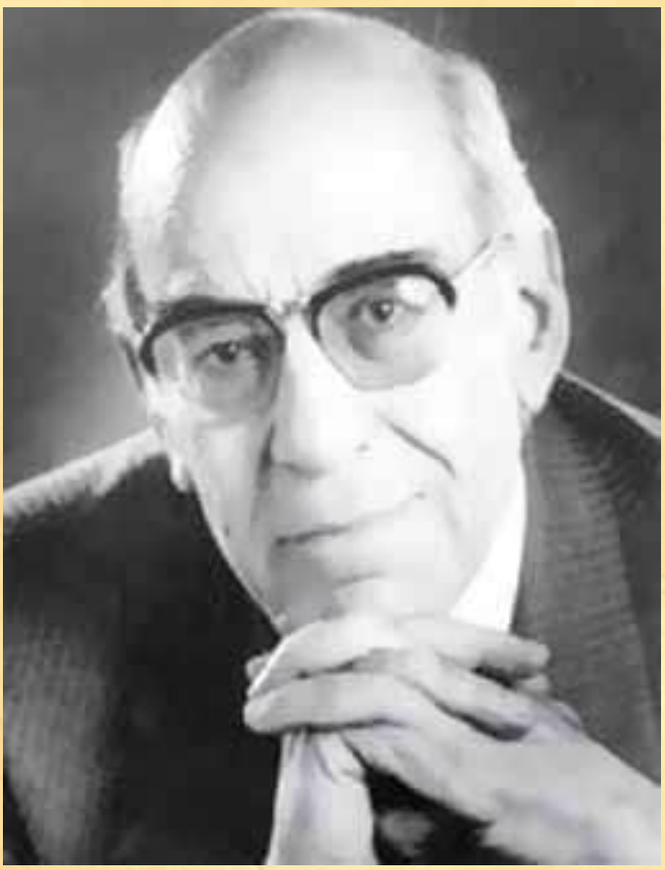
André Mandouze et Pierre Chaulet représentaient l'autre tendance. Ils avaient essayé depuis plusieurs années de rassembler des associations diverses et de réunir des personnalités de différentes tendances, des Algériens de différentes confessions : des étudiants de l'AEMAN, des Scouts musulmans et même des jeunes du MTLD, il y avec eux des Algériens engagés dans le mouvement national tels que Lamine Khène, Omar Lagha, Mahfoud Kaddache, Salah Louanchi et aussi Pierre Popie et Pierre Roche. Ce groupe se retrouve dans l'Association des jeunes Algériens pour l'action sociale (AJAS). Avec le professeur Mandouze, ils fondent la revue *Conscience maghrébine*. Il y aura avec eux d'autres Algériens activant déjà dans le domaine politique : Benkhedda, Yazid, Boulahrouf, Dahlab, Draréni, Benyahia, Harbi.

En septembre 1955, Charles Poncet reçut un soutien, en fait attendu et espéré d'Albert Camus qui lui faisait part de son désarroi. Il envisagea alors de lancer l'idée d'une trêve civile, une tentative d'imposer au FLN et au gouvernement français un accord pour empêcher les attaques contre les civils. Il espérait que le prestige d'Albert Camus aiderait cette initiative et pousserait les Européens d'Algérie à se rapprocher des Algériens et à ne pas suivre les extrémistes.

Charles Poncet et ses amis s'adressent à un groupe d'Algériens avec qui ils sont en contact, notamment au sein de l'association *Les amis du théâtre d'expression arabe :* Amar Ouzegane, qui a été comme Camus militant du Parti communiste algérien dont il a été exclu pour dérive nationaliste, Mohamed Lebjaoui, Boualem Moussaoui, Mouloud Amrane. Ils formeront ensemble le premier noyau du comité pour la trêve civile. Ouzegane et Lebjaoui ne cachent pas leur sympathie pour le FLN, mais taisent leur appartenance au Front où ils travaillent sous le contrôle direct de Ramdane Abane. Celui-ci poussait les intellectuels du Front à convaincre des personnalités d'origine européenne de la justesse de leur cause et surtout à les amener à faire prendre conscience aux autres Européens de la nécessité de mettre fin aux inégalités du système colonial. Il voulait contrer la propagande officielle qui faisait passer les militants du FLN pour des fanatiques xénophobes, non respectueux de la personne humaine. Il espérait ainsi grossir le rang des libéraux qui alors auraient pu influer sur le gouvernement français pour ouvrir des négociations.

Le vendredi 16 décembre dans son éditorial de *L'Express*, Camus parle de la « trêve de sang ». Il critique vertement la politique de Soustelle qu'il considère comme responsable de l'extension de la violence : « On ne peut donc rêver

Emmanuel Roblès



d'échec plus complet ni plus misérable. » Il lance son idée d'une trêve en ce qui concerne les populations civiles : « C'est au gouvernement général de proposer la trêve d'humanité. »

L'idée de la trêve civile est lancée et on fixe la date du 21 janvier 1956 pour tenir une conférence sur la question. Camus insiste pour que lors de cette rencontre son appel soit relayé par des personnalités algériennes et européennes qui y participeront et interviendront en même temps que lui.

Camus est menacé de mort par des pieds noirs

Albert Camus reçoit aussitôt des menaces. Il est conscient que la partie est difficile et même risquée. Le Front Républicain, qui a fait campagne pour la paix en Algérie a remporté les élections législatives. Il ne pourra pas s'imposer aux élus européens d'Algérie qui sont contre le collège unique et contre toute mesure d'ouverture qui toucherait le rôle politique dominant de la minorité européenne. Les nationalistes algériens modérés, qui n'étaient pas contre une évolution graduelle de la situation, radicalisent leurs positions pour l'indépendance et se rapprochent du FLN. Albert Camus est conscient des risques et de la grande difficulté d'aboutir à un résultat. Il tient, comme par acquis de conscience, à exprimer ses positions pour le rapprochement entre les communautés et à agir dans une voie nouvelle pour limiter autant que possible l'effusion de sang.

Le mercredi 18 janvier, Camus arrive à Alger. Il participe aux réunions préparatoires qui se tiennent le vendredi au Cercle du progrès, dépendant de l'Association des oulémas. Etaient présents des hommes d'église tels que l'abbé Tissot et le pasteur Capieu et aussi Lebjaoui, Ouzegane, Moussaoui, Amrane. On se met d'accord sur le contenu de l'appel qui sera lancé. On charge l'écrivain Emmanuel Roblès de présider la rencontre avec à ses côtés à la tribune Albert Camus, Ferhat Abbas, le père Cuoq, le docteur Khaldi.

L'annonce de cette rencontre déclenche aussitôt des réactions violentes des extrémistes européens qui appellent à une manifestation hostile. Un ami d'Emmanuel Roblès, le commissaire Gonzalès des renseignements généraux, contacte confidentiellement l'écrivain et lui fait part des grands risques qu'il encourt avec ses amis. Il lui recommande de ne pas tenir la réunion à la salle de la mairie comme prévu. Les groupes extrémistes ont décidé de saborder la rencontre à tout prix et ils sont décidés à utiliser la violence.

Le FLN assure la sécurité de la rencontre

Mohammed Lebjaoui propose alors de tenir la rencontre au Cercle du progrès de l'Association des oulémas, à la rue du divan près de la cathédrale (ancienne mosquée Ketchaoua). Il organisera lui-même le service d'ordre. Le FLN allait mobiliser 1.200 militants résolus qui avaient reçu pour mission de protéger à tout prix Camus et les participants tout en évitant l'émeute et l'affrontement avec la police ou avec les ultras qui avaient décidé d'être présents en force.

Au cours d'une réunion préparatoire, Albert Camus s'était ouvert aux organisateurs: « Notre but est que le FLN et le gouvernement français acceptent d'épargner les civils. Est-ce que le FLN acceptera ? » Au cours d'une discussion qui eut lieu dans un lieu privé la veille de la rencontre, Lebjaoui aurait révélé ses liens avec le FLN sans préciser ses responsabilités. Il aurait promis

Amer Ouzegane

une réponse de la direction du FLN pour le lendemain. Lebjaoui s'était montré sceptique et s'en était ouvert à Camus. Il était convaincu que le gouvernement français n'accepterait pas l'initiative. Il avoua que le FLN considérait que la répression contre la population civile algérienne était l'élément essentiel de la stratégie du gouvernement français en Algérie et la condition de la politique de pacification. Mais le Front voulait montrer sa bonne volonté et encourager toutes les initiatives qui pouvaient réduire les souffrances et obliger les autorités françaises à ouvrir des négociations. Le dimanche après-midi, juste avant l'ouverture de la conférence, Lebjaoui apporta la réponse du FLN. Celui-ci était prêt à épargner les civils sur tout le territoire si le gouvernement français prenait le même engagement. Ce fut un immense encouragement pour Camus qui renforça sa résolution. Une des deux parties, celle de ceux qu'on traitait d'assassins et de terroristes fanatiques, acceptait à l'avance. La moitié du chemin était assurée.

Quand la conférence s'ouvre, tout le monde est inquiet. Camus l'est en particulier. Pour sa personne, puisqu'il a reçu des menaces directes et que les services de police l'avaient dissuadé de tenir sa rencontre. Il ne voulait surtout pas que son initiative déclenchât des violences, ce qui l'aurait profondément traumatisé. Lebjaoui l'avait rassuré : le service d'ordre sera à la hauteur. Le FLN avait alors désigné des militants résolus avec une mission délicate : assurer la protection totale de Camus et de ses invités à n'importe quel prix, mais sans utiliser d'armes et en même temps rester suffisamment disciplinés, dissuasifs et maîtres de soi pour éviter l'affrontement avec les forces de l'ordre et ne pas répliquer violemment aux provocateurs. De nombreux CRS sont disposés à la limite de la place du gouvernement. Les militants du FLN tiennent les alentours et surveillent le lieu. Ils sont partout, en plusieurs cercles, interdisant toute infiltration et assurant même de loin la protection des invités. C'est un service d'ordre exceptionnel et parfaitement organisé. Personne n'approcha du Cercle du progrès et les invités purent arriver et repartir en toute sécurité. Parmi le service d'ordre, il y avait des militants de choc du FLN qui s'acquittèrent au mieux de cette mission pour eux inédite.

Un déchaînement de haine

Les ultras sont là, plus d'un millier ayant répondu aux appels des différents groupes extrémistes de l'UFNA, Ortiz, Achiary, Goutailler. Les insultes et les menaces pleuvent: « A mort Camus! » Des pierres pleuvent et quelques-unes seulement arrivent aux fenêtres de la salle. Mais il est impossible d'approcher.

L'assistance est dans l'angoisse générale. Albert Camus lit son texte d'une manière un peu précipité. A la tribune, il y a Emmanuel Roblès qui préside, de Maisonseul, le père Cuoq, le Dr Khaldi. Ferhat Abbas, pris dans l'effervescence qui entoure le lieu de la réunion, arrive en retard, conduit et protégé par le service d'ordre du FLN. A son arrivée, Camus se lève et lui donne une longue accolade sous les applaudissements d'une assistance soulevée par l'émotion. Il conclut son appel en rappelant le but de la rencontre : « Obtenir que le mouvement arabe et les autorités françaises, sans avoir à entrer en contact, ni à s'engager à rien d'autre, déclarent simultanément que pendant toute la durée des troubles la population civile sera, en toute occasion, respectée et protégée. » Après quelques autres interventions, Roblès lance solennellement l'appel à la trêve civile. Les participants quittent précipitamment la salle, protégés par un service d'ordre imposant dont les différents groupes protègent le retour de chaque participant. Les ultras ne purent à aucun moment ni approcher le lieu ni

Au premier plan, Albert Camus 2eme à partir de la droite

s'en prendre à l'un des participants.

Le lendemain Soustelle, encore gouverneur général pour un court moment, prie Camus de venir le voir. L'écrivain sera fortement secoué par les propos qu'il entendit: « Que les choses soient bien claires: pas question d'épargner les demi-pensionnaires, ceux qui la journée sont à la charrue et qui la nuit prennent le fusil contre nous… » Soustelle exprimait alors les positions des partisans de la pacification : tous les civils étaient suspects.

La fin de non-recevoir du gouvernement Français

Une fois Camus reparti, les membres du comité pour la trêve civile (de Maisonseul, Roblès, Miquel, Chentouf, Amrane, Moussaoui) demandèrent une entrevue au gouvernement général. Ils furent brièvement reçus par Guy Mollet, bloqué à Alger par la manifestation des ultras à laquelle il venait de céder en revenant sur la nomination de Cartroux comme gouverneur général. Le chef du gouvernement leur tint un discours évasif, confus et plein de contradictions. Il hésitait toujours sur la conduite à tenir, entre les choix politiques sur la base desquels il avait été élu, mais craignant d'adopter des positions fermes face aux ultras. Il demanda à ses interlocuteurs de maintenir des contacts avec le FLN, mais sans donner aucun engagement officiel du gouvernement français. Il leur déclara même qu'il nierait avoir tenus de tels propos si on les répétait. Des années plus tard, Charles Poncet raconta combien ils sortirent désabusés et même atterrés selon lui, de cette entrevue. Il révéla que Miquel et Chentouf avaient été appelés en tant que représentants de la nouvelle Fédération des libéraux par Lacoste qui leur aurait dit : « Si je vous trouve sur mon chemin, je vous briserai comme les autres. »

En mai 1956, de Maisonseul sera arrêté à Alger pour appartenance à une organisation subversive (cette même Fédération des libéraux), en fait pour avoir fait partie du Comité pour la trêve civile. Il obtiendra un non-lieu le 10 juillet 1957.

Albert Camus s'était heurté à l'hostilité, aux menaces et au déchaînement de haine de ses compatriotes pieds-noirs lorsqu'il lança son initiative de trêve civile. Il n'avait pas pris position pour l'indépendance de l'Algérie et il lui était arrivé de condamner les actions du FLN.

Boualem Touarigt

Abdelkader Blidi dit Mustapha, fils et frère de Chahid

UN DES DERNIERS RESCAPÉS DU COMMANDO ALI KHODJA

Par Leila Boukli

Portrait

Commando Ali Khodja dirigé par le commandant Azzedine,
seul survivant Abdelkader Blidi (4e assis à partir de la droite)

Rien dans l'allure ni dans les propos et actes de Abdelkader Blidi dit Mustapha ne laisse deviner la souffrance et les privations subies dans l'enfance, si ce n'est ce regard bleu intense qui se durcit en évoquant pour nous, du haut de ses 77 ans, les souvenirs les plus amers d'une prime jeunesse vécue à Hamlelli, douar distant d'une quinzaine de kilomètres de la ville de Blida, dans les monts de Chréa, où échoue à la recherche de travail un père provenant de Ain Oussera.

Il y épouse Zhor Azzouz Belhaddi. De cette union naîtra une fratrie de trois enfants. Deux garçons et une fille, qui connaîtront ces terribles compagnons du colonisé que sont le froid, la faim, l'ignorance, la misère, l'humiliation…

De sa mère qu'il adule, Mustapha se souvient des réveils avant el fadjr, pour aller rouler des quintaux de couscous chez Ricci, un fabricant de pâtes alimentaires établi à Blida. Il garde de son père le souvenir d'une ombre furtive, travaillant chez le colon, qui n'offrait ni gite ni logis, pour un salaire de misère. Ce père avait pour couche la terre, humide ou sèche, et pour toit le firmament, brûlant ou glacial. « Il dut un jour, raconte-t-il, affronter une meute de chacals, pour une portion de territoire. » Il s'en souvient comme d'un étranger de passage. « Il venait une fois par quinzaine, voire une fois par mois. Je ne l'ai donc pas suffisamment connu pour lui dire les mots que les enfants disent à leur père, ni entendre de lui la voix grave qui apaise les tourments enfantins. » Mais ce ne sera pas sa seule frustration. « Un des moments les plus dramatiques et les plus humiliants de toute ma vie est cette rentrée avortée à l'école, où une perfide « amie » de ma mère devait m'inscrire et que je n'ai jamais fréquentée. » Cet épisode malheureux le plonge, comme ses compatriotes, dans la plus terrible damnation coloniale, la malédiction des pauvres, l'obscurité intellectuelle. Pas plus de succès à l'école coranique où, dira-t-il, « nous passions moins de temps sur la natte de raphia où nous apprenions à lire les premiers versets du coran écrits au smarkh sur elleuh que durant le trajet ».

Portrait

A cette époque, manger pour vivre était un luxe, le peuple algérien se contentait donc de survivre des quelques sous vaillants gagnés péniblement par la famille. Certains ravalaient par nécessité leur fierté et allaient jusqu'à faire dès l'aube du porte-à-porte pour mendier quelque pitance.

« La mort dans l'âme, mon frère et moi, avons découvert que le pain perdu utilisé dans ce plat traditionnel appelé Tchekhtchoukha provenait de l'humiliation que s'infligeait vaillamment une de nos tantes veuves, à demi aveugle qui vivait chez nous. »

Cette découverte fortuite les anima, malgré leur jeune âge à redoubler d'efforts. L'absence de « non-travail » les incitant à être inventif. C'est ainsi qu'ils se transforment en revendeur de beignets, de galette, de bois ramassés dans les forêts, d'herbes aromatiques arrachées sur les rives des oueds où encore se faisaient recruter dans les différents jardins ou vergers pour les cueillettes ou les vendanges, sous les insultes, vitupérations, crachats jusqu'au fouet qui lacère et mord la chair. Mais rien de comparable à ces bleus de l'âme, incrustés à jamais dans la mémoire, telle cette baffe magistrale, collée par un flic du nom de Raymond, pour l'avoir tutoyé, lui qui ne connaissait que quelques bribes de français, quand il lui demanda ses papiers. «

Etat Major wilaya IV, debout de dr. à g.: Colonel Ouamrane, Rachid dit Max, Ali Khodja, Si Smain Mokrani, Si Lakhdar, Si M'hamed, Si Salah Assis, de g. à dr.: Djeha, Abdelkader Kebdi, Ahmed El Boucher, Faradj Mohamed, Abderrahmane Laala, Capitaine Boualem

Photo souvenir. Troupe artistique

Mustapha Blidi 2ème à partir de la droite à l'Hopital, visité par ses amis sans ses

Portrait

Cette gifle m'a donné à réfléchir sur le comment et le pourquoi, je ne laisserai plus jamais un de mes semblables répéter ce geste !»

« Ces humiliations, nous les vivions comme une fatalité et ce jusqu'aux années 1940 où dans une coopérative de Boufarik, je rencontre pour la première fois de ma vie des militants nationalistes. Le PPA et le MTLD prenaient de l'épaisseur et leur importance grandissait auprès des Algériens. Benzaki, Mustapha S'taïfi, qui a été guillotiné, Souidani Boudjemaa, Kaddour el Mâascri, Si Ali Ben Korban, Si Tayeb El Djoghali que je retrouverais plus tard en Wilaya IV, des noms de légende pour moi à l'époque. C'est à leur contact que je finis par comprendre que le Français n'est plus l'autorité, mais l'indu occupant de mon pays. J'ai quitté mes oripeaux de colonisé quand j'ai accompli mes premières actions de sabotage ; j'ignorais, alors que je militais à l'insu de mon père et de mon grand frère morts aux combats tous les deux, qu'eux aussi s'étaient engagés dans les rangs de la glorieuse Armée de libération nationale.

Ma première action de fidaï se situe en 1955 où je reçois l'ordre du nidham (organisation) d'exécuter le directeur d'une coopérative où j'avais travaillé. Puis, afin de me procurer une arme, comme l'avaient exigé de moi mes responsables à Zbarbar où j'avais rejoint le maquis, j'opère une seconde fois, au tribunal de Blida où secondé par Abdelkader Salhi, je récupère de haute lutte une MAT 49 et regagne Palestro où je suis affecté chez cheikh Messaoud dans une section de 45 à 50 combattants. Tout ce que je n'avais pas appris à l'école, je l'ai appris au contact de Boualem Oussedik, Ali Lounici, Omar Oussedik, Si Azzeddine, chef du commando, Abderrahmane Laâla, Si Mohand Améziane qui est mort à Lemssayef et, plus tard, des centaines d'autres djounoud, mes frères de combat, dont beaucoup ne sont plus. J'ai été blessé trois fois et la plus grave a été au cœur. C'était à la bataille de Riacha, à proximité de Bousken contre la légion étrangère, l'élite de l'armée française. Le 1er mars 1958, à Champlain, se déroulait pour trois jours une réunion du conseil de la Wilaya IV sous la présidence de Si M'Hamed, alors commandant intérimaire. Il était entouré

A leur sortie de prison, à droite Yacef Saadi, Colonel Bencherif, Ould Hocine Chérif officier ALN, Mustapha Blidi, Salah El Houaoui.
Assis à gauche Moussaoui Mohamed, Berkani Mohamed à Geneve Café des portails rue de la Cervette

Assis à droite M'hamed Bouguerra, colonel wilaya IV, Mokrani dit Si Lakhdar. 3ème à droite entouré de compagnons d'armes

du commandant Si Lakhdar, des capitaines Boualem Ousseddik du service propagande et information(SPI), d'Ali Lounici, du chef de compagnie Si Abdelaziz, chef du commando Ali Khodja, lequel était chargé de la sécurité de la zone, promu lors de cette rencontre au grade de capitaine de la zone 1. La réunion terminée, le commando s'ébranle vers Oued El Malah. Alors qu'il devait partir avec Si M'hamed Bougara, le commandant Si Lakhdar décide de venir avec nous. Il est 4h du matin, le 4 mars 1958, lorsqu'un moussebel nous informe que l'ennemi se déploie en tenailles vers le lieu où nous nous trouvons. Le commando se scinde en trois groupes et prend position sur les crêtes de Riacha. Si Lakhdar se positionne à proximité du mausolée de Sidi Abdelkader, pas loin de la dechra de Ouled Touati. Si Azzeddine contourne la crête et installe les fusils-mitrailleurs pour couvrir le commando ; légèrement plus bas, la katiba de cheikh Messaoud prend position. Les paras accrochent la section de Si Lakhdar. Le choc est violent ; le commando passe ensuite à l'offensive et bouscule les rangs ennemis, qui escaladaient le relief accidenté, progressant vers Si Lakhdar, ils sont accueillis par un tir nourri des FM Bar. L'accrochage est sévère et dur. Nous redoutions qu'une escadrille de l'aviation arrive et prenne pour cibler le mausolée de Sidi Abdelkader. Si Lakhdar réussit à repousser l'assaut terrestre ennemi vers le bas de la crête. Quatre de nos compagnons sont brûlés au napalm. Le spectacle est insoutenable. Des trombes de feu enflamment le ciel, une bombe de napalm tombe, vitrifie le sol, réduit en cendres tout ce qu'elle atteint. En moins de temps qu'il ne faut pour le dire, il ne restait de nos compagnons que des squelettes blanchis. L'avant-bras de notre chef Si Azzeddine est littéralement déchiqueté par une rafale de mitraillette 12/7. Alors que je tentais de le tirer vers moi, une roquette explose et m'éjecte à plus d'une dizaine de mètres sous un amoncellement de terre pulvérisée. Je venais de recevoir un éclat à quelques centimètres du cœur. Sous une pluie diluvienne, nous prenons la direction du djebel Boulegroune dans la région de Souagui, au sud-est de Médéa, où nous arrivons de nuit. Si Azzeddine, malgré sa blessure,

Yazid M'hamed, ministre de l'info GPRA. Mohamed Blidi en arrière plan détaché de la frontière Etat Major Est

Commando Ali Khodja. Zone 1 Wilaya IV

Portrait

dresse le bilan des pertes. Mohamed Bouldoum, Smaïn, Tewfik Bouri et d'autres combattants, dont les noms m'échappent, tombent au champ d'honneur. L'ennemi nous traque et passe à l'offensive vers 6h du matin. Hocine Kouar et Beryanou, de son vrai nom Ali Yahi, donnent l'alerte. Les forces adverses sont en nombre et viennent de partout, de Champlain, de Aïn Bessam, de Thlatha Djouab, de Bousken. Elles se déploient en tenailles qui vont bientôt fermer leurs mâchoires sur nous. Le ciel s'étant dégagé, l'aviation se met de la partie et noie la zone sous des gerbes de napalm. Si Abdelaziz et les frères Kartali tombent héroïquement, le commandant Si Lakhdar, en plus de sa blessure de la veille, reçoit neuf éclats d'obus au niveau des reins et git sur un brancard. Nous décrochons vers 17h vers Ouled Znim, mais sommes surpris par une embuscade tendue par une unité de Chérif Ben Saïda et son adjoint Hamma des ralliés très dangereux, connaisseurs du terrain et de nos techniques de combat. L'assaut tourne à notre avantage. Nous atteignons Oued Znim où l'accueil que nous réserve la population est à la hauteur de notre épuisement. Si Lakhdar rend l'âme, Si Azzeddine et Si Abdenour sont à son chevet. Après l'enterrement de notre commandant, nous rejoignons Ouled Bouachra où tombera quelque temps plus tard le colonel Si M'Hamed. Je passe en Wilaya V. On m'a ligoté sur le dos d'une mule dans une espèce de brancard bricolé. Nouvelle embuscade, ma mule prend la fuite, m'emportant dans sa course à travers bois et ravins, durant deux jours. Des villageois me retrouvent évacué sur Figuig, je suis transféré à la base 15 où se trouve le colonel Boumediene et de là admis à l'hôpital. Condamné par la médecine locale, je suis remis aux soins du Croissant-Rouge algérien. Le colonel Si Saddek, ancien responsable de la Wilaya IV, donne des instructions pour mon évacuation en urgence à Tunis, via Madrid et Rome. Le professeur Tedjini Haddam m'opère. Je reste dans le coma neuf mois, et ne dois la vie qu'à l'acharnement médical du professeur Haddam.

Plus tard, quand Si Azzeddine reconstitue la Zone autonome d'Alger, je prends la résolution de rentrer et de faire ce qu'il y avait à faire. Le cessez-le-feu étant signé, la guerre contre l'OAS se poursuivait. »

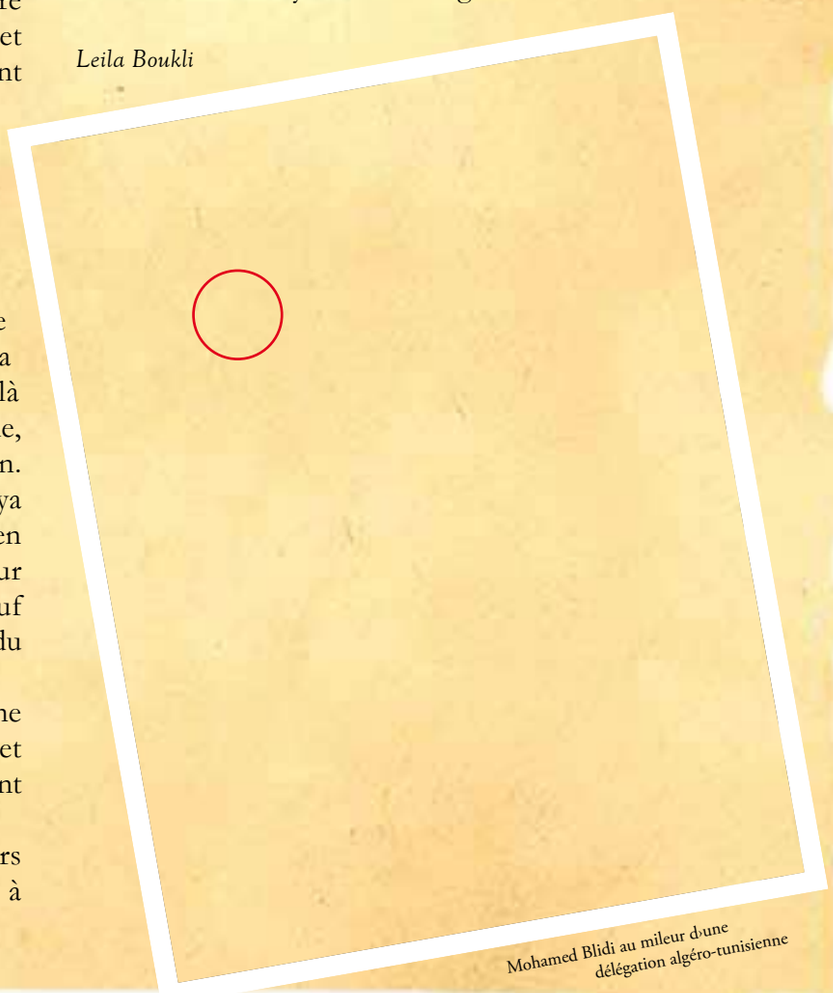
Abdelkader Blidi dit Mustapha est l'un des derniers survivants du commando Ali Khodja. Démobilisé à l'indépendance, il se lance dans le commerce à Alger, puis entame une carrière de diplomate qui durera vingt ans à la mission permanente à Genève.

Marié à une Franco-suisse Arlette-Amina, il surfe pour des raisons de santé – il a toujours son éclat d'obus à quelques centimètres du cœur –, entre Genève et Alger.

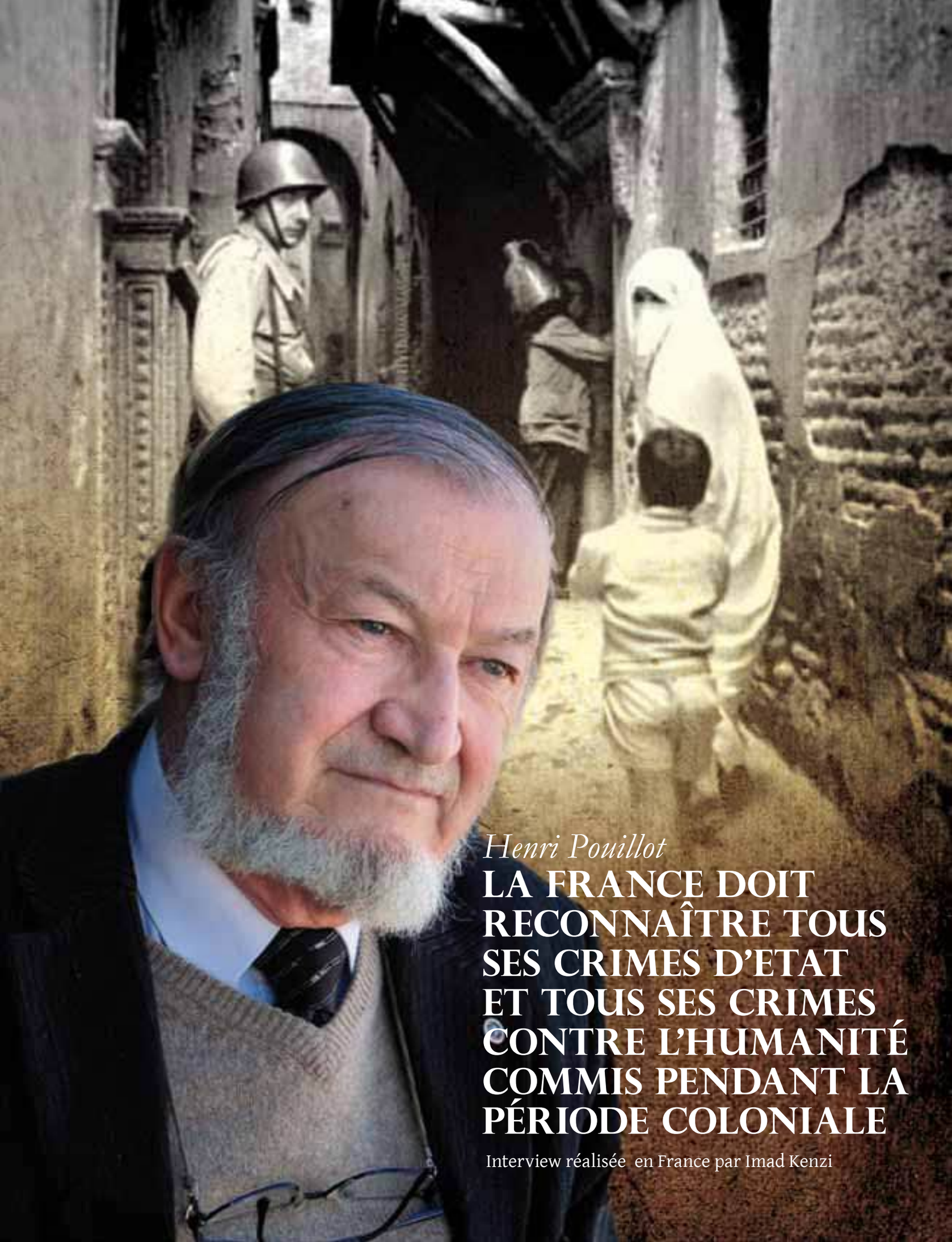
« Ma mère et ma femme sont des cadeaux inestimables que le ciel m'a fait, assène-t-il en guise de conclusion à son récit-témoignage. L'une m'a donné la vie, l'autre de l'amour et des enfants pour perpétuer mon nom. Nous sommes fiers d'avoir réussi à leur inculquer le respect de la patrie. Que ce témoignage soit une reconnaissance aux sacrifices de milliers d'anonymes, femmes et hommes qui ont souffert en silence et dont on ne se souvient même pas. On les a oubliés, comme nous avons voulu oublier nos souffrances. Je n'ai rien contre le peuple français, c'est la colonisation que j'ai combattue de toutes mes forces. Père, tu as mérité ta portion de territoire, en chassant les chacals, de ta patrie ! »

Gloire à nos martyrs ! Vive l'Algérie !

Leila Boukli



Mohamed Blidi au mileur d'une délégation algéro-tunisienne



Henri Pouillot

LA FRANCE DOIT RECONNAÎTRE TOUS SES CRIMES D'ETAT ET TOUS SES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ COMMIS PENDANT LA PÉRIODE COLONIALE

Interview réalisée en France par Imad Kenzi

Guerre de libération

Interview

Henri Pouillot

Natif de Sologne, Henri Pouillot était appelé au sein de l'armée française pendant la guerre de libération. Affecté de juin 1961 à mars 1962 à la villa Susini à Alger, il avait alors exercé les fonctions d'intendant dans cette sinistre résidence. Après l'indépendance, ce témoin de la torture est devenu un militant très actif contre le colonialisme. Il a consacré deux livres à cette période : *Mon combat contre la tortue et la Villa Susini*. Aujourd'hui, Henri Pouillot milite pour que la France reconnaisse ses crimes pendant la guerre de libération. Président de l'association En sortir du colonialisme, membre du Collectif 17-Octobre, ce militant des droits de l'Homme consacre son action à faire connaître les affres et les atrocités que la France coloniale avait infligés au peuple algérien. Henri Pouillot a été l'un des témoins clés de Louiza Ighilahriz lors de son procès contre le général Schmitt. Dans cet entretien exclusif livré à *Mémoria*, il revient sur l'évolution du combat pour que les crimes commis pendant la colonisation soient reconnus par la France.

Mémoria : Monsieur Henri Pouillot, vous êtes un militant anticolonialiste, vous faites partie du Collectif 17-Octobre ici en France. Cinquante ans après l'indépendance, le problème de mémoire entre la France et l'Algérie n'est pas encore résolu. Quelles en sont les raisons à votre avis ?

Henri Pouillot : Malheureusement non. Dans ce domaine, il serait presque temps que la France reconnaisse sa responsabilité dans la période coloniale, pendant les guerres coloniales, tous ses crimes d'Etat et ses crimes contre l'humanité commis en son nom que ce soit sur le terrain métropolitain et surtout en Algérie avec l'ensemble des victimes, reconnaisse la nature des victimes et le droit des familles de ces victimes pour être enfin apaisé par rapport à la responsabilité française dans tout ce qui s'est passé.

Memoria : Donc, a votre avis cela reste une condition sine qua non pour que ce problème de mémoire soit réglé ?

Henri Pouillot : Tant que les responsabilités ne sont pas reconnues et acceptées de part et d'autre, c'est évident qu'il reste un flou permettant toutes les interprétations. En plus, il est tout à fait inacceptable que toutes les victimes de cette période ne soient pas reconnues comme telles. Je prends l'exemple des centres de regroupement, les villages rasés au napalm pendant la guerre d'Algérie, les viols, les tortures… Toutes ces exactions, les crevés de Bigeard, etc., tous ces aspects, ça devrait être une priorité. Il faut faire en sorte que la France reconnaisse sa responsabilité dans ces domaines ; et à partir de là, permettre de faire ce pas indispensable pour une réconciliation. On a besoin d'un traité d'amitié

franco-algérien qui ne sente pas le pétrole et le gaz et qui ne sente pas les accords économiques avec une sorte de recolonisation sous une forme nouvelle de l'Algérie. C'est cet aspect qui me semble le plus important dans les perspectives des prochaines semaines et des prochains mois, voire des prochaines années.

Memoria : « En finir avec le colonialisme.» C'est ce que vous demandez aujourd'hui au niveau de votre association ?

Henri Pouillot : A titre personnel, je suis déjà intervenu au niveau des plus hautes autorités, et en tant que responsable d'organisations (association En sortir du colonialisme et MRAP), on est intervenu à plusieurs reprises auprès des principales autorités. En France, on a beaucoup de personnalités, je pense à Bernard Deschamps qui vient d'être honoré par les autorités algériennes et toute une série de personnalités de cette nature, de nombreuses associations sont intervenues auprès du président de la République, des présidents des deux Chambres (Assemblée nationale et Sénat) et du Premier ministre pour demander que les choses changent et que les changements annoncés soient mis effectivement en application dans ce domaine. Pour le moment, c'est quasiment le silence, sauf les trois phrases qui viennent d'être prononcées le 17 octobre dernier, qui sont un premier petit pas, mais vite contredit par des faits qui semblent aller dans l'autre sens.

Memoria : Qu'est-ce qui fait que depuis cinquante ans les choses n'avancent pas dans ce domaine ?

Henri Pouillot : Historiquement parlant, on reste quasiment dans la même ligne. Il y a quand même ce petit pas pour le 17 octobre qu'on ne néglige pas et qui est quand même important. Par contre, on a bien peur que ce soit là un premier et un dernier pas dans ce domaine, parce qu'on a des faits contradictoires qui se sont produits : je prends l'exemple de l'inauguration de la stèle à Fréjus pour honorer le général Bigeard. On assiste là à une collusion entre la droite colonialiste par excellence avec Giscard D'Estaing côte à côte avec le ministre de gauche Le Drian, ministre de la Défense, pour honorer Bigeard. Or Bigeard, le baroudeur par excellence des djebels comme il a été présenté, est le général qui a fait toute sa carrière militaire dans les guerres coloniales en ayant torturé et massacré, en particulier pendant la guerre d'Algérie. C'est un scandale, une insulte d'honorer Bigeard à quelques jours du voyage de François Hollande en Algérie. Bigeard était connu pour son système de crevés. Il avait décidé de les éliminer les pieds scellés dans des masses de métaux et de les jeter dans la mer Méditerranée pour qu'ils ne puissent pas revenir sur le continent. Il y a des milliers d'Algériens qui ont été « liquidés » [je tiens à mettre les guillemets pour liquidés] de cette façon-là. C'est inacceptable, c'est une insulte aux Algériens qu'on puisse honorer un tel général avec la bénédiction de cette connivence entre la droite la plus colonialiste de France et certains membres de la gauche sociale/démocrate : la présence de Giscard s'explique par le fait que sa famille ait fait fortune avec le colonialisme, avec les opérations des piastres en Indochine et toutes une série de scandales financiers ainsi que le commerce honteux d'exploitations des colonies françaises. On assiste depuis des années à cette collusion qui persiste entre cette droite et une partie de la gauche qui garde la nostalgie du colonialisme. Donc, c'est inacceptable et ça augure mal du voyage de Hollande dans quelques jours.

Memoria : vous parlez de « trois phrases de Hollande » à propos du 17 octobre. Pour vous cela reste-t-il insuffisant ?

Henri Pouillot : Elles restent insuffisantes. La reconnaissance du crime d'Etat n'est pas évoquée en particulier. On n'a pas de perspectives non plus d'aller approfondir combien de victimes il y avait. On sait que les archives pourraient donner quelques éléments complémentaires, pas tout parce qu'on sait qu'il y a un certain nombre d'archives qui ont été détruites délibérément, et donc il y a un certain nombre de choses de cette période qu'on ne retrouvera pas. Mais quand même dans les archives, on pourra trouver des informations concrètes. Pour le moment on n'a toujours pas accès aux archives concrètes de toute cette période. Cela est une nécessité pour aller plus loin dans la reconnaissance et la connaissance même, complète et concrète de tous ces faits de cette période. Ces trois phrases sont importantes parce que c'est la première fois qu'on va vers la reconnaissance de la responsabilité

française dans ce domaine, mais elles sont insuffisantes, car malheureusement j'ai bien peur que ce premier pas reste le dernier pour le moment.

Memoria : Pourquoi cette crainte et cette méfiance que vous ne cessez pas d'afficher ?

Henri Pouillot : Les paroles, c'est quelque chose de très important, mais ce qu'il ne faut pas oublier c'est que les gestes, c'est encore plus fort. Ces « trois phrases » ont été données par l'agence française [AFP]. Elles n'ont pas été rendues publiques d'une façon symbolique, en un lieu symbolique. L'on se demande pourquoi le président de la République ou son représentant ne serait pas venu au pont Saint-Michel là où il y a eu des victimes, le 17 octobre, pour faire cette déclaration, ces « trois phrases » ? Là, ces « trois phrases » ont été émises de façon informatisée, quelques heures avant le début de la commémoration à la mémoire des victimes du 17 octobre 1961. C'est vraiment insuffisant.

Memoria : Lorsque vous avez saisi Le président de la République, le Sénat et l'Assemblée française, dans le cadre du Collectif du 17-Octobre, qu'avez-vous demandé exactement ?

Henri Pouillot : Nous avons demandé ce que le Collectif réclame depuis des dizaines années sur le 17 octobre : la reconnaissance de la nature de ce crime d'Etat et la reconnaissance des victimes dans ce domaine. Pour le cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, on avait demandé, entre autres, au président de la République une prise de position concrète dans ce domaine. On n'a pas eu de réponse. On a fait un forcing pour aller chercher la réponse le 17 octobre dernier, mais on n'a pas été reçu. C'est à travers un message à l'AFP qu'on eu l'information sur la déclaration de Hollande : positive mais limitée.

Memoria : A votre avis, si les autorités françaises daignent reconnaître leur responsabilité dans le massacre du 17 octobre en tant crime d'Etat, sera-t-il alors plus facile pour vous d'arracher la reconnaissance des autres massacres commis en Algérie ?

Henri Pouillot : C'est logique, ça devrait l'être. Par contre, on sait qu'il y a déjà cinq ministres du gouvernement français qui se sont rendus en Algérie pour préparer le voyage de Hollande qui doit être à Alger dans quelques jours, rien n'a été dit en France par la presse à propos de ces visites. Il faut lire la presse algérienne pour connaître ce qui s'est passé lors de ces visites. Le seul élément concret qu'on a, qui a été diffusé en France, c'est la position de Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, qui s'est exprimé le 21 octobre 2012, quelques jours après le communiqué de l'Elysée portant position de Hollande sur le 17 octobre, et qui tourne un peu la page sur cette position. Laurent Fabius a déclaré que les Algériens ne souhaitaient absolument pas qu'on fasse un voyage tourné vers le passé. Il a souligné que nos amis algériens ne souhaitaient pas un traité d'amitié franco-algérien. Cela me semble totalement en contradiction avec la volonté française et algérienne. Il considère qu'il fallait préparer un partenariat stratégique, centré sur le domaine économique, éducatif, énergétique et pourquoi pas militaire. Ce qui montre bien que cette évolution de la reconnaissance de la responsabilité française n'est pas à l'ordre du jour du gouvernement français dans les semaines à venir. Donc, on peut craindre que le voyage de Hollande ne soit prévu que pour avoir des accords économiques entre l'Algérie et la France : sans doute une annonce par rapport à l'usine Renault là-bas, sans doute des accords sur le pétrole et le gaz.

Memoria : Nous vous laissons le soin de conclure cet entretien.

Henri Pouillot : J'espère que ce cinquantième anniversaire permettra une avancée significative malgré les craintes qui persistent à ce jour. J'espère être contredit, mais à ce jour, j'ai beaucoup de craintes qu'on reste sur le statu quo qu'on connaît malheureusement depuis des dizaines d'années, et ces souffrances algériennes ne sont toujours pas reconnues dans leur ampleur et dans leur nature concrète.

Propos recueillis par Imad Kenzi

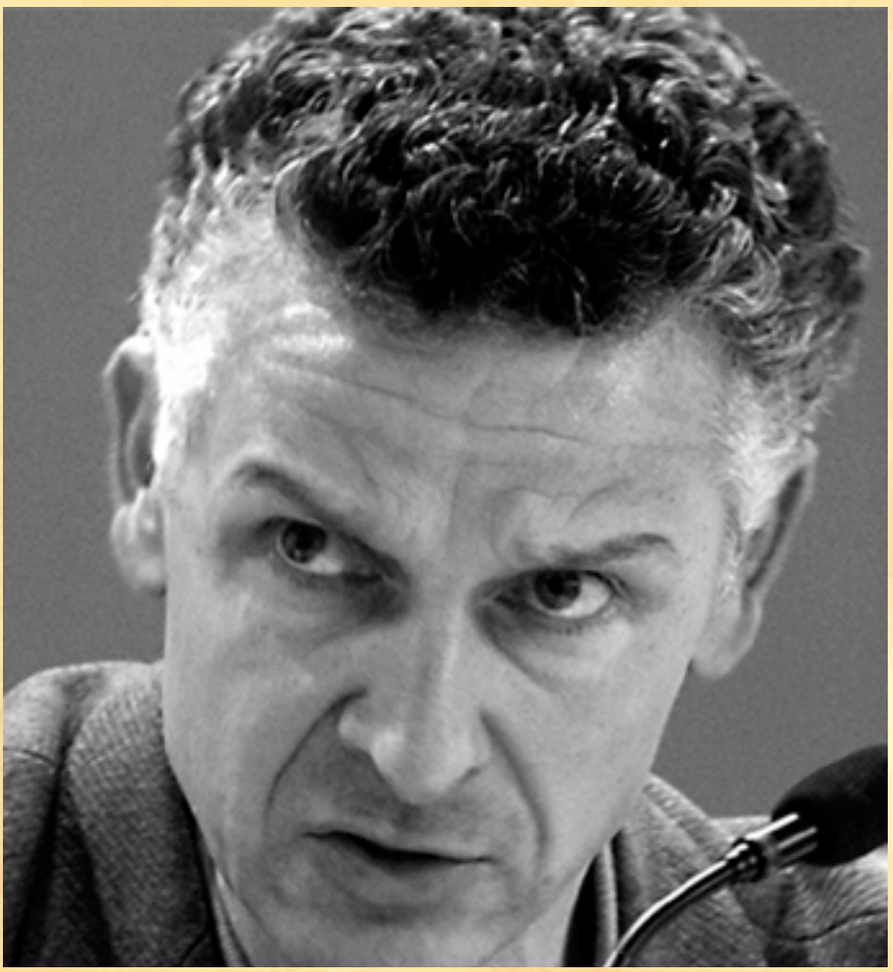
Le Professeur Olivier Le Cour Grandmaison à Mémoria

« LA RECONNAISSANCE DES CRIMES DU 17 OCTOBRE PAR LA FRANCE RESTE INSUFFISANTE… »

Interview réalisée en France par Hadj Hamiani

Interview

Olivier Le Cour Grandmaison



Il est historien et professeur à l'université d'Evry dans la banlieue parisienne où il enseigne les sciences politiques et la philosophie politique. Olivier Le Cour Grandmaison est connu aussi pour être un fervent défenseur des droits des victimes des évènements du 17 octobre 1961. Auteur de plusieurs ouvrages : *Le 17 octobre 1961 : un crime d'Etat à Paris, Haine (s) ; Coloniser. Exterminer. Sur la guerre et l'Etat colonial ; De l'indigénat. Anatomie d'un monstre juridique. Le droit colonial en Algérie et dans l'empire français,…* L'historien Olivier Le Cour Grandmaison, et à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie, a aimablement accepté de répondre à nos questions et ce avant que le Sénat français ne vote la proposition de loi formulée par le Parti socialiste consistant à considérer le 19 Mars comme étant la journée nationale du souvenir des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie. Interview.

Mémoria : François Hollande a-t-il eu raison de reconnaître la répression du 17 octobre 1961 à la veille de sa visite officielle en Algérie?

Olivier Le Cour Grandmaison : La réponse est évidemment oui, car il y a 51 ans que les victimes, leurs descendants ainsi que celles et ceux qui militent depuis plusieurs dizaines d'années pour la reconnaissance de ce qui a été perpétré les 17 et 18 octobre 1961 attendaient une déclaration. Reste que cette reconnaissance, comme beaucoup, en France et en Algérie, l'ont justement remarqué, demeure insuffisante sur le fond comme sur la forme. Sur le fond, car le crime n'est ni nommé comme tel ni qualifié par voie de conséquence comme crime d'Etat, moins encore comme crime contre l'humanité alors que de nombreux avocats, je pense en particulier à la regrettée maître Nicole Dreyfus, considèrent qu'une telle qualification est parfaitement justifiée. De plus, et ceci découle également de cela, le principal responsable de ces massacres, à savoir le préfet de police Maurice Papon, n'est pas désigné de façon explicite. Enfin sur la forme, eu égard à la gravité de ce qui a été commis à l'époque, on aurait été en droit d'attendre non un bref communiqué rédigé en des termes délicatement euphémisés, mais une véritable déclaration en bonne et due forme du président de la République. J'ajoute, et je pense en particulier à la commémoration à venir du 17 octobre 2013, qu'il serait souhaitable que François Hollande, devenu chef d'Etat, se comporte comme le candidat qu'il a été. Rappelons qu'au lendemain de sa désignation lors des primaires socialistes en octobre 2011, François Hollande s'était

rendu en personne à Clichy, dans la proche banlieue parisienne, pour rendre hommage aux victimes de la manifestation pacifique appelée par le FLN. Que le président de la République joigne le geste à parole et qu'il soit donc présent sur le Pont Saint-Michel l'année prochaine aux côtés de celles et de ceux qui ont tant fait pour que ce passé soit enfin reconnu…

Mémoria : Et que pensez-vous des réactions de Christian Jacob, président du groupe UMP au sein de l'Assemblée nationale, d'Eric Clotti, député UMP, à la suite de cette décision ?

Olivier Le Cour Grandmaison : Réactions convenues et pavloviennes d'une droite qui, sur un nombre croissant de sujets, chasse sur les terres électorales du Front national et contribue ainsi à banaliser l'idéologie revancharde de cette dernière organisation. Le tout dans le cadre d'une compétition exacerbée au sommet de l'UMP pour savoir qui en sera le prochain dirigeant. De là, aussi, ces surenchères d'un autre âge. Cette droite se croit sans doute très moderne, elle n'est que sinistrement passéiste comme s'il ne s'était rien passé depuis cinquante ans.

Mémoria : Comment réagissez-vous aux gestes honteux de Gérard Longuet et Gilbert Collard envers l'Algérie ?

Olivier Le Cour Grandmaison : Le geste obscène de Gérard Longuet suivi du soutien de Gilbert Collard, jamais en mal de publicité pourvu que les médias parlent de lui, est à l'image de ces deux personnages : sinistre et indigne. Ce geste dit fort bien la pétrification idéologique et la vulgarité intellectuelle d'une partie de la droite et de l'extrême-droite, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, hélas, les différences sont toujours plus minimes. Relativement à la guerre d'Algérie, la démonstration est désormais faite de façon exemplaire. De plus, l'on sait maintenant ce que signifie l'expression « être décomplexé » pour ceux qui se situent de ce côté-là de l'échiquier politique. Cela signifie pouvoir faire des gestes insultants en faisant croire qu'il s'agit d'une attitude courageuse destinée à sauver ce qu'ils osent encore appeler « l'honneur de la France». Très singulière conception, en vérité. Contrairement à ce qu'a affirmé le ministre Arnauld Montebourg, qui doit avoir manqué quelques déclarations des principaux dirigeants de l'UMP, Gérard Longuet exprime tout haut ce que beaucoup pensent tout bas, à savoir, une hostilité résolue et persistante à toute reconnaissance des crimes coloniaux commis par la France de 1830 à 1962. Pis encore, les mêmes entonnent, encore et toujours, le même refrain convenu que l'on croirait sorti tout droit des manuels scolaires de la Troisième République, à savoir que la colonisation de l'Algérie aurait comporté de très nombreux points positifs. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux réactions de François Fillon, entre autres, à la suite du communiqué de la présidence de la République relatif aux massacres d'octobre 1961. Rappelons enfin que la loi du 23 février 2005, qui sanctionne une interprétation apologétique du passé colonial de la France, est toujours en vigueur et qu'elle fut proposée, soutenue et votée par ceux-là mêmes qui s'érigent en donneur de leçons démocratiques et républicaines. Là encore, l'actuelle majorité de gauche serait bien inspirée d'abroger ce texte indigne d'une démocratie, et qui n'a d'équivalent dans aucun autre pays. Encore une remarquable mais sinistre exception française.

Mémoria : Qu'attendez-vous du gouvernement Français par rapport à l'accès aux archives… ?

Olivier Le Cour Grandmaison : Si l'on compare la législation française en matière d'accès aux archives et celles de pays comme la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, on découvre qu'elle est beaucoup plus restrictive. En ces matières aussi, des réformes sont donc nécessaires pour rendre les archives, et toutes les archives, plus rapidement accessibles à celles et à ceux qui, pour des raisons diverses, en font la demande. Des propositions de loi existent ; elles doivent désormais prospérer, d'autant plus qu'il n'y a plus aucun obstacle politique puisque les gauches socialiste, communiste et écologiste sont pour la première fois dans l'histoire

de la Cinquième République majoritaires à l'Assemblée nationale et au Sénat. Si cette majorité le veut donc, elle le peut, et sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres, elle sera jugée sur ces actes.

Mémoria : La mobilisation continue alors ?

Olivier Le Cour Grandmaison : La mobilisation pour la reconnaissance claire et précise des massacres d'octobre 1961, pour un libre accès aux archives et pour la création d'un lieu de mémoire doit continuer, conformément d'ailleurs aux revendications du collectif unitaire qui s'est mis en place à Paris. J'ajouterai, pour ce qui me concerne, qu'au-delà de ce dernier événement, il serait souhaitable que la reconnaissance s'étende à l'ensemble des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis par la France depuis la conquête de l'Algérie jusqu'à la fin du conflit en 1962. Contrairement aux propos indignés de la droite et à ce qu'affirment certains ministres et dirigeants socialistes, le communiqué de François Hollande n'est en rien audacieux. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter à ce qui a été fait ailleurs, par d'autres dirigeants. Je pense en particulier à la déclaration du premier ministre australien qui, en 1992, a reconnu de façon très claire les « crimes » commis lors de la colonisation de ce territoire ainsi que « la discrimination et l'exclusion » longtemps pratiquées à l'encontre des populations autochtones. Si l'on compare les termes employés à ceux qui ont été utilisés par le président de la République française, on mesure le chemin qui reste à parcourir. « La France se grandit toujours lorsqu'elle reconnaît ses fautes », affirmait, le 25 septembre 2012, François Hollande à propos du sort indigne réservé en France aux harkis. Assurément, mais pour qu'un tel geste ne demeure ni partiel ni partial, cette reconnaissance doit désormais comprendre l'ensemble des crimes de la période coloniale, qu'ils aient été commis en Algérie ou en métropole. C'est la seule façon de rendre justice à toutes celles et à tous ceux qui, directement ou indirectement, ont été affectés par cette histoire d'une rare violence…

Mémoria : Le ministre des AE algérien vient de déclarer à la presse à l'occasion du 58e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale que « les Algériens durant la guerre de libération étaient inspirés par l'amour de la patrie et fondés sur la bonne organisation et la discipline ». Avant d'ajouter : « Aujourd'hui, nous avons grand besoin de paix et nous devons œuvrer à travers notre expérience pionnière à la consécration de la culture de la paix et de la réconciliation... » Quelle lecture faites-vous à cette déclaration?

Olivier Le Cour Grandmaison : A mes yeux, ce genre de déclarations, tout à la fois générales et hyperboliques, révèle une fois encore l'usage qui est fait par les autorités algériennes de la mythologie forgée autour de la guerre de libération nationale. Mythologie qui fonctionne comme un principe de légitimation pour celles et ceux qui exercent aujourd'hui des responsabilités majeures et, quelquefois aussi, comme un moyen de pression diplomatique employé dans les rapports souvent tumultueux avec les autorités françaises. Usages politiques du passé, donc. Ils confirment que l'Histoire et le pouvoir ne font jamais bon ménage et que la première ne peut véritablement exister là où le second cherche à exercer sa tutelle, d'une façon ou d'une autre. Cela vaut des deux côtés de la Méditerranée.

Mémoria : Un dernier mot peut-être ?

Olivier Le Cour Grandmaison : Merci à vous pour cette interview…

Mémoria : C'est nous, Monsieur Olivier Le Cour Grandmaison, et bonne continuation…

Extraits du livre

GHERMINE Abdelhamid

La nuit rouge de Bouberka

Récit

Editions
TALANTIKIT

Dedout à droite : Boukeroui Amar "petit Amar" un moudjahed - A gauche: Yahia Cherif Nacer - Assis : Mezouari Larbi

22 mars 1956, une date que la population de Toudja n'est pas près d'oublier.
Le lieutenant Georges Marcel Sansuc, du 11e régiment d'infanterie coloniale, né le 10 décembre 1919, en haute Garonne, arrivé à Toudja dans le courant du mois de novembre 1955, fut à l'origine d'une catastrophe qui endeuilla le hameau de Bouberka, la nuit du 22 mars 1956. Sa date de naissance nous renseigne, à quelques précisions près, sur son cursus militaire ; il avait dû faire ses premières armes dès le début de la Première Guerre mondiale pour la finir en Algérie après avoir subi la mémorable défaite de Dien-Bien Phu en Indochine.
Il s'était bien sûr installé dans les locaux de la mythique école de Toudja qu'il avait fermée, chassant élèves et enseignants, avec ses soldats, tous issus des colonies françaises d'Afrique, entre autres ceux venus du Sénégal.
Il avait ouvert son tableau de chasse par la liquidation, vers le mois de février 1956, de deux citoyens de Toudja dont le premier fut Chalal Larbi, beau-frère et cousin de Debbouz Mohand Arab, que nous retrouverons ci-dessous. La veille du massacre de Bouberka, il s'attaqua à deux autres paisibles citoyens dont l'un, grièvement blessé, eut par miracle la vie sauve, car il fut évacué discrètement vers l'hôpital de Bougie. Quant à l'autre, il n'eut aucune chance de survie. Ce fut le troisième martyre de Toudja.

« C'était un après-midi du 22 mars 1956, vers quinze heures que le lieutenant et son escorte revenaient de Bougie à bord d'une jeep et d'un Dodge 4x4 américain doté d'une mitrailleuse. Il y avait à son bord une dizaine de tirailleurs sénégalais. Ils se dirigeaient vers Toudja. Arrivés à hauteur de la ferme, ils virent Meddour Mohand Ameziane et son neveu Said dans leur jardin situé à une dizaine de mètres de la route de l'autre côté de la rivière. Il arrêta sa jeep, suivie de son escorte, et intima à nos deux jardiniers l'ordre de venir vers lui. Ils obtempérèrent, vu qu'ils n'avaient rien à se reprocher et qu'ils n'avaient pas d'autre choix ; ils s'approchèrent de la jeep où les attendaient le lieutenant et ses sbires. Ils n'étaient pas encore arrivés qu'il leur demanda de s'arrêter et de se mettre à genoux, ce qu'ils firent tous les deux. Il s'empara de la mitraillette de son chauffeur et tira dans leur direction deux bonnes rafales. Il les atteignit tous les deux ; ils s'affalèrent, inertes après deux ou trois soubresauts. Puis il sortit son revolver et leur asséna les fameux coups de grâce (…). Son forfait accompli, le convoi reprit la route en direction du poste militaire de Toudja. Il devait être dix sept heures (…) ».

Trois moudjahidine furent chargés par Si Amirouche de lui tendre une embuscade et de le liquider coûte que coûte. C'était Makhloufi Mohand-Tahar, Debbouz Said et Debbouz Mohand Arab tous les trois issus d'une même famille.

« Nos trois maquisards se furent retrouvés chez Ammi Mohand Tahar, comme prévu à côté de l'aire à battre de ce dernier peu avant le coucher du soleil. De là ils surveillaient le sentier qui menait de la caserne vers le village de Bouberka. Ammi Saïd revenait de chez sa femme Fatima à laquelle il avait demandé de lui préparer quelques crêpes pour le lendemain. Ils étaient là, tous les trois, en train de discuter à voix basse sur les préparatifs d'un prochain attentat ; ils avaient opté pour une autre embuscade pour cibler les soldats qui avaient l'habitude d'aller faire leurs commissions au village car cibler spécialement le lieutenant devenait une opération périlleuse plus pour les citoyens que pour eux.
Ils étaient là, derrière une haie de cactus, en train d'épier tous les

De g. à dr.: Ahmed Boumesaoudi, Aouchiche, Meziane N'civil, Amar Chinois - Assis : Lalaoui Abdelkader dit Abdelkader Boumessaoudi et Mohand ou Blekacem Ichelliten de Tala Hiba

mouvements de personnes qui se faisaient sur le chemin lorsqu'ils virent, à une vingtaine de mètres plus loin, des soldats qui se dirigeaient vers Bouberka. Y avait-il parmi eux le lieutenant en question ? Nul ne le savait. Ils pensaient à quelques soldats qui allaient acheter des œufs chez quelque vieille femme du village, bien que ce fût quelque peu tard. Ils s'étaient préparés pour les accueillir au retour au cas où ils s'attarderaient jusqu'à la tombée de la nuit.

Mais, au bout d'un quart d'heure, ils entendirent les aboiements du chien de Ammi Mohand Arab. En effet, ce chien aboyait rageusement dès qu'il voyait les soldats et il ne se calmait qu'une fois que Na Rekia le grondait. C'était aussi le seul chien à n'avoir pas été abattu, suite aux injonctions de l'ALN de tuer tous les chiens, sans exception, et déroger à cette règle exposerait son auteur à de lourdes sanctions.

Ils comprirent que ces soldats s'étaient rendus chez Na Rekia. Ils étaient en train de s'interroger du regard lorsqu'ils entendirent trois coups de feu qui venaient du même endroit, c'est-à-dire, de la maison de Si Mohand Arab.

En effet, c'est sur sa femme qu'ils avaient tiré, et c'était le lieutenant Sansuc.

Lorsque notre lieutenant quitta la caserne, escorté comme d'habitude par un groupe de soldats, il prit la direction du village de Bouberka et alla droit vers la demeure de Ammi Mohand Arab. Il y entra après avoir défoncé la porte à double battant qui ne résista pas aux violents coups de crosse de l'un de ses acolytes. Ils furent maintenant dans la cour en face de Na Rekia qui vint à leur rencontre, tremblant de peur. Il y avait là, en face d'elle, le lieutenant, un sergent et un soldat.

– Où est ta belle-fille ? lui demanda le lieutenant, rouge de colère ; dis-lui de venir !

Elle comprit qu'il voulait en finir avec elle pour de bon. Elle se tourna pour l'appeler mais Fatima était déjà sortie de sa chambre et se dirigea vers l'officier. Elle s'exprima en kabyle, ce qui irrita le lieutenant car il ne comprenait rien de tout ce qu'elle lui disait.

– Que me veux-tu, je suis devant toi.

– Je veux que tu me dises où est ton mari Mohand Arab.

– Mohand Arab ! Mohand Arab ! Il est dans ma poche (en kabyle) en mimant l'action.

Elle pensait qu'il ne la comprendrait pas. Le lieutenant savait parfaitement ce qu'elle voulait dire et, se sentant amèrement outré devant de tels propos, il sortit sa main qu'il avait enfouie dans sa poche et la gifla si violemment qu'elle tomba ; se relevant de sa chute, elle marmonna quelques paroles, inaudibles d'ailleurs, que le lieutenant crut être des insultes. C'est à ce moment-là qu'il empoigna son pistolet et lui tira trois balles en pleine poitrine. Elle s'affala devant ses pieds mais elle n'était pas morte. Il quitta les lieux suivi de son escorte pour prendre le chemin du retour vers la caserne. Na Rekia se laissa choir sur le corps palpitant de sa bru qui respirait faiblement et qu'elle essaya de soulever de ses bras émaciés. Du sang suintait de ses blessures formant une mare rougeâtre qui s'élargissait lentement. Les yeux révulsés de Fatima fixaient Na Rekia qui sanglotait et tentait en même temps d'éloigner son petit-fils Mohamed qui voulait s'accrocher à son dos, le visage inondé de larmes. Puis sa fille Tata vint la rejoindre pour l'aider à la transporter vers sa chambre. Fatima était là, devant elles, sans vie, baignant dans une mare de sang. Elle fut soulevée précautionneusement et déposée sur une couche qu'elles avaient

De g. à dr.: Si Omar Tizi El Korn, Un moudjahed, Boucetta Zoubir

préalablement préparée. Puis on la couvrit d'un drap blanc.
Notre lieutenant et ses gardes du corps quittèrent la maison de Na Rekia et empruntèrent la ruelle qui les mena vers la maison de Ammi Hamou, le père de Fatima. La porte à deux battants qui donnait sur une sorte de préau précédant la cour résista aux coups de crosse de l'un des soldats. Ils durent aider l'un d'entre eux à se hisser sur le toit puis ce dernier sauta dans la cour et vint ouvrir la porte qui était barricadée de l'intérieur. Lorsque le lieutenant entra dans la maison, il vit Ammi Hamou debout, enroulé dans son burnous, adossé à la margelle du puits. Le lieutenant alla droit vers lui et le saisit brutalement.
– Comment t'appelles-tu ?
– Debbouz Smaïl, dit Hamou.
– Tu es le père de Fatima, la femme du fellagha ?
– Oui, je suis son père.
– Donne-moi ta carte d'identité et passe devant moi.
Ammi Hamou fut poussé par le lieutenant lui-même et ils quittèrent la maison. A peine ont-ils fait quelques pas dans la ruelle gagnée par la pénombre qu'ils virent venir Ammi Mohand. Le lieutenant le saisit par le pan de sa veste et le flanqua contre le mur du moulin à huile de Ammi Hamou.
– Comment t'appelles-tu ? lui demanda le lieutenant.
– Debbouz Mohand.
– Ah ! C'est toi le fellagha ? Et bien, tu es bien tombé, je te ferai ta peau aujourd'hui !
– Non, je ne suis pas le fellagha, je suis son cousin.
– C'est du pareil au même, le cousin d'un fellagha est aussi un fellagha. J'ai devant moi le beau-père et le cousin d'un fellagha. C'est à moi de jouer maintenant.
Un soldat les poussa devant lui et les mena vers le grand caroubier de Ammi Hamou qui se trouvait à l'entrée de son jardin au lieu-dit Atar Ou Yazit.
– Que dois-je faire de vous maintenant espèce de sales fellaghas ? Votre heure à sonné et vous allez me payer les crimes que vous avez commis sur les personnes du garde-champêtre et du bachagha.
Et sans trop tarder, il dégaina son pistolet et vida sur leur corps tout le chargeur. Ammi Hamou s'affala, inerte. Quant à Ammi Mohand, il put prendre la fuite à travers un sentier qui menait vers les jardins du village mais il s'effondra à une dizaine de mètres plus loin, le corps traversé par une rafale de mitraillette d'un des soldats qui accompagnait le lieutenant.
Puis, ils prirent le chemin du retour, vers la caserne. Le lieutenant fut devancé par un soldat et suivi par un autre, un sergent. »

Après avoir abattu Debbouz Fatima, enceinte, qui est l'épouse de Si Mohand Arab, puis, Debbouz Hamou le père de Fatima et Debbouz Mohand, l'oncle de Ammi Saïd, le lieutenant Sansuc prit le chemin du retour, vers sa caserne et c'est juste après avoir quitté Bouberka qu'il fut abattu par Si Mohand Arab.

« Tous ces coups de feu, depuis ceux tirés sur la jeune Fatima jusqu'aux derniers, avaient attiré l'attention de nos trois moudjahidine qui, sans rien comprendre de tout ce qui s'était passé, ni savoir qui ils avaient abattu, convergèrent vers la sortie du village, à quelques dizaines de mètres de la dernière maison. Ammi Mohand Arab se cacha derrière un olivier à portée de fusil du chemin qu'allaient emprunter nos criminels. Ammi Saïd s'embusqua à une

vingtaine de mètres en retrait, derrière Ammi Mohand Arab pour couvrir son repli. Quant à Ammi Mohand Tahar, il se posta un peu plus en amont pour tirer sur les soldats qui viendraient en renfort de la caserne. Tirer sur une jeune femme de dix-huit ans, enceinte de surcroît. Ammi Mohand Arab avait le pressentiment qu'on avait tué soit sa mère, soit sa femme, car, de l'endroit où il se trouvait et qui était tout proche, il avait pu localiser les premiers tirs et était sûr que c'était chez lui. Quant aux derniers coups de feu, il avait pensé plus à Fatima la femme de Ammi Said qu'à quelqu'un d'autre.

Ne se doutant de rien et croyant évoluer en terrain conquis, notre lieutenant et son escorte se mirent en route à travers le chemin qui allait les conduire vers la caserne. Ammi Mohand Arab était là, bien planqué derrière son tronc d'olivier, l'œil attentif, l'oreille tendue, le doigt sur la détente de son fusil de chasse, à dix mètres à peine du chemin, certain qu'ils n'auraient aucune chance de s'en tirer. Froid comme un bloc de glace, pensant en même temps à sa femme qui devait déjà être dans l'autre monde, ou peut-être sa mère, qui d'autre encore, il ne pouvait le savoir ; serait-ce la femme de Ammi Said ? Il fut soudain tiré de ses rêveries lorsqu'il vit devant lui, un soldat suivi à quelques mètres par le lieutenant et un autre soldat. L'officier arriva juste en face, ses deux galons accrochés à la boutonnière de sa vareuse. C'était bien lui, il était là, devant lui, en chair et en os, regardant à droite et à gauche, dans l'espoir de surprendre un paysan retardataire pour lui faire sa peau, ne se doutant à aucun moment que les trois moudjahidine qui l'obnubilaient étaient maintenant là, tout proches. Ammi Mohand Arab le prit sur sa ligne de mire et de son doigt droit, appuya sur la détente de son fusil. Un coup de feu partit, puis un deuxième, déchirant cette atmosphère pesante. Le sergent s'affala sur le corps du lieutenant qu'il tentait de couvrir de son corps, l'autre soldat qui n'était pas encore remis de sa stupeur, prit les jambes à son cou et donna plusieurs coups de sifflets en guise d'appel au secours aux soldats de la caserne. Puis il s'arrêta à quelques dizaines de mètres plus loin, pour se cacher derrière un olivier, attendant les renforts qui ne tardèrent pas à arriver. Nos trois cousins, leur forfait accompli, s'évanouirent dans la nature, prenant la direction de la forêt où ils disparurent. Il fallait quitter ces lieux avant l'arrivée des renforts. De la caserne en amont, on avait entendu les coups de sifflet et reconnu les coups de feu tirés par nos moudjahidine, à l'aide de leur fusil de chasse, ces derniers ne possédaient pas encore d'armes de guerre. Une armada de soldats était déjà sur les lieux, occupés à secourir le lieutenant qu'ils menèrent vers la caserne sur un brancard. Ils quittèrent tous le village, sans toucher à personne. Il faisait déjà nuit.

Les villageois n'ayant rien compris à tout ce qui venait de se passer restèrent tous cloîtrés dans leurs maisons, ne sachant quoi faire. Quitter le village et fuir ? Vers où ? Vers la forêt, avec leurs femmes et leurs enfants ? Quitter définitivement le village ? Que prendre avec soi ? De la nourriture, de la literie, leur bétail ? Il leur était difficile de trancher devant des événements inhabituels, auxquels ils n'étaient pas préparés, où ils n'avaient aucun moyen de se retrouver pour se concerter et prendre une décision commune.

Le temps s'était arrêté et une terreur indescriptible s'empara de tous les habitants du village et de tout le douar. Na Adouda, accompagnée de son fils Smaïl, entrouvrit la porte de la maison et ce pour partir à la recherche de son mari qu'elle croyait encore vivant, car nul ne savait sur qui ils avaient tiré. Il ne faisait pas encore nuit et on pouvait facilement voir une personne à plus de vingt mètres. Ils avançaient à pas de loup, sans être sûr que les soldats fussent partis, scrutant les recoins de la ruelle dans l'espoir de voir Ammi Hammou avec son burnous blanc encore en vie. Mais, à peine eurent-ils fait quelques pas le long du chemin qui menait vers le lieu-dit Atar Ouyazit, qu'ils virent une forme blanchâtre, telle un linceul blanc, allongé sous l'énorme caroubier qui trônait au milieu d'un carrefour qui servait aussi d'aire de jeu pour les gamins du village. Ammi Hammou était là, inerte, le rythme lent de sa respiration soulevait légèrement sa chemise tâchée de sang. Sans trop tarder, au risque de se faire surprendre par les soldats qui peut-être allaient revenir, ils le prirent en le soulevant qui par les épaules, qui par les jambes et le ramenèrent à la maison ; ils l'allongèrent sur son lit, avec l'espoir de le voir sauf.

Quant à Ammi Mohand, personne ne sut ce qui lui fut arrivé. Ni sa femme Chérifa, ni ses frères Chabane et Ali n'osèrent sortir pour partir à sa recherche. Il commençait déjà à faire nuit et ils avaient pensé qu'il avait dû se cacher dans quelque jardin à la vue des soldats. Toute la population des villages environnants qui n'avait jamais entendu autant de coups de feu depuis le déclenchement de la lutte armée, attendait la levée du couvre-feu pour sortir et savoir ce qui s'était passé durant cette nuit macabre qui présageait une catastrophe.

Mais ce silence fut de nouveau rompu par les appels stridents venant de la forêt d'en face, demandant à tous les villageois de quitter leurs maisons et de se réfugier dans la forêt où ils les attendaient. Ammi Said criait de sa voix puissante dont les échos retentissaient de la montagne en amont.

– Habitants du village, quittez vos maisons car les militaires se préparent à vous massacrer ; ne restez pas dans vos maisons ! Fuyez !

Il s'était mis à leur crier à partir d'une crête au milieu de la forêt parce qu'il avait vu un interminable convoi militaire qui avait déjà amorcé la route menant vers Toudja ; il était déjà arrivé à hauteur de l'ancienne ferme Donain. Le convoi roulait tous feux éteints et, arrivé au lieu-dit Imiloul, il s'arrêta. On fit descendre un groupe de soldats qui se dirigea vers le village pour barrer la route à d'éventuels fuyards. On en fit de même à plusieurs endroits de telle sorte à encercler tout le douar : Izrarène, Ait Messaoud, le village Laïnceur, Tighilt et enfin la caserne. Tous les groupes qui descendaient des camions convergèrent vers le lieu du drame Bouberka. C'était à quelques choses près, la nuit de la « Saint Barthélemy », le 22 mars 1956. Presque toutes les maisons furent incendiées et tous ceux qui tentaient de fuir furent soit tués, soit blessés. D'autres furent faits prisonniers et envoyés vers les centres de tortures pour finir dans un camp d'internement dans la région de M'Sila. Il y eut quatorze morts, deux blessés et une dizaine de prisonniers.

Et pourquoi n'avaient-ils pas quitté le village à l'appel de Ammi Said me direz-vous ?

Ils étaient partis du principe qu'ils étaient innocents d'une part, et qu'ils ne savaient pas non plus que nos maquisards avaient abattu le lieutenant et qu'il serait

A droite Si Mohamed Boudrahem, dit Mohamed Oumridj - A gauche Abdelkader Belaoud (Ifrene)

vengé sur leurs personnes d'autre part. Seuls la femme de Ammi Said, son fils Hamid et ma tante Cherifa avaient fui le village et se furent réfugiés dans une grange au lieu-dit Ighil Iferdi à la lisière de la forêt, pour rejoindre le lendemain matin le village d'Ibelhadjène où elles furent hébergées par Meznad Djoudi. Fatima et son fils Hamid durent partir vers Alger, chez Ammi Makhlouf où ils restèrent jusqu'au cessez-le feu.
Une horde de soldats ennemis encercla le village ; ils étaient appuyés par les tirailleurs sénégalais qui venaient du poste de Toudja avec à leur tête le lieutenant Corne. C'était un jeune officier qui était le premier à être arrivé à Toudja vers le mois de novembre 1955. C'était un très beau jeune homme dont les yeux bleus enfoncés dans leurs orbites pétillaient derrière ses lunettes de vue. Son képi bleu ciel ajoutait quelques centimètres à la hauteur de sa grande taille fluette dont le buste, quand il marchait, penchait vers l'avant comme s'il voulait prendre des élans. Il y avait dans ses traits comme un air de naïveté mêlée à une touche de bonhomie trompeuse. En effet, il accueillait les gens avec un sourire jovial, les écoutant patiemment. (……..)
Il avait une méthode savamment machiavélique de se débarrasser de ceux en qui il avait un espoir de collaboration et qui trahissaient sa confiance. (……..)
« C'était lui qui dirigea cette nuit-là, l'opération de représailles sur les habitants de Bouberka.
Juste au moment où les premiers soldats arrivèrent à hauteur de la première maison, une silhouette se détacha de la haie d'un jardin faisant face à une maison. Un soldat l'ajusta de son arme et tira. Il fut tué sur le coup. C'était le jeune Bouberkaoui Amar, la trentaine environ qui venait d'arriver de France. Il venait de cacher dans son jardin une valise dans laquelle il avait mis tout son argent et les quelques objets précieux qu'il possédait ; il laissa une veuve et trois enfants : deux garçons et une fille. Quant à la valise, elle disparut à jamais. Un soldat avait dû la prendre. Puis s'en suivit un carnage général : ceux qui tentaient de fuir furent abattus sans sommation. Ceux qui refusaient d'ouvrir leurs portes et de sortir périrent dans les flammes, leurs maisons furent incendiées sans exception et sans état d'âme. D'ailleurs, le corps sans vie de la jeune Fatima fut retiré le lendemain matin sous les décombres de sa chambre ravagée par les flammes. Elle y avait été déposée la veille par Na Rekia après le départ du lieutenant et ses sbires.
Ceux qui ouvrirent leurs portes furent bâillonnés et parqués au niveau de la djemââ, les femmes et les enfants d'un côté et les hommes de l'autre dont les plus valides furent emmenés au poste.
C'était une nuit d'enfer tellement les flammes qui s'élevaient de ces masures atteignaient les cimes des arbres géants qui parsemaient le village. La maison des Brahmi fut réduite en cendre et six personnes périrent dans ce brasier. Ammi Braham le coiffeur du village, ses filles Melaaz et Saliha, à peine pubères, ses deux garçons Saïd, et Madjid le collégien de la classe de troisième venu passer ses vacances de Pâques chez ses parents ; ils furent tous carbonisés. Seuls Na Aîcha, la femme de Ammi Braham, son fils Smaïl furent épargnés ainsi que l'épouse de son frère Sâadi, on ne sait par quel miracle. Ils furent difficilement retirés des décombres de leur maison, enfouis sous les tuiles et la charpente qui s'étaient affaissées.

De g. à dr.: Mohamed Ouini Ouagel, Cherif ou Hamiche, Hamid Ou Hamiche (Kadi) Ali ouaghbalou (Boudjellal) - Mouhand Tahar ou Hamiche et Amar Chibane dit J3

Contribution

Ahcène Ikhfoulma

Tous les hommes valides du douar convergèrent vers le lieu de l'hécatombe.

Et ce fut en venant porter leurs secours qu'un groupe de jeunes garçons découvrit le corps de Ammi Mohand, inerte, au milieu du chemin qui menait vers le village au lieu-dit Ighzer Oufechich. Il fut ramené et déposé au milieu de la djemââ du village en attendant d'être rejoint par d'autres. Quant à Ammi Hamou, il fut ramené à la maison, la veille avant l'arrivée des renforts venus de Bougie, par sa femme Adouda et son fils Smail.

Une autre famille fut durement touchée car elle perdit cette nuit-là quatre jeunes hommes. Ammi Bachir Ou Chikhoune perdit son fils Mohand, célibataire, et Akli laissant une veuve et une fillette à peine âgée de deux ans. Seuls lui et son fils Ahcène furent épargnées car ils se trouvaient à la veillée funèbre chez les Meddour.

Quant à Ammi Belkacem, il perdit aussi deux enfants : Tahar célibataire et Ahmed laissant aussi une veuve et trois enfants ; son fils Saïd fut emmené en prison ; quant à Hocine, il se trouvait à Bougie pour la réparation d'une panne de son camion. Seul lui et son fils Sâadi furent épargnés pour les mêmes raisons que son frère Bachir. (…). »

« Des deux familles Chikhoune, seuls Ami El Bachir et son fils Ahcène survécurent pour l'une, quant à l'autre il ne restait que l'aîné des enfants, Saadi qui avait rejoint le maquis vers 1957.

Chikhoune Belkacem fut tué par les gendarmes de Toudja vers le 4 septembre 1956, tout près du village Ait-Messaoud. Ils l'avaient enlevé du car à son retour de Bougie, vers deux heures de l'après midi ; puis ce fut le tour de son fils Hocine qui fut abattu en face du village de Oued-Ghir par un légionnaire détaché à la SAS de Toudja. Ce fut enfin le tour de son autre fils Said, adjudant de l'ALN, qui fut également abattu en même temps que le chef de la zone I Si Larbi Touati, et ses adjoints Ahcène Dehas, Boubekeur Hadj Ali, Meziani Madjid et Toudji Mourad le 28 décembre 1961. »

« Les militaires avaient quitté le village vers deux heures du matin, emmenant avec eux leurs prisonniers, laissant derrière eux un village en ruine, couvert par une épaisse fumée qui se dégageait des décombres où les corps de certaines victimes attendaient d'être retirés, complètement carbonisés. En effet, dès les premières lueurs du jour naissant, tous les hommes et les femmes valides convergèrent vers Bouberka. Les dépouilles des victimes furent d'abord enlevées de dessous les gravats encore fumants pour être enveloppées dans des linceuls offerts par les commerçants du village, chef-lieu de la commune. »

Le lieutenant Corne, officier de la SAS de Toudja qui dirigea le massacre fut abattu à son tour par un commando de l'ALN dans la région de Sidi-Aich.

Si Mohand Arab et Ammi Said évoluèrent au sein de l'ALN jusqu'à l'indépendance et furent élevés au grade de sous-lieutenant. Quant à Si Mohand Tahar, il fut encerclé et abattu par un commando de parachutiste lors de l'opération Jumelle.

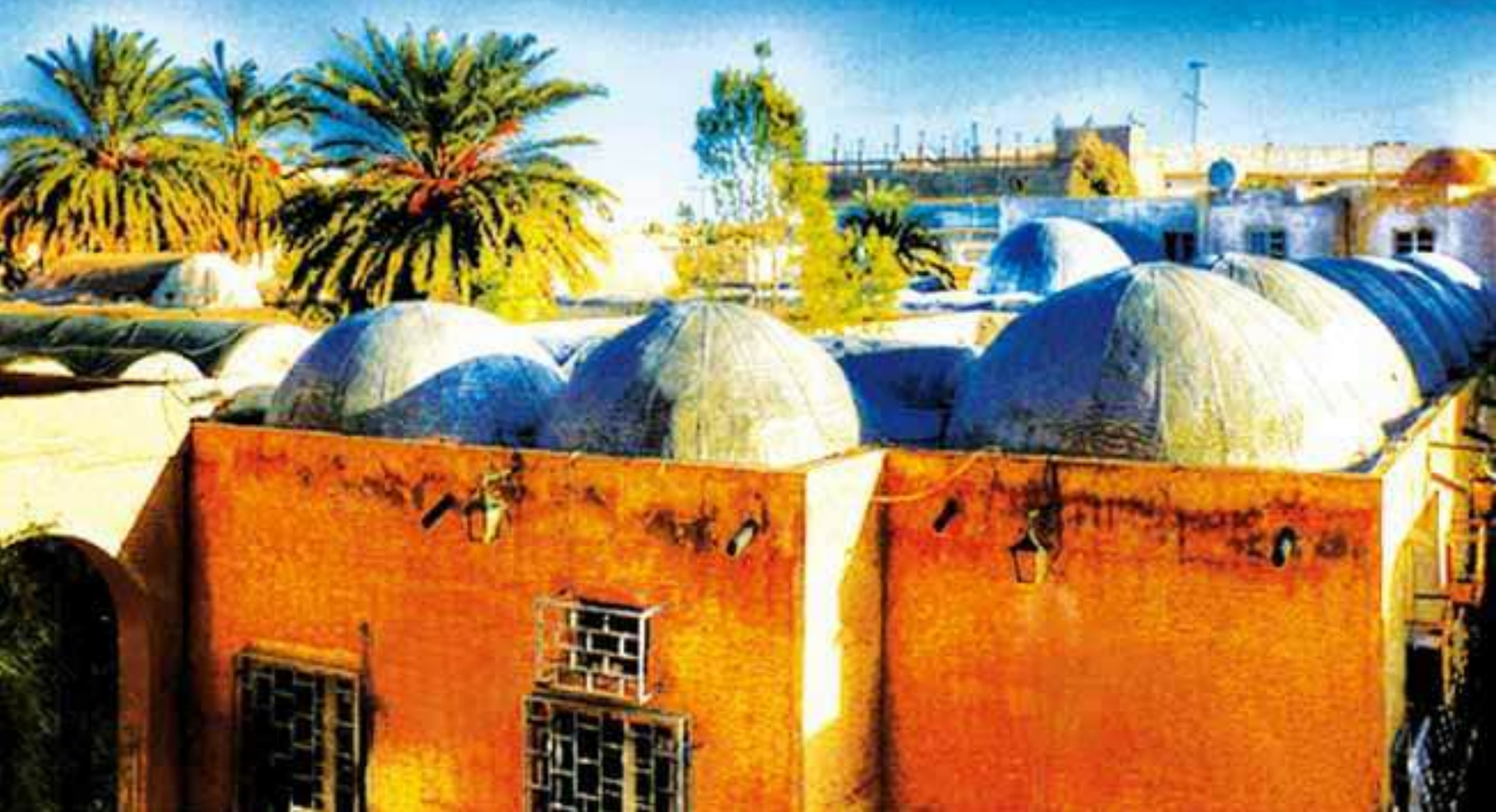
Ghermine Abdelhamid

Histoire de Oued Souf

LA VILLE AUX MILLE COUPOLES

Par Hassina Amrouni

Ville du Sud-Est de l'Algérie, située aux confins septentrionaux du Grand Erg Oriental, comprenant la vallée du Souf et la vallée de Oued Righ, El Oued Souf est considérée comme l'une des plus importantes régions touristiques d'Algérie. Réputée pour ses palmeraies appelées «ghitanes», ses maisons coiffées d'une coupole ainsi que ses zaouïas, ses ruelles ombragées et ses dunes de sable blanc, celle que l'on surnomme la «Ville aux mille coupoles» attire tant par sa beauté que par l'hospitalité de ses habitants.



Des outils manuels utilisés dans l'antiquité découverts dans la région d'El-Oued dans les années 60

On raconte d'ailleurs, à propos des Soufis, qu'ils seraient originaires du Yémen. Partis de la presqu'île Arabique, ils se seraient tour à tour installés en Egypte puis en Tunisie. Toutefois, accablés d'impôts par les autorités régnantes en Tunisie à l'époque, ils décident de repartir vers l'ouest, en quête d'une terre plus accueillante. Traversant la région qui devait, par la suite, devenir leur berceau, ils poursuivent leur route jusqu'à la région de l'Oued Righ (Touggourt). Là, une eau abondante va les décider à s'y installer mais la malaria qui s'abat sur eux va les contraindre à déserter au plus vite les lieux. Ils rebroussent alors chemin, préférant retourner d'où ils sont venus. Or, en repassant par El Oued, ils s'aperçoivent, en creusant dans le sable, que le sol est gorgé d'eau douce. C'est pour eux une aubaine. Ils y élisent domicile. Si cela s'est passé, il y a, quelques cinq siècles, bien avant, des populations ont vécu dans cette région.

Durant la période préhistorique du Caspien, le Souf connut un peuplement. En atteste l'abondance d'outils en silex et autres objets retrouvés dans toute la région, enfouis sous les dunes de sable. D'ailleurs, il n'est pas besoin d'être archéologue pour tomber sur des pièces archéologiques. Les connaisseurs de la région disent qu'il est facile de repérer des vestiges dans le sable

La ville d'El-Oued durant l'époque coloniale

car les stations préhistoriques se présentent sous forme de tumulus noirâtres. Les chercheurs estiment, par ailleurs, que la région du Souf avait avant la désertification, une grande végétation et le climat était tropical. Couverte de marécages, la faune y était riche et diversifiée. Dans les années 1950, un œuf d'autruche en parfait état de conservation a été découvert dans la région de Hassi-Khalifa, à 30 km au nord-ouest d'El-Oued, quelques années après cette découverte, c'est un squelette de mammouth qui sera exhumé (1957) des dunes.

Faibles traces de la présence romaine

Alors que l'on retrouve des traces de leur passage dans diverses régions du pays, les Romains ne semblent pas avoir élu domicile dans cette région du sud ou alors que sommairement vu que les traces de leur présence demeurent quasiment inexistantes, hormis un puits – Bir-A-Romane –, situé à quelque 180 km au sud-est d'El-Oued et qu'ils auraient creusé, bien qu'aucune inscription ne le confirme, ou encore, ces pièces de monnaie romaines, puniques et byzantines découvertes dans le sable. Par ailleurs, jusqu'au Xe siècle, l'histoire du Souf demeure très vague. La région ne sortira de son isolement qu'avec l'arrivée des Arabes et de l'Islam.

Les premières invasions arabes interviennent aux VIIe et VIIIe siècles, entraînant une véritable renaissance de la région. La religion musulmane et la langue arabe se généralisent avec les premiers conqué-

Pièces de monnaie romaines, puniques, byzantines et numidiques.

rants, à leur tête Okba Ibnou Nafa'a. Cela entraîne également la généralisation des mœurs, des traditions et d'un mode de vie inspiré de la tradition du prophète Mohamed (QSSSL). Toutefois, l'arrivée des Beni Hillal, entre les XI et XIIe siècles va ébranler cette quiétude, semant une grande anarchie. Vers le XIVe siècle, le Souf voit arriver une tribu arabe sédentaire, les Adouane dont l'ancêtre serait venu avec les premières expéditions musulmanes du VIIe siècle. «Plus précise est l'arrivée au début du XVe siècle du groupe des Troud, d'origine arabe également, mais nomade et qui prit le pouvoir dans le Souf. La dualité Adouane/Troud fait partie de l'héritage historique du Souf, le Kitab el-Adouani (écrit en l'an 835) en développe les péripéties» (*)

D'autres groupes s'adjoindront à ce peuplement, en l'occurrence les Achèches au XIVe, les Chaâba au XVIIe et les Rebaïa au XVIIIe siècle. Au XXe siècle, arrivent les Ouled Amor, originaires du Fezzan. Il faut ajouter à tous ces groupes, les juifs qui se regroupent par la suite à Guemar et enfin les Noirs, venus du Sud.

Marc Côte explique qu'«avec un mélange de brassage et de juxtaposition : l'appartenance aux Adouanes ou aux Troud se retrouve aujourd'hui encore dans les villages, ou les quartiers, mais avec des

connotations faibles et nul antagonisme».

Au cours de leur histoire, tous ces groupes ont tissé entre eux des relations complexes mais aujourd'hui, les différences à l'intérieur des Soufis paraissent ténues, comparées aux différences entre Soufis et groupes extérieurs.

Le Souf sous domination turque puis française

Edifiée sur les ruines de la dynastie Abasside, la dynastie turque occupe, dès le XVIe siècle l'Afrique du Nord, hormis le Maroc, demeuré un royaume indépendant. L'Algérie étant divisée en régences, le Souf et l'Oued Ghir dépendaient du beylicat de Constantine. Tandis que l'Oued-Ghir est entre les mains du Sultan Mohamed Ben-Djellab, dans les années 1820, Ahmed bey El-Mamelouk, gouverneur de Constantine, entreprend une expédition dans l'Oued-Ghir et le Souf, entraînant l'affaiblissement des Ben-Ganah, maîtres du Sud constantinois et favorisant le retour des Bou-Akkas. Cette dernière, tribu arabo-berbère des Dhouaoudas, menait une vie semi-nomade dans les Aurès et le Sud constantinois. Son dernier grand chef était Ferhat ben Saïd Bou-Akkaz, mort en 1844, son fils, Ali-Bey ben Ferhat Bouakkaz sera investi caïd du Souf et de Touggourt par le colonel Desvauxen 1854 jusqu'en 1871.

Forgée dans son isolat, cette société s'est donné une culture, des pratiques, des traditions, des contes, des danses, qui lui sont spécifiques.

Hassina Amrouni

*(*) Marc Côte, S*i le Souf m'étais conté. Comment se fait et se défait un paysage*, éd. Média-Plus, Constantine, 2006, 132 pages, 940 D.A.*

La ville d'El-Oued

LE SOUF, UNE RÉGION AUX RICHESSES MULTIPLES.

Dans les années 1900, Isabelle Eberhardt, jeune journaliste française d'origine Russe, attirée par le Maghreb découvre le Souf. Elle est si éblouie qu'elle écrit : «Jamais en aucune contrée de la terre, je n'avais vu une ville se parer d'aussi magnifiques splendeurs.» De sa passion pour cette région, elle a laissé des œuvres impérissables : **Dans l'ombre chaude de l'islam et Au pays des sables.**

Par Hassina Amrouni

Histoire d'une ville

El Oued

La région fascine. La richesse de son artisanat, de ses us et coutumes en font une contrée attrayante. Son patrimoine qui comprend sites naturels, chott, lacs et sebkhate, sans oublier ses villages traditionnels, ses mosquées centenaires et sa gastronomie locale en fait une destination touristique privilégiée.

Le Souf est spécifique de par son architecture construite en voûte et en coupole, d'où la grande originalité de cette ville, surnommée à juste titre «ville aux milles coupoles». En fait, ce type de construction n'a pas seulement une valeur esthétique, il répond surtout aux conditions climatiques et d'isolation.

Le Souf est également connu pour ses zaouïas. Leur implantation remonte à, il y a plusieurs siècles. L'apparition des tourouq a beaucoup influencé la population. Trois zaouïas se partagent l'espace d'El Oued, en l'occurrence la zaouïa Tidjania, la Kadiriya et la Rahmania. Ces dernières constituent des centres de rayonnement cultuel et culturel où le savoir est dispensé aux fidèles.

Le Souf est aussi le pays des roses des sables, des fennecs et des tapis de haute laine ou en poil de chameau. D'ailleurs, la traditionnelle fête du tapis, organisée chaque année entre mars et avril, réunit les plus belles créations et les tisseuses de la région saisissent cette occasion pour montrer tout leur savoir- faire, un savoir-faire ancestral. Concernant le tapis de Oued Souf, il serait du fait de deux frères d'origine turque, les Gherib qui ont d'abord travaillé dans le Constantinois. Un peu plus au sud, dans le Hobba, des Ottomans sont venus s'installer, vers le milieu du XIXe siècle et leurs descendants y sont toujours. Les « zerbya » sont les premiers modèles exécutés par les artisans du cru. Ils se caractérisent par une belle couleur rouge ou des bleus ardents. Cependant cette forme d'art s'estompe peu à peu pour laisser apparaître un camaïeu de teintes naturelles qui est un mélange de laine et de poils de chameau. Les tapis bruns, beiges et noirs sont très beaux et très bien exécutés, pour ce qui est de l'ornementation, elle demeure assez classique, avec des emprunts aux tapis nememchi, à savoir un médaillon central, des bordures d'encadrement et des écoinçons garnis de semis.

Le «nakh» ou la danse des cheveux

Ceux qui ont visité la région de Oued Souf ont certainement dû assister à ces fameuses exhibitions connues sous le nom de nakh ou noukh. C'est une danse bédouine et nomade typique qui a lieu au cours d'un «mahfel». Elle est exécutée le soir, au clair de lune, par des jeunes femmes célibataires. Les spectateurs forment un croissant. Dans la partie ouverte du croissant, sont assis les chanteurs...

Sous la conduite d'une vieille femme, les danseuses arrivent, le visage couvert d'un voile fin, en habit de fêtes, parées de bijoux traditionnels, toujours en argent car les nomades ne se parent pas d'or. Elles se mettent à genoux devant les chanteurs qui entonnent en chœur des chants appropriés, souvent improvisés séance tenante, en battant la mesure sur des tas de sable ! C'est à ce moment que la vieille dame qui dirige la danse dévoile, une à une, les jeunes filles, découvrant ainsi leur abondante chevelure. Le buste incliné vers l'arrière, suivant le rythme des chants et les applaudissements, les danseuses impriment à leurs cheveux des mouvements de va-et-vient, combiné à une rotation de la nuque, donnant ainsi des ondulations rotatives et semi-circulaires.

Seules les chevelures et la nuque sont en mouvement, grâce à la souplesse du cou.

Le «noukh» est propre au Souf... à l'exception d'une tribu syrienne.

Des palmeraies classées patrimoine universel

En juin 2006, l'Organisation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, la FAO a décidé de classer les «ghouts», anciennes palmeraies de la région de Oued Souf, patrimoine universel. Cette décision a été annoncée lors d'ateliers sur «Le système ingénieux du patrimoine agricole mondial» organisés à El Oued. A la suite de cette classification, il a été demandé aux agriculteurs locaux de préserver les «ghouts» non seulement pour eux mais aussi pour les générations futures. Il faut noter que les meilleures dattes au monde, les fameuses deglet nour sont produites dans les ghouts, qui sont de vastes cratères creusés par les Soufis et au fond desquels poussent des palmiers irrigués naturellement de la nappe phréatique. Il faut savoir, enfin, que la région d'El Oued compte plus de 9000 ghouts dont environ 900 ont été détériorés, en raison de la remontée des eaux.

Hassina Amrouni

LES FILS PRODIGES DU SOUF

Djilali Mehri

Amar Saidani

Lamine Lamoudi

Abdelkader Lamoudi, membre des 22 historiques

Par Hassina Amrouni

El Oued

Enfants de l'Oued Souf, ils ont fait connaître leur région au-delà des frontières du pays. De Bachir Guemari dit «Babache», ancien champion de lutte, à Ahmed Gueriche, doyen des artistes d'El Oued, en passant par Mohamed Lamine Lamoudi, membre fondateur et secrétaire général de l'association des ulémas musulmans algériens, Bousbia Laich Ali, historien, Ahmed Nadjih, Abou Kacem Saâd Ellah, Ibrahim Miassi, Saâd El Amamra, Ali Aoun, écrivains, ils ont chacun contribué à l'essor de cette région, en lui forgeant une réputation de terre de prodiges.

Bien que tous ces noms soient célèbres, certains sont considérés comme de véritables icônes. D'abord, Abdelkader Lamoudi, ce moudjahid qui a fait partie du groupe des 22 qui ont déclenché la Révolution algérienne en novembre 1954, est aujourd'hui, l'un des cinq membres encore en vie du groupe (Belouizdad Othmane, Zoubir Bouadjadj, Ammar Benaouda et Mohamed Mechati). Abdelmadjid Salah Bousbia et Mohamed Larbi Gammoudi font également partie de ces valeureux combattants qui ont pris les armes contre l'occupant français.

Né à El Oued en 1937, l'homme d'affaires Djilali Mehri, dont la manne financière a aidé économiquement toute la région, fait également partie des personnalités phares du Souf. Intégrant le monde des affaires internationales dès 1965, alors qu'il n'a que 28 ans, Djilali Mehri a touché à l'agro-alimentaire, à travers les boissons, à l'industrie, à l'hôtellerie en inaugurant ses premiers édifices touristiques de type Ibis et Novotel et même à l'humanitaire.

Enfin, la dernière grande figure soufie dont l'évocation est incontournable est le chantre du bédoui, Abdallah Menaï.

Natif de l'Oued Souf, il y a vu le jour en 1941. Modeste travailleur, son père décide de partir s'installer à Tunis en 1948 afin de pouvoir subvenir aux besoins de sa famille. C'est donc au sein de la société tunisienne qu'Abdallah grandit. Il intègre le groupe des Scouts musulmans algériens de Tunisie, ce qui lui permet de connaître la plupart des chants nationalistes qui mettaient en valeur la lutte de libération. Son père décède en 1959, devenant alors soutien de famille, il part vivre à Paris pour pouvoir assurer la subsistance de sa maman et de sa fratrie. C'est dans son exil qu'il intègre le monde musical au sein de l'émigration et réussit à activer en qualité de musicien dans le cadre du programme de l'Amicale des Algériens en Europe. Il ne retourne dans sa région natale qu'en 1970. Grâce à sa voix forte et à son style puisant sa force au cœur du patrimoine local, Abdallah Menaï devient un maître de la tradition orale.

Hassina Amrouni

Abdellah Menaï

Elle y a séjourné en 1901

ISABELLE EBERHARDT A ÉTÉ SUBJUGUÉE PAR EL OUED

«Tout d'abord, El-Oued me fut une révélation de beauté visuelle et de mystère profond, la prise de possession de mon être errant et inquiet, par un aspect de la terre que je n'avais pas soupçonné. » *Isabelle Eberhardt*

Par Hassina Amrouni

El Oued

Née à Genève de père inconnu, déclarée illégitime à la naissance, Isabelle n'en sera pas moins élevée dans une famille aristocrate. Mais elle quittera cette vie de faste, fuira ce matérialisme douillet pour découvrir un pays, un désert, une culture, une religion et un peuple qui vont l'imprégner tout au long de son existence et de ses écrits.

Eprise de liberté, Isabelle Eberhardt mènera une vie de nomade, voyageant d'une ville à l'autre dans toute l'Afrique du Nord, revêtue de son identité préférée – elle en prendra plusieurs –, celle de Mahmoud Saâdi. Ainsi cachée sous ces costumes masculins, elle peut entrer dans tous les lieux où les femmes ne sont pas admises, ce qui facilite aussi son travail de journaliste. D'un autre côté, sa vie peu conventionnelle éveille rapidement la suspicion de certains colons français qui se mettent à la surveiller.

Isabelle tombe amoureuse de Slimane Ehni, un spahi indigène qui deviendra son mari. La rencontre des deux jeunes gens aura lieu à El Oued, une région à laquelle elle vouera une grande fascination. De nombreux textes survivront à la mort tragique de leur auteur, témoignant ainsi de son amour incommensurable pour le désert.

Dans *Au pays des sables*, elle évoque avec beaucoup de poésie la région du Souf. Elle écrit : «Il est des heures à part, des instants mystérieusement privilégiés où certaines contrées nous révèlent, en une intuition subite, leur âme, en quelque sorte leur essence propre (…) Ainsi, ma première arrivée à El Oued, il y a deux ans, fut pour moi une révélation complète, définitive de ce pays âpre et splendide qui est le Souf, de sa beauté particulière,

Isabelle Eberhardt

Isabelle Eberhardt

de son immense tristesse aussi.»

Isabelle qui découvre El Oued Souf en 1899, s'y installe en 1901. «Je suis à El-Oued depuis le 2 août dernier et je ne prévois nullement la fin de ce séjour. Au contraire, il a l'air de prendre des allures de plus en plus définitives. Je pourrai attacher définitivement mon existence à cette oasis qui m'est devenue familière et chère. Je vais de temps en temps à la zaouïa d'Amiche ou à Guemmar», écrit-elle encore.

Dans un texte intitulé *Isabelle Eberhardt, Isabelle l'Algérien*, l'écrivaine franco-algérienne Leïla Sebbar note à propos de la fascination de la jeune femme pour le Souf : «Elle continue à parler de la petite maison en tob à l'ombre des dattiers, son rêve de vagabonde, possédée par la beauté d'El Oued, son lieu de prédilection. El-Oued est le roman d'amour, l'illusion de roman familial d'Isabelle. El-Oued, au sud-est de l'Algérie, la ville idéale, contient à elle seule tous les désirs d'Isabelle. El Oued, le Souf, représentent définitivement tous les paysages, parcourus dans le sud, aimés ; écrits, décrits, inscrits pour l'éternité sur la page qui sera sa postérité. Isabelle qui écrit ses journaliers au masculin, retrouve le féminin pour El Oued dans le Souf, le lieu natal d'élection».

Isabelle, la musulmane

Alors qu'elle menait une vie trépidante, Isabelle trouvera sérénité et paix au Sahara. C'est dans l'immensité du désert et dans le silence des dunes, qu'elle sera touchée par la religion. Elle dit : «Pendant longtemps, j'allais à la mosquée en dilettante, presque impie, en esthète avide de sensations…Et pourtant, dès les commencements extrêmes de ma vie arabe, la splendeur incomparable du Dieu et de l'islam m'éblouit… Un soir d'été en entendant la voix du mueddin, je sentis une exaltation sans nom emporter mon âme vers les régions ignorées de l'extase…Pour la première fois, je murmurais avec leur foi inébranlable Allahou Akbar…j'allais me prosterner dans la poussière…je n'étais plus seule en face

Isabelle Eberhardt

Isabelle Eberhardt

de la splendeur triste des mondes.»

C'est à la zaouïa Qadiriya qu'elle fait son initiation et qu'elle accomplira sa profession de foi. Membre de cette confrérie religieuse, elle accompagnera même le 29 janvier 1901, son chef religieux, Si El Hachemi, dans son déplacement en Tunisie où il doit officier un service funèbre. Arrivés au village de Béhima, situé à une vingtaine de kilomètres d'El Oued, ils feront halte chez un riche commerçant : Si Brahim ben Larbi. Là, alors qu'Isabelle Eberhardt est aux côtés de son hôte, un homme armé d'un sabre attentera à sa vie. Elle sera blessée au bras et l'assaillant, appartenant à la confrérie des Tidjania, sera arrêté. Restée à Béhima, la jeune femme sera conduite le lendemain à El Oued où elle sera opérée à l'hôpital militaire, d'ordinaire réservé aux soldats. L'affaire passera en justice et c'est suite à cet incident qu'Isabelle sera expulsée d'Algérie. Elle n'y reviendra qu'après son mariage avec Slimane Ehni. Elle mourra trois ans plus tard, le 21 octobre 1904, à l'âge de 27 ans, dans la crue de l'oued à Aïn Sefra. Elle y repose désormais en paix.

Hassina Amrouni

La ville d'El-Oued

El-Djazaïr .com
GROUPE

GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION

Le magazine promotionnel de l'Algérie
El-Djazaïr .com
www.eldjazaircom.dz
Revue mensuelle-N°58-Janvier 2013
Le gouvernement Sellal entre en action
36e Congrès des directeurs généraux de police arabes
L'ALGÉRIE PLAIDE POUR LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET LA MODERNISATION DE LA POLICE

www.eldjazaircom.dz

De dr. à g.: le président Abdelaziz Bouteflika, Houari Boumediene, décédé le 27 décembre 1978, Dahou Ould Kablia et le défunt Chadli Bendjedid, rappelé à Dieu le 06 octobre 2012